

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

L'IMPOT SUR LE CHARBON

PENDANT L'OCCUPATION DE LA RUHR

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le jeudi 20 mai 1926, à 2 heures

PAR

Pierre FOISY

Ancien élève de l'Ecole Polytechnique

Président : M. ALLIX, professeur

*Suffragants : { MM. RIST, professeur
AFTALION, professeur*

PARIS

JOUVE & C^o. ÉDITEURS

15, RUE RACINE, 15

—
1926

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

L'IMPOT SUR LE CHARBON

PENDANT L'OCCUPATION DE LA RUHR

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le jeudi 20 mai 1926, à 2 heures

PAR

Pierre FOISY

Ancien élève de l'Ecole Polytechnique

Président : M. ALLIX, professeur

*Suffragants : { MM. RIST, professeur
AFTALION, professeur*

PARIS

JOUVE & C^{ie}, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, 15

1926

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



L'IMPÔT SUR LE CHARBON

PENDANT L'OCCUPATION DE LA RUHR

Lorsque les Gouvernements français et belges décidèrent l'occupation de la Ruhr, inaugurant la politique de saisie de gages, l'impôt sur le charbon perçu sur les combustibles de la Rhéno-Westphalie qui représentaient 80 % de la production allemande, était jugé l'un des gages les plus productifs de notre occupation.

L'étude actuelle, qui a malheureusement perdu de son actualité, a pour but de montrer les différents stades d'exploitation de ce gage, par les services de la Mission Interalliée de contrôle des usines et des mines, depuis le début de l'occupation — 11 janvier 1923 — jusqu'aux accords de Londres, 1^{er} septembre 1924.

Les autorités alliées crurent au début que le succès de l'occupation militaire entraînerait celui de l'occupation économique et qu'il suffirait de faire percevoir l'impôt par les cadres de l'administration allemande, suivant les modalités de la loi allemande, et d'en transférer le produit dans la caisse des gages. Il n'en fut rien; les industriels allemands, soutenus par le Gouvernement du Reich, décidèrent de ne pas obtempérer aux ordres des autorités alliées; les fonctionnaires allemands firent grève, et il fallut créer de toutes pièces un service interallié de l'impôt sur le charbon, qui, après avoir inutilement demandé aux industriels de souscrire des déclarations suivant les modalités de la loi allemande, mena la lutte en faisant édicter par l'armée des saisies de produits des mines récalcitrantes et une réglementation stricte de la circulation des combustibles. Dès le fin du mois de septembre, les industriels s'avouaient vaincus et entamaient avec le Micum, des négociations qui se terminaient par l'accord général du 23 novembre. L'exploitation normale du gage de l'impôt sur le charbon était désormais assurée.

Avant d'aborder l'historique de la question, il nous faut faire un rapide exposé des deux lois qui régissaient la matière au début

de 1923. Nous donnerons également les rendements de l'impôt depuis sa création — 8 avril 1917 — jusqu'à 1923.

Le travail comprendra donc trois parties :

PREMIÈRE PARTIE. — Etude de la législation allemande de l'impôt sur le charbon au moment de l'occupation. Rendements de l'impôt de 1917 à 1923.

DEUXIÈME PARTIE. — La période de résistance passive (11 janvier-23 novembre 1923).

TROISIÈME PARTIE. — La période des accords (23 novembre 1923-1^{er} septembre 1924). Bilan de l'impôt. Conclusion.

PREMIÈRE PARTIE

LÉGISLATION ALLEMANDE DE L'IMPOT SUR LE CHARBON AU MOMENT DE L'OCCUPATION

CHAPITRE PREMIER

LOI DU 8 AVRIL 1917

Cette loi faisait partie d'un système de taxes indirectes votées par le Reichstag pendant la guerre en 1917, pour créer des ressources fiscales nouvelles, destinées à assurer l'équilibre du budget ordinaire de l'Empire allemand. Elle établit sur les charbons indigènes et importés une taxe *ad valorem* de 20 %. Elle devait, dans l'esprit du Gouvernement allemand, rapporter plus de 500 millions de marks par an dans les caisses de l'Empire.

1. — LES ASSUJETTIS (ART. 3 DE LA LOI)

Toutes personnes extrayant du charbon indigène ou fabriquant des briquettes de lignite, qu'elles les vendent ou les destinent à leur exploitation ou à leurs propres besoins.

Même les personnes transformant la houille en coke ou le lignite en briquettes sont soumises à l'impôt; dans ce cas l'impôt afférent aux quantités de matières premières employées est déduit du montant des impôts devenus exigibles.

Les destinataires de charbon importé sont soumis à l'impôt.

2. — CHARBONS IMPOSABLES ET CHARBONS EXEMPTÉS

L'impôt porte sur tous les charbons, c'est-à-dire d'après l'article 2 de la loi sur toutes espèces de houilles ou de lignites ayant subi ou non une préparation, y compris les briquettes de lignite, les coques

d'importation et les briquettes de houille. Il y a néanmoins exemption totale :

a) Pour les charbons nécessaires à l'exploitation de la mine, à la préparation ou la transformation du charbon (fabrication de coke; pour les lignites employés comme combustibles dans la fabrication des briquettes (Betriebskohle).

b) Pour les charbons livrés à titre de rémunération en nature aux travailleurs et employés de la mine, aux mineurs invalides et aux veuves de mineurs (charbons désignés plus tard sous le nom de Deputatkohle).

c) En ce qui concerne le charbon employé à bord des navires et des locomotives ainsi que celui qui servait à la fabrication des huiles grasses, cires et produits analogues, la loi laissait au Bundesrat le soin de fixer le degré d'exemption d'impôt. Par un règlement d'administration publique en date du 12 juillet 1917, celui-ci exempta de l'impôt le charbon importé par les locomotives franchissant la frontière; pour les navires venant de l'étranger, était exempté de la taxe, le charbon servant de combustible jusqu'au lieu de destination, pendant la durée de séjour dans le port et jusqu'au retour du navire à l'étranger, ainsi que le charbon conservé à bord jusqu'au retour du navire vers l'étranger (art. 10 du règlement).

Quant aux charbons servant à la fabrication des huiles, graisses, cires et produits analogues, les autorités supérieures des finances du pays et le Bundesrat en dernier ressort, décident des diminutions ou remises d'impôt (art. 11 du règlement).

d) Pour les charbons transitant sous le contrôle des autorités douanières ou des contributions (art. 1^{er} du règlement).

En outre des remboursements de droits (*Vergütungen*) ont lieu dans les deux cas suivants :

1^o Quand une usine ou une industrie de transformation utilise de l'énergie électrique fournie par un tiers (produite au moyen de charbon taxé) elle reçoit une bonification calculée sur le nombre de kilowattheures consommés et correspondant à l'impôt payé par le charbon ayant servi à produire l'énergie électrique (art. 8 du règlement).

2^o Les industries de transformation de charbon qui achètent leur charbon à un tiers ont droit à une bonification représentant l'impôt déjà acquitté en ce qui concerne :

a) Les charbons utilisés comme matières premières pour la préparation des produits imposables tels que les briquettes de lignite.

b) Les charbons utilisés comme combustibles dans l'exploitation elle-même (art. 41 du règlement).

3. — TAUX DE L'IMPOT

Le taux de l'impôt atteint 20 % de la valeur du charbon livré, extrait ou importé.

Pour les communes ou les associations de communes ayant pris des dispositions pour accorder des réductions de prix pour les combustibles nécessaires à leurs habitants peu fortunés, l'impôt peut être réduit de moitié. Mais on s'aperçut vite que les communes ou associations de communes n'étaient pas en mesure de prendre de telles dispositions et le Reichstag supprima cet alinéa par une loi du 28 décembre 1917, leur assignant en remplacement 30 millions annuels à titre de secours aux gens peu fortunés pour achat de charbon.

4. — ASSIETTE DE L'IMPOT

La valeur imposable est constituée par le *prix de vente à la mine, impôt non compris* (art. 8 de la loi).

La valeur du charbon importé est déterminée par le prix d'achat augmenté des frais jusqu'à la frontière (art. 9 de la loi).

En ce qui concerne le charbon importé de pays dans lesquels il existe un impôt sur le charbon, le Bundesrat peut conclure des arrangements pour qu'une seconde imposition sur le charbon soit évitée.

5. — MODE DE PERCEPTION DE L'IMPOT

L'impôt est perçu sur déclaration contrôlée du propriétaire de la mine ou de l'importateur. Les modèles de déclarations au nombre de 18 ont été établis par le Bundesrat. L'impôt est payable au plus tard le dernier jour ouvrable du mois suivant la déclaration.

a) *Charbons indigènes.* — Le fait générateur de l'impôt est la livraison de charbon par la mine. La valeur à porter sur la déclaration est le prix de vente de la fosse ou des établissements de préparation. Les remises ou avantages garantis à côté du prix de vente sont imposables pour leur montant total.

Les demandes de bonifications d'impôts prévues pour les producteurs d'énergie électrique et les transformateurs de charbon à partir de matières premières fournies par un tiers, établies sur modèles

spéciaux, sont inscrites tous les trimestres sur un registre tenu par les autorités fiscales.

Les poids de charbon doivent être déclarés pour des quantités et prix différents à partir de 100 kilos ; les quantités inférieures à 100 kilos ne doivent pas être déclarées.

Les déclarations sont faites en double exemplaire.

L'office d'impôts recevant la déclaration peut considérer les prix et valeurs déclarés comme normaux ou non normaux.

Les prix sont considérés comme normaux si le prix de vente au moment du contrat est conforme au prix du commerce, ou s'il est justifié par des considérations économiques et en particulier, la nécessité pour le contribuable d'écouler ses produits. Dans ce cas le contribuable n'a qu'à payer à la fin du mois suivant.

Sinon, l'office fait opposition à la déclaration et en adresse un exemplaire à l'office des vérifications de valeurs (*Wertprüfungsstelle*) pour avis sur les valeurs et prix contestés.

Ces offices de vérifications de valeurs, créés par le Bundesrat comprennent un fonctionnaire de l'Administration fiscale, président, des représentants de l'inspection des mines et des hommes d'affaires du district, industriels ou commerçants en charbon, désignés par les syndicats de mines et les Chambres de commerce.

Les contribuables concourent donc à assurer la régularité de l'imposition; ils sont naturellement tenus au secret en ce qui concerne les renseignements sur les conditions d'exploitation de leurs collègues, qu'ils pourraient recueillir en tant que membres des offices.

Le nombre des offices est déterminé, par l'autorité supérieure de l'Empire en matière de finances qui fixe également leur siège, leur compétence et leur composition.

Chaque office a le droit de faire partout des constatations, en particulier au cours d'inspections locales, et de poser des questions verbales et écrites aux intéressés sur des détails précis des contrats de vente.

S'il estime justifiés les prix et valeurs dont opposition a été faite par l'office d'impôts, il renvoie la déclaration à l'office des impôts avec une annotation.

Sinon, il avise l'imposable qui doit fournir des explications. Si les tractations avec l'imposable n'aboutissent pas, l'office d'impôt fixe la valeur du charbon d'après le montant estimé par l'office de vérification et le communique à l'imposable avec ordre de payer

le complément d'impôt dans les dix jours. L'imposable peut alors réclamer par la voie administrative, mais sa réclamation n'a pas d'effet suspensif sur le paiement de l'impôt.

L'office des vérifications de valeurs peut encore donner à l'imposable avant toute déclaration d'impôt de sa part, des renseignements au sujet des prix et valeurs, sur les prix généralement pratiqués dans le district, que le charbon doit être vendu ou consommé sur place.

b) *Charbons importés*. — L'obligation fiscale (de payer l'impôt) naît dès le passage de la frontière par le charbon.

Les frais à ajouter au prix d'achat comprennent les frais de transport et de dépôt jusqu'à la frontière, ainsi que les frais d'assurance. Ces frais ainsi que le prix d'achat doivent être évalués en argent allemand, le change étant calculé suivant le dernier cours à l'intérieur du pays. Comme pièces justificatives, les factures délivrées par le vendeur de charbon et les papiers de transport, doivent être jointes à la déclaration.

La déclaration doit être transcrite par les autorités chargées de percevoir l'impôt sur un registre de déclaration.

En ce qui concerne le charbon importé de pays dans lesquels existe un impôt sur le charbon, le Bundesrat peut conclure des arrangements de façon à éviter une deuxième imposition du charbon. Ce texte a joué pour la Tchéco-Slovaquie qui a créé un impôt sur le charbon en 1920.

c) *Charbons exportés*. — C'est un principe reconnu de droit fiscal que les impôts de consommation intérieurs ne doivent charger que la consommation intérieure; c'est pourquoi les produits exportés restent non imposés ou bénéficient à la sortie d'un remboursement des droits. Cependant les charbons d'exportation allemands étaient imposés au même titre que les charbons indigènes, et il n'y avait aucun remboursement à l'exportation.

6. — CONTROLE DE L'IMPOT

a) Déclaration d'existence, un mois avant l'ouverture de l'exploitation, aux autorités chargées de l'impôt, suivant des instructions fixées par ces autorités. Tout propriétaire ne dirigeant pas lui-même son exploitation doit désigner au fisc le nom de son gérant.

b) Les fonctionnaires des contributions peuvent inspecter les exploitations pendant les heures de travail. Le propriétaire de

l'usine doit fournir aux employés des contributions tous renseignements nécessaires au contrôle de l'impôt et à la vente.

c) Enfin les propriétaires des exploitations imposables sont astreints à tenir leurs livres de commerce de telle sorte que ces livres fournissent tous les renseignements essentiels sur l'espèce et les quantités de charbon extrait et payant, sur l'emploi ultérieur de charbon entreposé et utilisé dans leur entreprise propre, ou pour leurs besoins personnels. Si on transforme du charbon en force électrique pour les besoins de l'entreprise, on doit noter soigneusement tous les renseignements utiles concernant la production ou l'emploi de la force électrique. Si les autorités fiscales estiment que la tenue des livres n'est pas suffisante pour atteindre les buts proposés, elles sont autorisées à contraindre le propriétaire de l'entreprise imposable à tenir des livres spéciaux établis suivant les modèles déterminés par l'administration des contributions.

Outre les livres précédents, les propriétaires des exploitations imposables doivent tenir un livre d'impôts non seulement pour les charbons imposables, mais pour les charbons exempts d'impôt. Les inscriptions à faire dans ce livre, dont le modèle est établi par le Bundesrat doivent être portées au minimum une fois par mois.

d) Le charbon ne peut être importé de l'étranger que par voie douanière et pendant les heures de douane.

7. — PÉNALITÉS

Celui qui essaie de retenir par devers soi l'impôt prévu par la loi se rend coupable de fraude. Les faits visés sont en particulier les suivants :

1^o Lorsque l'extraction ou le traitement du charbon aura été commencé avant que la déclaration de l'exploitation ait été faite.

2^o Lorsque la déclaration de la quantité de charbon livré ou importé n'a pas été faite ou a été faite incorrectement.

3^o Lorsque les inscriptions aux comptes des livres de commerce n'ont pas été faites ou ont été faites incorrectement.

4^o Lorsque le charbon venant de l'étranger n'a pas été introduit par une voie douanière ou pendant les heures de douane.

Celui qui commet une fraude est puni d'une amende s'élevant au quadruple de l'impôt, en tout cas au moins à 1.000 marks pour chaque manquement, sans préjudice d'acquitter l'impôt.

Lorsque le montant de l'imposition ne peut être déterminé exac-

tement le contribuable est puni d'une amende qui peut s'élever jusqu'à 100.000 marks.

Si un nouveau détournement se produit, l'amende précédente est doublée.

Toute nouvelle récidive entraîne une peine pouvant s'élever jusqu'à deux ans de prison et en outre une amende qui ne pourra être inférieure au quadruple de l'amende primitive; en ce cas les juges pourront accorder des circonstances atténuantes.

Les peines punissant la récidive sont inapplicables lorsque trois années se sont écoulées depuis le jour où la peine précédente a été purgée ou a été l'objet d'une remise, jusqu'au jour où a été commise la nouvelle infraction.

Les contraventions aux prescriptions de loi, ainsi qu'aux ordonnances administratives rendues à ce sujet et portées officiellement à la connaissance des intéressés seront punies d'une amende de 1 à 2.300 marks.

Le propriétaire de l'exploitation imposable et le destinataire de charbon répondent à la place de leurs administrations, leurs gérants, leurs employés ou toutes autres personnes à leur service ou salariés par eux, ainsi que des membres de leur famille ou de leur domesticité, pour les amendes infligées et les frais de poursuite, en cas d'insolvabilité du véritable débiteur, lorsqu'il a été prouvé :

1^o Que la fraude n'a pu être accomplie sans qu'ils le sachent;

2^o Que les administrateurs, les gérants, les employés et toutes autres personnes à leur service ou salariés par eux, n'ont pas été choisis et surveillés avec toute l'attention d'un véritable homme d'affaires.

Si le débiteur n'acquitte pas l'amende, les autorités fiscales peuvent exiger son paiement de la caution et condamner le débiteur à une peine de prison en remplacement d'amende; la peine de prison remplaçant l'amende ne peut excéder six mois dans le cas de premier manquement, un an en cas de récidive et deux ans en cas de nouvelle récidive, trois mois en cas d'irrégularité.

La prescription des détournements est acquise en trois ans, celle des irrégularités en un an.

En ce qui concerne la procédure administrative se rapportant aux peines, aux adoucissements à apporter aux peines et à leur remise totale par mesure de bienveillance, c'est la même qu'en cas de contravention aux lois douanières.

Les amendes reviennent au pays dont les autorités ont rendu les ordonnances pénales.

Toute somme d'argent recouvrée à la suite de poursuites judiciaires doit être versée à la caisse de l'impôt, dans la mesure où elle aurait dû être versée à la caisse de l'Empire.

8. — AUTORITÉS CHARGÉES DE PERCEVOIR L'IMPÔT PRESCRIPTION

Les autorités fiscales chargées de percevoir l'impôt à l'intérieur sont les offices de finances régionaux (*Landes Finanzämter. L.F.A.*).

Quant au charbon importé par fer ou par eau, il est imposé par les autorités douanières.

L'administration ne peut réclamer l'impôt arriéré que pendant trois ans.

L'imposable a le droit de réclamer contre une imposition trop forte, établie par l'office des vérifications de valeurs après opposition de l'office d'impôt; il dépose sa réclamation à l'office de l'impôt et la réclamation a lieu par voie administrative. Elle n'a pas d'effet suspensif quant au paiement de l'impôt et se prescrit par un an à dater du jour de l'échéance ou du paiement,

9. — TRIBUNAUX D'ARBITRAGE POUR LES CONTRATS PASSÉS AU MOMENT DE L'APPLICATION DE LA LOI

La mise en application de la loi devait amener la modification de certaines clauses d'accords en vigueur à ce moment entre les différents industriels. La loi prévoyait donc le droit de changement (*Überwalzungsrecht*).

Si au moment de l'entrée en vigueur de la loi, des accords ont été conclus sur la livraison de charbons ou autres matières inflammables extraites du charbon, le vendeur est autorisé à porter sur le compte de l'acheteur le montant de l'impôt sur le charbon correspondant à la quantité livrée.

Si de même des accords ont été conclus au sujet de livraison d'énergie électrique, de gaz, d'eau de chauffage ou de vapeur, celui qui livre est autorisé à exiger un supplément au prix correspondant à l'augmentation causée par l'impôt sur le charbon des frais de fabrication, d'exploitation ou d'abonnement. Il en est de même pour

les accords concernant les transports maritimes ou fluviaux des personnes ou des marchandises.

Les contestations pouvant se produire sont jugées par des tribunaux d'arbitrage, dont le Bundesrat règle la composition et la compétence.

Le *tribunal arbitral* est composé de trois arbitres; chacune des parties en cause en nomme un et les deux arbitres choisis désignent de leur côté le tiers arbitre. Si les parties ne s'entendent pas sur le choix de ce dernier, il est nommé sur réquisition de la partie demanderesse, par les autorités supérieures administratives qui siègent dans le district du vendeur.

Appel des jugements du tribunal arbitral peut être interjeté dans les deux semaines à dater du prononcé du jugement, devant la *Cour arbitrale d'Empire*, qui juge en dernier ressort. Elle siège à Berlin et se compose de 5 membres. Le Chancelier d'Empire en nomme le Président et son suppléant et établit la liste des assesseurs. Les parties doivent choisir sur cette liste deux assesseurs, par lettre adressée au Président, dans un délai de deux semaines; passé ce délai les assesseurs sont nommés par le Président.

Les rendements de l'impôt sous le régime d'application de cette loi ont été les suivants, pour les différentes années budgétaires.

	Rendement en millions de marks papier	Valeur moyenne du mark or en marks papier	Rendement en millions de marks or
Août 1917 au 31 mars 1918... (8 mois)	421,3	1.527	275,9
1 ^{er} avril 1918 au 1 ^{er} avril 1919.	779,8	1.670	466,9
1 ^{er} avril 1919 au 1 ^{er} avril 1920.	1.634,5	9.075	180,1
1 ^{er} avril 1920 au 1 ^{er} avril 1921.	5.085,4	13.846	367,3
1 ^{er} avril 1921 au 1 ^{er} avril 1922.	7.390	34.738	212,7

Le chiffre anormal de 180 millions marks-or pour l'exercice 1919-1920 provient d'une forte diminution de la production houillère causée par la cession de la Sarre et de la Lorraine et surtout par les troubles de la révolution d'alors.

Les chiffres suivants montrent la diminution de rendement de l'impôt dans les périodes de dépréciation monétaire (1921-1922). Les prix internes du charbon se sont alors trouvés notablement in-

férieurs aux prix mondiaux. Agissait d'ailleurs dans le même sens l'article 112 du règlement d'administration publique du 21 août 1919, pris en application de la loi sur l'économie charbonnière du 23 mars 1919, autorisant le ministre de l'Economie publique du Reich (1) à diminuer les prix du charbon fixés par l'Union des charbons du Reich (*Reichskohlenverband*) après entente avec le conseil d'empire des charbons (*Reichskohlenrat*) et le Reichskohlenverband. Sur la proposition d'un pays, il devait consulter le Reichskohlenverband sur la diminution des prix.

On voit que jamais le rendement, sauf pendant l'année budgétaire 1918-1919 n'a approché le chiffre prévu de 500 millions marks-or.

Voici maintenant une statistique détaillée pour l'exercice 1920-1921 montrant les proportions de charbon taxé et de charbon exempté.

	CHARBON DE TERRE			LIGNITE			TOTAL	
	Quantités en millions tx.	Valeur Impôt en millions M.		Quantités en millions tx.	Valeur Impôt en millions M.		Valeur Impôt en millions M.	
Charbons indigènes taxés	115, 9	20.281	4.056	68 2,	4.962	992	25.243	5.048
Charbons indigènes exemptés	19, 1	2.684	»	30, 1	618	»	3.302	»
	135	22.965	4.056	98, 3	5.580	992	28.545	5.048
Charbons ayant bénéficié de remboursements de droits.	(2, 6)	(394)	79	(2)	(53)	10	(447)	89
	135 »	22.965	3.977	98, 3	5.580	982	28.545	4.957
Charbons importés.	0, 5	57	11	1	128	26	185	37
Proportion du charbon exempté à la production totale .	14, 1 %	»	»	30, 6 %	»	»	»	»
Même proportion avec le charbon ayant bénéficié de remboursement ..	16 %	»	»	32, 6 %	»	»	»	»

1. L'ordonnance du Bundesrat du 12 juillet 1915 avait donné à l'Etat droit de regard dans la fixation des prix de vente de charbon par le syndicat

La proportion de lignite exempté d'impôts est de plus du double de celle du charbon exempté.

rhénan-westphalien des houilles. La loi du 23 mars 1919 sur l'économie charbonnière, qui rend la syndicalisation obligatoire en Allemagne et la divise en 11 districts charbonniers, maintient à l'Etat le droit de donner son avis sur les prix de vente fixés par les différents syndicats.

CHAPITRE II

MODIFICATIONS APPORTÉES A LA LOI DU 8 AVRIL 1917 PAR LA LOI DU 8 AVRIL 1922

La loi du 8 avril 1917 entrée en vigueur le 1^{er} août 1917, n'était valable que pour trois années, à cause de l'impossibilité de juger la capacité de concurrence du charbon allemand à l'étranger après la guerre. Par les lois des 31 juillet 1920 et 27 juillet 1921, son application fut prolongée jusqu'au 31 mars 1922. En vertu des pouvoirs qui lui étaient donnés par cette dernière loi, le ministre des Finances du Reich, par une ordonnance du 11 novembre 1921, modéra le taux de l'impôt pour certains districts et pour certaines sortes de combustibles.

Les alliés pressent alors le Gouvernement allemand de commencer à payer les réparations; le Cabinet WIRTH élabore un grand programme économique tendant à créer un excédent de ressources fiscales. Un des principaux points du programme consiste à doubler le Kohlensteuer, le charbon allemand vendu à l'intérieur à un prix notablement inférieur à ceux du marché mondial, pouvant supporter cette augmentation. On pense ainsi pouvoir obtenir par an 1 milliard de marks-or, moitié de l'annuité fixe à payer aux alliés par l'Allemagne d'après l'état des paiements de Londres de 1921, mais on oublie que l'annuité variable égale à 26 % de la valeur des exportations allemandes sera diminuée.

Malgré l'opposition de la majorité du Comité du Reichswirtschaftsrat chargé de l'étude du projet qui s'était prononcé pour un taux fixe de 30 0/0 *ad valorem*, le Gouvernement fit voter le principe du doublement de taux de la taxe, mais en opérant des distinctions parmi les catégories de combustibles. C'est le principal objet de la loi du 8 avril 1922.

L'impôt se monte à 40 0/0 de la valeur des charbons importés, livres, cédés à un titre quelconque, utilisés pour les besoins de l'exploitation ou pour la consommation personnelle.

Mais le taux n'est effectif que vis-à-vis de la houille rhénostphalienne et silésienne, soit 9/10 de la production allemande totale. Pour les autres districts des réductions importantes de taux sont prévues, allant de 10 à 75 0/0 suivant les districts.

Le lignite provenant de districts pour lesquels aucune réduction spéciale n'est fixée n'acquitte que 90 0/0 de l'impôt (36 0/0 *ad valorem*). Par contre le lignite du district rhénan est acquis à un impôt *ad valorem* de 44 0/0.

On compensait ainsi l'augmentation des charges pesant sur le charbon par une *meilleure base d'imposition*; on tenait compte pour la fixation du taux local des conditions géologiques d'exploitation (épaisseur plus ou moins grande des couches carbonifères et de la couche de recouvrement, profondeur du puits). La chose était d'autant plus nécessaire que pendant la guerre l'extraction du charbon avait été étendue à des régions où l'exploitation en période normale n'aurait pas donné de résultats satisfaisants. Les exploitations sises dans ces régions se tenaient à l'extrême limite de la rentabilité et ne pouvaient encore produire avec bénéfice que grâce à la législation des hauts prix due à l'économie de contrainte, instituée par la loi du 23 mars 1919 qui garantissait des prix de vente honorables; ces prix de vente dépassaient parfois la valeur interne du charbon; pour peu qu'ils aient été frappés d'un impôt égal à celui qui frappait les charbons des exploitations riches, comme celles de la Ruhr, les petites mines pauvres n'auraient pu écouler leur production sans perte.

On s'engageait ainsi plus avant dans la voie tracée par la loi du 27 juin 1921 et l'ordonnance du 11 novembre de la même année qui aboutissaient à taxer le charbon d'après sa valeur économique, c'est-à-dire principalement d'après sa valeur exprimée en unités de chaleur.

Mais un impôt assis sur la valeur calorifique du charbon présentait deux graves inconvénients.

1° Il y avait de grosses difficultés techniques d'application;

2° L'impôt n'étant plus un impôt *ad valorem* avait un rendement indépendant des prix du charbon qui allaient sans cesse en s'élevant avec la dépréciation constante du mark. Le Gouvernement devant satisfaire à des besoins financiers croissants aurait dû, s'il avait assis l'impôt sur la valeur calorifique adopter un taux d'imposition trop élevé. Aussi conserva-t-il le prix de vente comme base de l'imposition, mais en adoptant des taux différents pour tenir

compte de la valeur économique des différents charbons et des conditions de leur extraction.

D'ailleurs le ministre des Finances du Reich avait qualité pour réduire ou élever le taux de l'impôt après consultation du Reichskohlenrat et avec l'assentiment du Reichsrat, eu égard aux conditions économiques et en particulier au cours du mark et des frais de transport. Une réduction de l'impôt devait intervenir obligatoirement, si elle était demandée par le Reichskohlenrat ou le Reichsrat.

L'exemption des charbons utilisés pour la production d'huiles, graisses, cires, etc... était supprimée

Enfin la valeur imposable du charbon importé, égale d'après la loi de 1917 au prix d'achat à l'étranger augmenté des frais de transport jusqu'à la frontière, était limitée comme suit :

Au cas où la valeur au moment de l'importation dépasserait

a) Pour les charbons de terre la valeur imposable du tout venant gras westphalien (Fettförderkohle),

b) Pour les cokes les $\frac{4}{3}$ de la valeur imposable : a,

c) Pour les lignites, la valeur imposable des briquettes à usage domestique provenant du bassin de l'Allemagne centrale,

On devait prendre comme base d'imposition les valeurs a, b, c.

Les pays et les communes (ou associations de communes) ne devaient frapper d'aucun impôt les produits des exploitations minières, les mines, les revenus des mines, ou la propriété minière.

La loi entrait en vigueur le 1^{er} avril 1922 et était valable jusqu'au 31 mars 1923.

CHAPITRE III

CAUSES DE L'INSUFFISANCE DU RENDEMENT DE L'IMPOT SPÉCIALES A L'ANNÉE BUDGÉTAIRE 1922-1923

Du doublement du taux de l'impôt, il semble que l'on pouvait escompter pour l'année budgétaire 1922-1923 un notable accroissement de rendement du Kohlensteuer. Or il atteint péniblement 175 millions marks-or contre 212 l'année précédente.

Cette insuffisance de rendement ne s'explique pas uniquement par la cause générale envisagée tout à l'heure, à savoir le décarage des prix intérieurs par rapport aux prix mondiaux en période de dépréciation de la monnaie nationale; il tient en outre à trois raisons particulières qui sont par ordre chronologique et voie d'importance décroissante :

- 1^o L'exemption du K. S. pour les charbons d'importation;
- 2^o L'octroi de délais de paiement;
- 3^o L'occupation franco-belge de la Ruhr.

La dernière cause a été sensiblement inopérante. Il n'en a pas été de même des deux premières.

1. — LA QUESTION DES CHARBONS D'IMPORTATION

Le 28 avril 1922, une ordonnance du Reich exemptait du paiement du Kohlensteuer, depuis le 1^{er} mai jusqu'au 1^{er} septembre 1922, tous les charbons d'importation. Ses effets furent prorogés jusqu'au 31 mars 1923 et à plus forte raison, la Ruhr étant occupée à cette date, jusqu'au mois d'octobre 1923, où le Gouvernement du Reich supprima le K. S. d'une façon totale.

Administrations et commerçants allemands profitèrent de l'occasion inattendue pour passer d'importantes commandes dans la Sarre et en Angleterre. Pendant six mois, les importations de charbon sarrois atteignirent 200.000 tonnes par mois.

Pour profiter des dispositions de l'ordonnance, il suffisait au destinataire du charbon étranger d'introduire une demande pour exonération de l'impôt auprès du Landesfinanzant compétent, en fournissant à l'appui la licence d'importation reçue du commissaire aux charbons du Reich ou pour les territoires occupés la licence d'importation de la H. C. I. T. R.

Il en résulta pour le Trésor allemand, à partir du 1^{er} mai 1922, un manque à percevoir important qui peut être calculé théoriquement d'après la valeur en millions de marks papier des importations de houille fournies par le *Bulletin mensuel* du commerce extérieur allemand; le calcul n'est d'ailleurs que théorique, car il est bien certain que si l'impôt sur les charbons étrangers n'avait été pas suspendu, les importations en eussent été beaucoup plus faibles.

On a pu dans ces conditions dresser le tableau suivant, pour la période de mai à décembre 1922. Le mouvement a été en s'accélégrant au début de 1923.

Valeur en millions de marks des importations de houille (1)		Produit approximatif de l'impôt (taux de 40 0/0)	Produit en marks or (2)
		millions m. papier	millions
Mai 1922	431.744	172,7	2,3
Juin 1922	1.108.181	443,3	3,8
Juillet 1922	2.557.338	1.022,9	4,2
Août 1922	3.272.295	1.308,9	3,8
Septembre 1922	7.310.092	2.984,0	4,1
Octobre	16.447.006	6.578,8	4,0
Novembre	22.749.663	9.099,8	5,2
Décembre	29.918.813	11.967,5	3,7

Le produit ainsi obtenu est d'environ 4 millions marks-or par mois, soit plus d'un quart des recettes du K. S. qui s'élèvent pour l'année budgétaire à 174 millions marks-or. Le moins perçu pour l'année entière est d'au moins 45 millions marks-or.

La Gouvernement du Reich justifiait le texte de son ordonnance par une raison économique : constitution par l'industrie allemande de stocks de provisions pendant la période la plus favorable à l'exploitation intensive des transports.

Il est plus vraisemblable que cette mesure fut prise surtout pour faire échec aux sanctions éventuelles que pouvaient prendre les

1. Estimation officielle des *Monatliche Ausweise des aus Wärtigen Handels*.

2. Calculé d'après le cours moyen de M. O. du mois suivant.

alliés dans la Ruhr; le Gouvernement allemand espérait favoriser ainsi les importations de charbon anglais notamment, et placer ainsi l'industrie allemande située en dehors du bassin de la Ruhr dans une situation favorable lui permettant de se passer au moins temporairement de la production du bassin.

On pouvait même se demander si cette suppression d'impôt sur les charbons d'importation apparaissait comme justifiée au moment où la Commission des réparations avait fait connaître son désir de voir le Gouvernement allemand étudier toutes les possibilités d'augmenter ses recettes budgétaires.

2. — L'OCTROI DE DÉLAIS DE PAIEMENT

Une deuxième brèche dans le produit des rentrées du Kohlenteuer apparaît en septembre 1922, avec l'octroi de délais de paiement d'impôt, à cause de la dépréciation monétaire continue.

Aux termes de la loi du 8 avril 1922, l'impôt était exigible à la fin du mois suivant la déclaration.

Le 1^{er} septembre 1922, le ministre des Finances du Reich, docteur HERMES, adresse à tous les offices de finances des Etats (Landesfinanzämter) une ordonnance ainsi conçue :

« En raison des difficultés particulières suscitées aux entreprises minières par l'augmentation extraordinaire des salaires
« prenant effet à partir au 1^{er} septembre 1922, j'autorise les offices
« douaniers principaux à accorder aux mines sur leur demande
« un délai de paiement de trois mois, pour la taxe sur le charbon,
« à verser pour le mois d'août 1922, moyennant versement d'un
« cautionnement. Les offices de finances des Etats auront le droit
« d'accorder légalement un délai de paiement de même durée,
« même sans versement de cautionnement.

« Je vous prie de notifier la décision ci-dessus aux offices douaniers principaux intéressés; on ne publiera pas cette décision. »

Le 28 octobre 1922, il leur communique à nouveau :

« En raison des nouvelles difficultés suscitées à l'industrie minière par l'augmentation des salaires et le prix des matériaux, je
« consens à autoriser les offices douaniers principaux à accorder
« sur demande un délai de paiement de trois mois pour les taxes
« sur le charbon à verser le 31 octobre 1922 jusqu'à concurrence
« de la moitié du montant, et moyennant versement d'un cautionnement. La moitié de la taxe sur le charbon à percevoir le 31 dé-

« cembre 1922 pour le mois de novembre sera soumise à la même règle.

« Les offices de finances des Etats auront la capacité d'accorder « un délai de paiement de même durée, même sans versement de « cautionnement.

« Je vous prie de notifier aux offices douaniers principaux intéressés la décision ci-dessus. Cette dernière ne sera pas publiée. »

Pour l'octroi de ces délais de paiement, le Gouvernement allemand se réclamait non pas du paragraphe 105 de la loi sur les impôts d'Empire (Reichsabgabenordnung) qui établit le droit général à la Stundung contre caution (en effet les intéressés s'adressaient en général aux offices régionaux des finances qui avaient le droit d'accorder des délais sans garantie) mais du paragraphe 108 de la même loi ainsi que du paragraphe 60 de la loi du 8 avril 1917 sur le Kohlensteuer, qui tous deux permettent la remise des droits pour motif d'équité. Il s'estimait *a fortiori* autorisé par ces textes à accorder un délai de paiement, en présence de la pénurie des capitaux produits par la hausse brusque des prix, due surtout à l'augmentation des salaires des ouvriers (à partir du 1^{er} septembre ils touchent les deux tiers de leur salaire un mois d'avance et les salaires sont majorés de 100 0/0).

En période de stabilité monétaire, les délais de paiement sont une pratique générale et usuelle en matière d'impôts indirects. Ils favorisent les opérations financières des entrepositaires ou des importateurs qui sont ses principaux collecteurs d'impôts. En France ils correspondent aux droits constatés sur les boissons en gros, le vinaigre, la bière, les cartes à jouer, l'alcool, les sucres; la matière première est recensée à date fixe, et les droits perçus tous les trois mois.

En Allemagne, la Reichsabgabenordnung avait disposé dans son paragraphe 105 :

« En ce qui concerne les douanes et les impôts de consommation, le Finanzamt *doit* à la demande du contribuable différer « de six mois le paiement des sommes exigibles contre garantie « et intérêts à moins qu'un délai plus court ne soit prévu; un délai « ne dépassant pas trois mois peut être accordé par le Landesfinanzamt même sans garantie et sans intérêt. En cas de danger « de guerre le sursis de paiement peut être révoqué.

« Au surplus, les paiements d'impôts et autres prestations d'argent qui seraient trop lourds pour le contribuable peuvent faire

« l'objet d'un sursis, si le recouvrement n'est pas compromis. Le sursis ne doit être accordé, en règle générale, que contre garanties et paiement d'intérêts moratoires. L'octroi de sursis dépassant un an est subordonné à l'assentiment du Landesfinanzamt. »

Le Kohlensteuer et quelques autres impôts (impôt sur le vinaigre) étaient exceptés du bénéfice de ce paragraphe, mais ils étaient compris dans les termes généraux de l'article 108.

En temps normal, ce procédé de fiscalité perfectionnée ne mériterait aucune critique; mais du fait de la dépréciation du mark, il était devenu un *puissant moyen d'évasion fiscale*. Les faveurs accordées aux propriétaires de mines par les textes précités causèrent au Trésor allemand des pertes sensibles, en évitant aux mines la plus grosse partie de la charge de l'impôt pour les sommes moratoires.

Il est assez difficile d'apprécier exactement le montant de la perte. En adoptant le montant théorique de l'impôt pour les sommes dues au titre des charbons extraits en septembre et admettant que pour octobre et décembre les mines ont fait usage de la faculté de ne payer que la moitié des impôts exigibles, on peut dresser le tableau suivant :

<i>Septembre 1922 :</i>		
	Marks papier (en millions)	Marks or (en millions)
Montant théorique	4.421	12,69
— versé.....	2.304	6,61
Différence	2.117	6,08
Valeur-or de la somme reportée à trois mois (cours décembre) ..		1,21
Perte		4,87
<i>Octobre 1922 :</i>		
Montant total de l'impôt	6.041,4	8,42
— versé.....	3.020,7	4,21
Reporté (cours janvier)		0,92
Perte		3,29
<i>Décembre 1922 :</i>		
Montant total de l'impôt	38.818	22,7
— versé.....	19.909	11,4
Reporté (cours 1 ^{er} mars).....		3,7
Perte		7,6

Les sommes ainsi perdues pour le fisc se monteraient au chiffre de 15,76 millions marks-or.

Si l'on accepte les déclarations du D^r HERMES à la séance du

Reichstag du 26 janvier 1923, affirmant qu'à cette date presque toutes les sommes moratoriées avaient été payées, il faudrait calculer la valeur des impôts moratoriés de décembre, d'après le cours du mark or de janvier. On obtiendrait alors comme chiffre de la perte totale 13,46 *millions marks-or*, pour un chiffre de recette totale de 175 millions marks-or pour le K. S. pendant l'exercice 1922-1923.

Non seulement d'ailleurs le fisc allemand se trouvait lésé, mais les propriétaires des mines encaissaient de gros bénéfices. Incorporant par exemple en septembre les 40 0/0 d'impôt dans leur prix de vente, et ne payant au fisc ces 40 0/0 d'impôt que fin décembre, alors que dans l'intervalle, le dollar valait cinq fois plus de marks et le prix du charbon avait quintuplé, ils avaient empoché les quatre cinquièmes de la valeur de l'impôt.

Si l'on compare maintenant le produit de l'impôt en décembre 1922, 19,9 milliards de marks papier, soit 2,6 millions de dollars, au produit correspondant de décembre 1921, 646 millions de marks papier, soit 3,4 millions de dollars; si d'autre part l'on remarque qu'entre temps le prix du charbon n'est pas monté moins sensiblement que le prix du dollar et que le taux de l'impôt a doublé à partir du 1^{er} avril 1922, il n'y a pas lieu d'être fier du résultat obtenu, d'autant moins que l'Etat, gros consommateur de charbon en tant qu'exploitant des chemins de fer du Reich, avait certainement acquitté une part notable de ces 19,9 milliards.

Il semble que l'on aurait pu obtenir la protection des intérêts du Trésor contre les pertes causées par la baisse du mark, par la perception des impôts sur la base de leur valeur au moment où ils étaient constatés, au moyen d'un système d'indice basé sur la dépréciation intérieure du mark, tout en conservant la pratique commode des délais de paiement.

On fit au gouvernement allemand des représentations énergiques pour que les sursis de paiement ne fussent pas renouvelés en janvier 1923. Celui-ci répondit qu'il n'avait pas l'intention d'accorder de délai de paiement pour les sommes dues au titre du Kohlens-teuer venant à échéance après le 31 décembre 1922.

3. — L'OCCUPATION FRANCO-BELGE DE LA RUHR

Une des premières opérations des autorités alliées, en entrant dans la Ruhr, fut la saisie du produit de l'impôt sur le charbon

(18 janvier). Normalement, le K. S. aurait donc dû rentrer à partir de cette date dans la caisse des gages. Mais on avait compté sans la résistance passive des Allemands; le Kohlensyndikat quittait Essen avec toutes ses archives et se réfugiait à Hambourg. Le 14 janvier, le gouvernement du Reich interdisait aux industriels de la Ruhr l'exécution des livraisons de réparations; le 19, il défendait aux fonctionnaires de tous ordres et aux services publics de déférer aux ordres des autorités d'occupation.

Les sommes dues par les industriels allemands au titre du K. S. étaient d'ailleurs considérables à cause des sursis de paiement de trois mois accordés pour décembre par l'ordonnance du 28 octobre. Mais les alliés ne purent empêcher leur versement dans les caisses du Reich, faute d'avoir prévu les événements. Elles allèrent à Berlin, alimentant la résistance passive, par l'intermédiaire du Kohlensyndikat de Hambourg, d'après les dispositions de l'ordonnance du 24 février 1923 dont voici le texte :

« Pour les charbons indigènes vendus par des entreprises affiliées
« au Syndicat rhénan-westphalien des houilles ou livrés d'autre
« façon, ou servant à la marche de l'exploitation ou à la consom-
« mation personnelle, est responsable jusqu'à nouvel ordre du paie-
« ment de l'impôt le Syndicat rhénan-westphalien des houilles à
« Hambourg.

« Le Syndicat a le droit d'exiger de chaque maison la restitution
« du montant de l'impôt afférent aux quantités de charbon non
« placées sous la disposition du Syndicat.

« Cette ordonnance entre en vigueur du jour de sa notification.
« Elle s'applique à toutes les dettes d'impôt nées d'après le 31 dé-
« cembre. »

Voici maintenant les chiffres donnant en marks-or le produit du Kohlensteuer, mois par mois, pendant l'année budgétaire 1922-1923.

Produit du Kohlensteuer en millions de marks papier		Valeur moyenne du mark or en marks papier	Produit en millions de marks or
Avril 1922.....	905,1	69,5	13,0
Mai 1922	1.591,5	69,4	23,1
Juin 1922	2.923,8	75,8	38,7
Juillet 1922	2.738,0	118,0	23,2
Août 1922	3.137,1	271,5	11,6
Septembre 1922	2.304,0	350,0	6,6
Octobre 1922	3.020,7	760,0	3,9
Novembre 1922	7.537,7	1.715,0	4,4
Décembre 1922	19.909,3	1.811,0	11,0
Janvier 1923	67.182,0	4.300,0	15,6
Février 1923	26.951,0	6.672,0	4,0
Mars 1923	99.748,0	5.060,0	19,7
			174,8

Après avoir décrié considérablement pendant les mois de l'été 1922, les recettes se relèvent en fin d'année, et atteignent pour les mois de janvier et mars 1923 des sommes considérables. L'occupation franco-belge de la Ruhr n'a donc pas empêché le gouvernement du Reich de faire rentrer dans ses caisses le produit du K. S, au début de 1923. Tout au plus a-t-elle pendant cette période entravé les expéditions de charbon des mines à destination de l'Allemagne non occupée, par l'établissement d'un cordon douanier et l'interdiction de sortie de tous les produits autres que les produits alimentaires (13 février 1923).

Quant aux deux premières causes — exemption d'impôt pour les charbons d'importation — octroi de délais de paiement aux industriels du charbon — elles avaient agi dans le sens d'une diminution de rentrées d'impôts d'environ 60 millions marks or pour l'année budgétaire 1922-1923.

DEUXIEME PARTIE

LA PÉRIODE DE RÉSISTANCE PASSIVE

(11 janvier-23 novembre 1923)

CHAPITRE PREMIER

LES DÉBUTS DE L'OCCUPATION

Le 27 décembre 1922, la Commission des réparations avait constaté, à l'unanimité, un premier manquement de l'Allemagne relatif à la fourniture de bois, prévue par le traité de Versailles.

Du 2 au 4 janvier 1923, une Conférence interalliée se tenait à Paris pour fixer le montant des réparations à exiger de l'Allemagne en 1923. Elle devait manifester un désaccord entre les thèses française et anglaise, le gouvernement britannique persistant à croire à la bonne volonté de l'Allemagne et lui accordant un moratorium de quatre années sans gages, le gouvernement français ne consentant, au contraire, à lui accorder un moratorium de deux ans au maximum que moyennant la prise de gages précis.

Ces gages précis, le gouvernement français proposait de les prendre dans la Ruhr, en s'appuyant sur le paragraphe 18 de l'annexe 2 à la partie VIII du traité, qui disposait :

« Les mesures que les puissances alliées et associées auront le droit de prendre en cas de manquement volontaire par l'Allemagne et que l'Allemagne s'engage à ne pas considérer comme des actes d'hostilité, peuvent comprendre des actes de prohibition et de représailles économiques et financières et en général *telles autres mesures que les gouvernements respectifs pourront estimer nécessitées par les circonstances.* »

L'occupation militaire de la Ruhr projetée par le gouvernement français devait permettre uniquement la saisie des gages considérés comme indispensables pour accorder un moratorium à l'Allemagne.

Certains de ces gages étaient destinés à assurer la livraison des prestations en nature, en ce qui concerne le charbon, le bois, l'azote. Des organismes spéciaux devaient accompagner les troupes et veiller, avec le concours du gouvernement allemand, à la stricte application du programme de livraisons fixé par la C. D. R.

Les autres gages devaient servir à assurer concurremment des paiements en espèces et des livraisons en nature. C'étaient :

a) Le prélèvement de devises étrangères sur les exportations allemandes en provenance des territoires actuellement occupés et du bassin de la Ruhr.

b) La saisie des ressources douanières des pays actuellement occupés ainsi que des bureaux principaux des douanes de la Ruhr;

c) La saisie du Kohlensteuer (K. S.) dans les territoires actuellement occupés et le bassin de la Ruhr;

d) L'utilisation des marks papier produits par les douanes et le K. S.

En ce qui concerne le gage c, notification serait faite au gouvernement allemand que les puissances alliées donnaient mandat à la H. C. I. T. R. de percevoir pour le compte de la C. D. R. le K. S. dans les territoires occupés et dans le bassin de la Ruhr.

Le paiement d'une fraction de l'impôt (30 0/0, par ex.) serait exigé des propriétaires de mines en devises étrangères. Les propriétaires de mines seraient avertis que si cette condition n'était pas remplie, les puissances alliées se réservaient la possibilité de dérouter une quantité équivalente de charbon.

Sur la base des résultats acquis en 1922, la production annuelle de la Ruhr et des territoires occupés atteignait environ 100 millions de tonnes.

En se basant sur la valeur actuelle du charbon de la Ruhr, le K. S. atteignait environ 4 marks or par tonne. Il devrait donc produire l'équivalent de 400 millions de marks or dont 120 payables en devises.

L'ensemble des gages devait fournir annuellement 1 milliard de marks or non compris les marks papier produits par les douanes et le K. S.

Tel était le plan français présenté à la Conférence de Paris. Après son échec les gouvernements reprenaient leur liberté d'action.

Le 9 janvier, la C. D. R. constatait par trois voix contre une, celle du délégué britannique, le manquement volontaire de l'Alle-

magne en ce qui concerne les livraisons de charbon et de coke à la France en 1922.

Les gouvernements français et belges convinrent dans ces conditions d'envoyer dans la Ruhr une mission d'ingénieurs chargés de surveiller le syndicat des charbons, d'assurer au moyen d'ordres donnés par son président, soit à ce syndicat, soit aux services allemands de transport, l'application stricte du programme de la C. D. R. Cette mission devait opérer sous le couvert de six divisions franco-belges.

L'occupation militaire, préparée minutieusement, fut réalisée de la manière la plus heureuse. Mais la préparation de l'occupation économique, de l'exploitation des gages saisis avait été entièrement négligée.

Le gouvernement français s'était trompé dans ses prévisions : il s'imaginait qu'au lendemain de l'occupation militaire, l'Allemagne céderait sans plus attendre et ferait des propositions acceptables.

C'est le contraire qui se produisit : l'Allemagne au lieu de céder décida la résistance passive et l'organisa. Et par la suite elle surprit encore les Alliés par l'énergie et la durée de sa résistance.

Il fallait dès lors faute d'avoir prévu et préparé, improviser brusquement en pleine bataille les moyens de mater l'Allemagne, de saisir les gages et de les exploiter.

Voici d'ailleurs l'exposé historique des premiers faits :

Le 11 janvier, la mission industrielle franco-belge — future M. I. C. U. M. — réunit les industriels allemands à Dusseldorf. Le 12, elle s'installe à Essen. Mais le Kohlensyndikat s'étant enfui à Hambourg, le contact ne peut être pris qu'avec les représentants des Konzerns de la Ruhr et les fonctionnaires locaux, dont l'attitude correcte provient moins d'un désir de collaboration que de l'absence d'instructions nettes du gouvernement de Berlin.

On pouvait donc espérer, tout au moins au début, que le programme franco-belge de saisie et d'organisation du gage de la Ruhr, par collaboration avec les Allemands, ne serait pas impossible à réaliser.

Mais le gouvernement du chancelier Cuno n'osant recourir à la force pour s'opposer à l'action franco-belge se décida, pour rendre stériles nos efforts, à inaugurer la politique de résistance passive.

Le 14 janvier, il interdit aux industriels d'exécuter les livrai-

sons de charbon et de coke « même en cas de paiements ou d'acomptes par les soins de la France ou de la Belgique », d'où la rupture immédiate des pourparlers engagés avec la M. I. C. U. M.

Le 19, il interdit aux fonctionnaires de tous ordres et aux services publics de déférer aux ordres des autorités d'occupation. C'était au regard de ces autorités, la grève générale et immédiate des services administratifs et des transports. C'était en particulier l'impossibilité pour les Alliés de faire percevoir pour leur compte le Kohlensteuer par suite du départ des fonctionnaires allemands des contributions chargés de l'assiette et du recouvrement de cet impôt.

Le gouvernement du Reich escomptait que les difficultés créées aux gouvernements français et belge leur paraîtraient insurmontables et que renonçant à exploiter un gage rendu insaisissable, ils se résigneraient à évacuer le territoire de la Ruhr.

Pour parer à cette situation délicate, le Général commandant l'armée du Rhin, investi à la suite de la proclamation de l'état de siège (11 janvier) des pouvoirs d'exécution nécessaires, édictait sous forme d'*arrêtés* les prescriptions d'ordre administratif et législatif dont l'urgence s'imposait.

Ces arrêtés étaient seulement exécutoires dans les territoires occupés le 11 janvier (bassin de la Ruhr). Les territoires anciennement occupés (rive gauche du Rhin et certains cercles de la rive droite) demeuraient soumis à l'autorité du Haut-Commissariat des territoires rhénans qui légiférait par voie d'*ordonnances* (1). La M. I. C. U. M. étant amenée à agir aussi bien sur la rive gauche que sur la rive droite du Rhin, devait obtenir au préalable pour les territoires anciennement occupés l'agrément de la H. C. I. T. R.; or les ordonnances de la H. C. I. T. R. paraissaient généralement après les arrêtés correspondants de l'armée. Ce décalage des textes réglementant la même question rendit dans certains cas difficiles l'action et le contrôle de la M. I. C. U. M. On en verra plus loin un exemple à propos de l'arrêté 31 et de l'ordonnance 177.

1. Les ordonnances pour devenir exécutoires, devaient être signées du président de la H. C. I. T. R. et des deux secrétaires généraux interalliés, dont l'un était de nationalité anglaise. Il en fut ainsi pour toutes les ordonnances prises pendant l'occupation de la Ruhr en conformité avec les arrêtés.

Il y a lieu de remarquer qu'à l'issue des délibérations précédant l'adoption de ces ordonnances, les hauts commissaires belge et français votaient pour l'adoption, tandis que le haut commissaire anglais se contentait de s'abstenir, rendant ainsi possible l'action franco-belge dans les territoires anciennement occupés.

L'arrêté n° 1 auquel correspond l'ordonnance 132 porte la date du 18 janvier et prescrit justement la saisie de l'impôt sur le charbon dans les territoires occupés.

1° Les fonds à provenir de la perception de l'impôt sont immédiatement bloqués. Ils doivent être portés à partir du 20 janvier à 0 heure sur un compte spécial. Les redevables ne peuvent se libérer valablement même pour l'arriéré que par des versements à des caisses situées dans les territoires occupés (T. O.).

Aucun délai de paiement ne peut être accordé sans l'agrément du chef de la M. I. C. U. M.

2° Les fonds provenant de la perception de l'impôt sont bloqués en quelque lieu qu'ils se trouvent;

3° Aucun transfert hors des territoires occupés de tout ou partie des fonds visés plus haut ne peut être exécuté sans une autorisation spéciale du chef de la M. I. C. U. M.;

4° Tous les documents concernant l'assiette, le contentieux et la perception du K. S. sont bloqués; leur transfert est interdit;

5° Tout le personnel qui, dans les territoires occupés, participe à l'assiette, à la perception et au contentieux du K. S. ainsi qu'à l'établissement du plan de répartition de la production charbonnière et à son exécution est placé sous l'autorité du chef de la M. I. C. U. M. Il continuera ses travaux en appliquant les tarifs et règlements actuellement en vigueur, en tant qu'ils ne sont pas contraires aux arrêtés du général commandant les troupes ni aux règlements d'application édictés en vertu de ces arrêtés par le chef de la M. I. C. U. M.

6° Le chef de la M. I. C. U. M. aura le droit de percevoir un certain pourcentage du K. S. en devises étrangères;

7° Les auteurs des infractions seront punis d'une amende pouvant aller jusqu'à 100 millions de marks et d'un emprisonnement de cinq ans au maximum ou de l'une de ces deux peines seulement.

Cet arrêté demeura lettre morte.

Les propriétaires de mines refusèrent d'obtempérer et acquittèrent leur part d'impôt sur le charbon entre les mains du Kohlen-syndikat transféré à Hambourg. Le Reich consacra législativement cette pratique le 24 février. Pour les en empêcher il aurait fallu exercer un contrôle impossible à réaliser avec le personnel existant. Les documents concernant l'assiette, le contentieux et la perception du K. S. étaient déjà transférés à Hambourg.

Enfin les fonctionnaires allemands des contributions avaient reçu du Reich le 19 janvier l'ordre de faire grève et ils avaient exécuté cet ordre.

La volonté du gouvernement du Reich paraissait réalisée : notre gage devenait insaisissable.

Si nous voulions l'exploiter, nous devions nous-mêmes organiser la perception de cet impôt sans avoir à notre disposition autre chose que les textes législatifs allemands en vigueur et les règlements d'administration publique pris en application de ces textes par le Conseil d'empire.

La situation était délicate et nécessitait une convergence absolue des efforts. Jusqu'ici l'action du commandement et celle des services techniques étaient restées distinctes; l'obligation s'imposait d'établir sur place une autorité unique disposant de pouvoirs étendus et de moyens puissants, susceptible de coordonner l'action des différents organismes techniques, de leur fournir l'aide des troupes d'occupation et de leurs services, et capable en outre de briser la résistance là où elle se manifesterait.

Le 13 février, le Général commandant l'armée du Rhin recevait la haute autorité sur les services civils et militaires des territoires nouvellement occupés.

Pour l'assister dans cette tâche de coordination continue entre les services techniques et les troupes d'occupation, le général DEGOUTTE décida de créer, juxtaposé à son état major à Dusseldorf, un organe mixte appelé *secrétariat des affaires techniques* (S. A. T.) composé d'officiers et de représentants des divers services, chargé de centraliser les questions d'ordre général nécessitant la collaboration des services techniques et des troupes, de préparer avec les services les plans d'action à mettre en œuvre et d'en suivre l'exécution.

A cet organe fut adjoint un *bureau juridique* destiné à étudier et à préparer les projets d'arrêtés d'ordre administratif, politique et économique à édicter dans les territoires de la Ruhr.

De son côté le M. I. C. U. M. décida la création d'un *service franco-belge de l'impôt sur le charbon* (S. I. C.) (février 1923).

Une des premières mesures prises par l'armée fut l'interdiction de sortie hors des territoires occupés de la houille, des sous-produits de la houille puis de toutes marchandises, sauf les produits alimentaires (arrêté n° 10 du 13 février). Seuls les produits couverts par une licence d'exportation ou une dérogation pouvaient fran-

chir le cordon douanier de la Ruhr, les premiers à destination de l'étranger, les seconds pour l'Allemagne. Le *service du contrôle commercial* était chargé de contingenter les échanges. La Ruhr se trouvait économiquement séparée du reste de l'Allemagne.

CHAPITRE II

ESSAI DE PERCEPTION DU KOHLENSTEUER PAR LES ALLIÉS D'APRÈS LA LÉGISLATION ALLEMANDE

L'ARRÊTÉ 18 ET L'ORDONNANCE 148 (27 FÉVRIER)

Le 24 février, le gouvernement du Reich faisait paraître l'ordonnance rendant le Kohlensyndikat rhénan-westphalien transféré à Hambourg, débiteur principal de l'impôt sur le charbon extrait par les entreprises affiliées au syndicat, pour toutes les dettes d'impôt nées après le 31 décembre.

Il n'y avait pas de temps à perdre. A la suite d'une conférence entre le Général commandant l'armée et le Haut commissaire français, la perception du K. S. dans les territoires occupés fut réglementée par l'arrêté 18 du 27 février auquel correspondait l'ordonnance 148.

Voici le texte législatif en entier :

ARTICLE PREMIER. — L'impôt sur le charbon institué par la loi d'empire du 8 avril 1917 modifiée par la loi d'empire du 8 avril 1922, sera perçu dans les conditions suivantes :

1^o Pour les contribuables qui souscriront des déclarations conformes à celles exigées par l'ordonnance d'empire du 12 juillet 1917, qui fourniront à la Commission interalliée de contrôle des mines toutes les justifications nécessaires et qui se soumettront à toutes les vérifications demandées, la valeur des produits imposables sera fixée suivant les règles prévues par les lois d'empire précitées des 8 avril 1917 et 8 avril 1922, étant entendu que l'administration allemande fournira à cet égard toute la collaboration requise;

2^o Pour les contribuables qui ne seront pas soumis aux précédentes prescriptions, l'imposition sera établie *d'office chaque quinzaine* par la Commission interalliée de contrôle des mines, conformément aux dispositions de l'article 3 ci-après.

ARTICLE 2. — L'impôt sera perçu aux taux prévus par la loi du 8 avril 1922.

ARTICLE 3. — Les déclarations seront désormais faites pour *chaque quinzaine*. Les contribuables auront un délai de *dix jours* pour adresser leurs déclarations, au Bureau de la Commission inter-alliée de contrôle des mines (service de l'impôt sur les charbons).

Le service de l'impôt sur le charbon fixera les bases d'imposition des contribuables. Ceux-ci pourront adresser leurs réclamations à une *commission mixte d'arbitrage*, comprenant le chef de la Commission interalliée de contrôle des mines ou son représentant, président, un ingénieur de cette mission désigné par le service de l'impôt sur le charbon et un membre désigné par le contribuable dans sa réclamation, sur une liste de 10 experts allemands agréés par le chef de la M. I. C. U. M.

Les réclamations devront être adressées à la M. I. C. U. M. dans un délai de vingt jours à compter de la date d'exigibilité de l'imposition.

Au cas où, par suite d'erreur ou d'omission, le S. I. C. serait amené à établir des impositions complémentaires pour des périodes déjà écoulées, le contribuable pourra contester le montant de ces impositions complémentaires devant la commission mixte d'arbitrage.

Si la décision de la Commission mixte d'arbitrage fixe le montant de l'impôt à un chiffre inférieur au versement effectué par le contribuable, le trop perçu lui sera décompté sur les premiers versements qui suivront cette décision. Il ne peut y avoir restitution qu'en cas de cessation d'exploitation.

Les réclamations ne pourront en aucun cas permettre de surseoir au paiement de la partie contestée de l'imposition.

ARTICLE 4. — Les contribuables devront justifier de l'acquittement avant le 20 janvier à l'une des caisses dans les territoires occupés des impôts exigibles à cette date. Faute de justification, ils seront considérés comme redevables de l'impôt depuis le 1^{er} octobre 1922.

ARTICLE 5. — Le montant de l'impôt dû pour chaque quinzaine, calculé d'abord en marks, sera ensuite évalué en dollars, d'après le cours officiel de la Bourse de Berlin, au dernier jour de la quinzaine à raison de laquelle l'impôt reste dû. Au jour du paiement, le contribuable devra verser une somme équivalente à la valeur des dollars dont il est débiteur, sans que cette somme puisse

être inférieure à celle dont il serait alors redevable si son imposition avait été calculée en marks.

L'impôt est exigible au 15 de chaque mois pour les sommes dues au titre du mois précédent.

Les versements doivent être faits dans les succursales de la Rheinische Diskonto, ou dans les banques accréditées à cet effet qui seront désignées ultérieurement, au compte de la Commission interalliée de contrôle des mines. Celle-ci en assurera immédiatement le transfert au crédit du Comité spécial de comptabilité générale des gages.

Le paiement de l'impôt pourra être requis dans la proportion de 30 0/0 *au moins en devises* américaines, anglaises, françaises, hollandaises, italiennes, suisses, et enfin en toutes devises étrangères autorisées par le S. I. C., la contre-valeur des dites devises en marks étant fixée au jour du paiement d'après le cours officiel de la Bourse de Berlin, au dernier jour ouvrable précédant le paiement, ou à son défaut d'après l'évaluation qui en sera faite par le Général commandant en chef les armées d'occupation.

ARTICLE 6. — Toutes les sanctions prévues par les lois d'empire des 8 avril 1917 et 8 avril 1922 continuent à être applicables.

ARTICLE 7. — Aucune licence d'exportation et aucune dérogation à l'interdiction de sortie ne seront accordées aux propriétaires ou exploitants des mines qui ne justifieront pas avoir acquitté entièrement le montant de l'impôt dont ils sont redevables.

Par exception, les charbons dont l'exportation à l'étranger sera autorisée en vertu d'accords internationaux spéciaux pourront être expédiés moyennant le paiement par les exploitations livrancières au 15 de chaque mois, de l'impôt afférent aux envois effectués au cours du mois précédent. Par mesure transitoire, l'impôt afférent aux livraisons effectuées en janvier 1923 ne sera exigé que le 1^{er} mars et ne portera que sur les exportations faites du 20 au 31 janvier.

Ces sommes qui auraient été payées à raison de ces exportations au titre du K. S. avant le 1^{er} mars 1923 seront déduites du montant total des impositions dues par les exploitations livrancières.

ARTICLE 8. — Une lettre d'avis sera adressée aux contribuables qui n'auront pas acquitté le montant de leurs impositions dans un délai de quinze jours. Trois jours après l'envoi de cette lettre une *saisie* pourra être effectuée qui portera sur une quantité de

charbon équivalente au montant du K. S. exigible, majoré de 50 0/0. D'autre part, les biens meubles du contribuable pourront être saisis; l'administration pourra d'ailleurs prendre à cet effet toutes les mesures conservatoires qu'elle jugera nécessaires. Huit jours après la saisie, les biens pourront être vendus jusqu'à concurrence du montant de l'impôt exigible.

A compter de la publication du présent arrêté, le S. I. C. possède un privilège de premier rang sur les biens du contribuable et bénéficie jusqu'à concurrence des sommes exigibles du droit de suite sur les biens qui auraient pu être vendus ou cédés de quelque façon que ce soit.

ARTICLE 9. — Les contribuables qui n'auront pas acquitté le montant de leurs impositions dans le délai d'un mois, ainsi que leurs fondés de pouvoir, pourront être déférés aux tribunaux militaires qui pourront ordonner leur incarcération jusqu'à ce que le montant total de l'imposition ait été payé.

ARTICLE 10. — Les mesures prévues par les articles 9 et 10 du présent arrêté sont applicables aux présidents et membres des Conseils et comités d'administration, de surveillance ou de direction, ainsi qu'à leurs fondés de pouvoirs et en général à toutes les personnes responsables de la gestion des sociétés.

ARTICLE 11. — Les charbons livrés au titre des réparations sont exempts d'impôt. Les mines créancières dont la production est taxée d'office seront créditées du montant de l'impôt afférent à ces envois.

Les principales modifications apportées à la législation allemande étaient donc les suivantes :

1° La taxation d'office par quinzaine supplée au manque de déclaration du contribuable (art. 1). Reste à savoir comment l'établir.

2° Une part de l'impôt est perçue en devises appréciées. L'impôt est exigible au 15 de chaque mois pour les sommes dues au titre du mois précédent (art. 5). Le montant de l'impôt dû pour chaque quinzaine est évalué en dollars.

3° Les réclamations doivent être portées devant une commission mixte d'arbitrage (art. 3).

4° Licences d'exportation et dérogations à l'interdiction de sortie sont refusées à ceux qui n'ont pas acquitté le K. S. Une mesure de faveur est prise pour les charbons dont l'exportation à l'étranger est autorisée par des accords internationaux spéciaux (art. 7).

5° Aux sanctions prévues par la législation allemande en cas de non paiement de l'impôt (amendes et peines de prison) l'arrêté français ajoute la saisie du combustible et la traduction des contribuables récalcitrants devant les tribunaux militaires aux fins d'incarcération (art. 8 et 9).

6° Les charbons livrés au titre des réparations sont exempts d'impôt (art. 11).

Le M. I. C. U. M pouvait dès lors édicter un règlement d'application de cet arrêté. Il fut décidé de créer à Dusseldorf un bureau unique de l'impôt sur le charbon, *organe d'assiette et de recouvrement tout à la fois*.

1° *L'assiette de l'impôt* était établie d'après les renseignements provenant de deux sources diverses :

- a) La taxation d'office faite par le service des mines;
- b) Les déclarations faites par les contribuables.

a) Dans le premier cas (taxation d'office) le service des mines fournit au bureau de l'impôt sur le charbon la quantité de charbon imposable pour chaque mine, en s'inspirant des directives suivantes :

Production de chaque mine. — Elle est inconnue par suite de la résistance du propriétaire de la mine. Mais on peut l'évaluer avec une approximation suffisante.

En effet grâce à la publication « Die Bergwerke und Salinen im niederrheinisch-westfälischen Bergbaubezirk » on connaît pour les années 1919, 1920, et 1921 la production totale annuelle de charbon. On peut donc pour chaque bassin ou région minière occupée évaluer la quantité annuelle totale Q produite en 1919, 1920 ou 1921.

D'autre part, grâce aux statistiques de 1922, on connaît la production totale mensuelle en 1922 de chacun de ces bassins et par conséquent aussi la production totale Q' du bassin en 1922.

On en déduit avec une approximation suffisante que la production totale d'une mine déterminée, qui était q en 1920 ou 1921 était en 1922 de $q = \frac{Q'}{Q} q$ et que la production mensuelle moyenne de 1922 était $\frac{q'}{12}$.

On peut donc sans commettre de grosse erreur calculer l'impôt sur une base mensuelle $\frac{q'}{12}$ en 1923.

Pratiquement on ne fit pas ce calcul : on se contenta de majorer de 6 0/0 les chiffres de 1921.

Quotité imposable de la production. — Il est certainement équitable de ne pas frapper de l'impôt le combustible employé au fonctionnement propre de la mine, ainsi que le combustible délivré au personnel (Deputatkohle) soit environ 15 0/0 de la production utile. D'autre part les charbons et cokes livrés à l'entente au profit des réparations sont exempts d'impôt.

Le service des mines communique les chiffres ainsi obtenus au service de l'impôt sur le charbon, qui calcule l'impôt pour chaque mine en appliquant à la valeur marchande imposable du charbon le taux de la loi allemande du 8 avril 1922, soit :

40 0/0 de la valeur du charbon dans le bassin de la Ruhr et le bassin de Mörs.

37,4 0/0 de la valeur du charbon dans le bassin d'Aix-la-Chapelle.

44,6 0/0 de la valeur du charbon dans le bassin de Cologne (lignite).

Valeur marchande de base. — Il est d'une complication inadmissible avec le peu de personnel du S. I. C. de tenir compte pour chaque mine des différentes qualités de charbon de valeur marchande différente qu'elle produit. Là aussi une approximation peut être faite :

Certaines statistiques de 1921 permettent de connaître pour l'ensemble d'un même bassin les quantités relatives de charbons de qualités différentes entrant dans la production totale.

On peut considérer uniquement quatre qualités principales de charbon :

Charbons gras (Fettkohlen).

Charbons à gaz et à gaz flambant (Gas et Flamm-Kohlen).

Charbons demi-gras (Esskohlen).

Charbons maigres anthraciteux (Magerkohlen),

Si dans le bassin considéré, l'on connaît les prix nets moyens par tonne de chacun de ces combustibles, on peut établir le prix moyen de la tonne de charbon provenant du bassin. Une fois le prix moyen établi pour un bassin à une date déterminée, il est facile de le déterminer par une simple proportion pour une date à laquelle sont appliqués des prix modifiés.

Si les prix n'ont pas varié pendant le mois pour lequel on a calculé le K. S, on appliquera un même prix moyen. Sinon on fera une moyenne des prix moyens, qui servira de base au calcul.

Le coefficient par lequel il faut multiplier la valeur marchande

de base pour avoir la valeur de l'impôt se trouve être dans ces conditions pour les bassins de Mörs et de la Ruhr.

$$P \times 1,06 \times 0,85 \times 1,14 \times 0,2857 = P \times 0,29477$$

P. est la production en 1921 : d'un mois pour la taxation du 1^{er} octobre 1922 au 31 mars 1923, d'une quinzaine pour la taxation à partir du 1^{er} avril 1923.

1,06 représente une augmentation admise de la production de 6 0/0 par rapport à 1921.

0,85 la réduction pour la consommation intérieure, le Députatkohle etc...

0,2857 le coefficient d'imposition correspondant à la base légale de 40 0/0 les prix étant les prix de vente comprenant le K. S.

$$(0,2857 = \frac{40}{140}).$$

1,14 un coefficient de majoration de 14 0/0 tenant compte du fait que le prix de base choisi pour chaque période d'imposition est celui du Fördergrusskohle de qualité inférieure.

Cet impôt étant établi, en marks, il y lieu de le convertir en dollars au cours du 31 janvier (pour la période antérieure à cette date) ou au cours du dernier jour de la quinzaine.

b) Dans le second cas (mines produisant des déclarations) le service de l'impôt sur le charbon examine rapidement les déclarations au nombre de trois prévues par la législation allemande (ventes aux prix ordinaires, contrats à des prix spéciaux et ristournes) pour voir si les chiffres ne sont pas manifestement inexacts. Cette vérification est faite par le Chef du Service avec le concours des ingénieurs des mines. On vérifie également la régularité des déclarations au point de vue de la forme et l'exactitude matérielle des opérations.

Le taux de l'impôt allemand est appliqué aux quantités imposables et l'impôt converti en dollars comme dans le premier cas. Les déclarations sont ensuite classées dans le dossier des contribuables pour être revues plus en détail ultérieurement.

2° Le recouvrement de l'impôt

Dès le 10 de chaque mois, le solde débiteur des comptes des contribuables n'ayant pas fait de déclarations est calculé en dollars et en marks. Celui des contribuables ayant fait leurs déclarations est établi au fur et à mesure du dépouillement des déclarations de la dernière quinzaine.

Aussitôt le solde débiteur d'un contribuable établi, il lui est envoyé une lettre lui faisant savoir qu'à partir du 15 il est débiteur de la somme la plus élevée de X en dollars ou en marks suivant le cours officiel du jour du paiement, lui indiquant les modes de se libérer et lui rappelant qu'il doit être acquitté avant le 25 sous peine des poursuites prévues à l'arrêté. Rappel lui est également fait que 30 0/0 du paiement doit être effectué en devises.

Le paiement peut être fait à la caisse de l'impôt sur le charbon, en numéraire ou par chèque, ou par virement en banque.

Paiement en numéraire. — Le contribuable se présente au bureau de l'impôt sur le charbon avec la lettre ci-dessus. Ce bureau examine si d'après le cours du jour la somme à payer est celle des marks ou des dollars inscrits sur la lettre d'avis, et demande au contribuable en quelles devises étrangères il acquitte les 30 0/0. Il rend alors au contribuable une fiche extraite d'un carnet à souches, détaillant le paiement, et si le contribuable fait des déclarations, les doubles de ces déclarations.

Le caissier de la caisse commune avec celle du service des licences et dérogations (contrôle commercial) encaisse les espèces mentionnées sur la fiche, qu'il retire des mains du contribuable en lui remettant une quittance par catégorie de devises et appose le cachet « Impôt acquitté » sur les déclarations. Les fiches revêtues par le caissier du timbre « payé » sont renvoyés au service de l'impôt sur le charbon qui porte le versement au crédit du compte du contribuable et rattache la fiche à la souche.

Paiement par chèque. — Le caissier ne remet au contribuable qu'un reçu provisoire détaché d'un registre à souches spécial, et garde la fiche par devers lui. Aussitôt reçu de la Banque détenant le compte de la M. I. C. U. M. l'avis d'encaissement du chèque, le caissier envoie au contribuable ou tient à sa disposition la quittance définitive et le cas échéant sa déclaration revêtue du cachet « impôt acquitté ». Il appose le cachet « payé » et l'envoie au service de l'impôt sur le charbon comme précédemment.

Paiement par virement en banque. — La banque signale au caissier :

- 1^o Le jour de l'encaissement;
- 2^o L'impôt et la période de l'impôt sur laquelle le contribuable impute son versement;
- 3^o Les différentes devises versées.

Après avoir passé les écritures, le caissier envoie la lettre de ren-

seignement revêtue de son cachet « payé » apposé au vu de l'ordre de virement au service de l'impôt sur le charbon et tient quittance et déclarations à la disposition du contribuable comme précédemment .

Le service de l'impôt vérifie l'exactitude du versement tant au point de vue du montant total que du pourcentage des devises étrangères et annexe la fiche de la banque au carnet à souches de manière à servir celui-ci pour ordre. Le compte du contribuable est ensuite crédité de ce versement.

Poursuites. — Le 25 de chaque mois sommation est envoyée au contribuable d'avoir à se libérer sous peine de saisie et de vente. En même temps après entente avec les autorités compétentes, la garde de ses meubles est assurée. Trois jours après, saisie effective lui sera notifiée.

Le 15 de chaque mois, la liste des contribuables ne s'étant pas acquittés est envoyé devant les tribunaux militaires à fin d'incarcération.

Contentieux. — Dès qu'une déclaration paraît minorée, avis est donné au contribuable des chiffres que le service se propose d'y substituer. Aussitôt reçue la réclamation du contribuable avec désignation de son arbitre elle est enregistrée et transmise au chef de la M. I. C. U. M. qui convoque la commission mixte d'arbitrage. Le service envoie à cette commission par l'entremise de son arbitre un résumé des motifs de son refus de la déclaration.

L'arbitre du S. I. C. est choisi d'une manière permanente.

Dans cette organisation il n'était pas prévu :

1° De contrôle à domicile par les écritures des redevables de leurs déclarations, à cause de l'insuffisance de personnel.

2° De contrôle des licences et dérogations au point de vue de l'impôt sur le charbon.

Ce contrôle pouvait être assuré par le service du contrôle commercial. Ce service créé dans la Ruhr en 1923 était analogue au service des licences et dérogations qui fonctionnait à Bad-Ems pour les territoires anciennement occupés. On a vu plus haut que l'armée avait interdit toute sortie de marchandises autres que les produits et denrées alimentaires, des territoires de la Ruhr, sauf octroi d'une dérogation spéciale, accordée contre paiement de taxes par le service de contrôle commercial. Le produit de ces taxes était versé dans la caisse de la M. I. C. U. M. concurremment avec les recettes

perçues par le S. I. C. On créa plus tard une caisse distincte pour chacun de ces deux services.

En dépit de toutes ces mesures, le mois de mars 1923 ne fut pas brillant quant aux recettes effectuées.

Le 7 mars, la M. I. C. U. M. avait encaissé :

1.500.000 marks et 215 florins, 83 pour 2 autorisations d'exportation à destination de la Hollande et 57 autorisations de sortie pour l'Allemagne non occupée au titre du service des licences et dérogations,

169.756.000 marks provenant des fonds saisis à la mine Adler au titre du Kohlensteuer impayé sur l'ordre du Général commandant les troupes par la sûreté de la 128^e D. I. le 27 février.

Cependant tous les calculs de taxation d'office des propriétaires de mines décrits plus haut avaient été effectués pour les mois d'octobre, novembre, décembre, janvier et les deux quinzaines de février, ainsi que les conversions de l'impôt en dollars pour ces diverses périodes.

Le 1^{er} et le 2 mars une lettre avait été adressée à tous les redevables de l'impôt leur demandant de faire avant le 10 mars les déclarations prévues par la loi allemande pour les mois antérieurs au mois de février et les deux quinzaines de février. Les taxations d'office qu'ils encouraient en cas de non déclaration leur étaient en même temps notifiées. Cette lettre était accompagnée du texte de l'arrêté 18. D'après les déclarations du Directeur général de la mine Adler et les renseignements de la presse, presque tous les intéressés avaient été touchés par les lettres le 3 mars.

Le 7 mars aucune déclaration d'impôt n'était encore parvenue. L'arrêté 18 avait donné jusqu'au 5 mars pour acquitter le K. S. sur les quantités envoyées en Suisse ou en Hollande du 20 au 31 janvier. Les expéditeurs vers la Hollande refusaient de payer l'impôt. Pour la Suisse au contraire, les destinataires faisaient savoir qu'à défaut des expéditions ils acquitteraient l'impôt, mais demandaient une prolongation de délai jusqu'au 15 mars. La question ne fut d'ailleurs réglée que quelques mois plus tard.

Le 10 mars les avertissements comportant les taxations d'office des mines de la Ruhr étaient envoyées pour les mois d'octobre à février inclus. Plus de 400 milliards de marks d'impôt devenaient ainsi exigibles au 15 mars.

Le 14 mars 1923, pour rendre les mesures de pression plus effi-

eaces, le S. A. T. édictait une instruction provisoire relative à l'application de l'arrêté 18 :

1° Aucune expédition de charbon quelle qu'en soit la nature et les destinataires, faite par voie fluviale ou par voie ferrée, ne pourra quitter les ports ou les gares des T. O. (tête de pont de Dusseldorf, Ruhrort, et territoires de la Ruhr) sans autorisation de la M. I. C. U. M. Cette disposition n'est pas applicable au charbon destiné aux chemins de fer des T. O.

2° Le M. I. C. U. M. n'autorise les expéditions que dans les cas suivants :

a) Si la mine expéditrice a acquitté intégralement tous les termes exigibles de l'impôt sur le charbon (arrêté 18, art. 7).

b) exceptionnellement contre paiement préalable à terme échu de l'impôt sur le charbon pour les quantités expédiées.

Donc aucune expédition par voie ferrée sans laissez-passer joint à la lettre de voiture délivrée par la M. I. C. U. M. et correspondant au tonnage expédié.

Aucune expédition par voie fluviale sans laissez-passer de la M. I. C. U. M. joint au manifeste.

C'était un premier pas vers la réglementation stricte de la circulation du charbon, organisée par l'arrêté 31 du 31 mars.

Les mesures voulues étaient prises par la M. I. C. U. M. pour assurer également la taxation d'office des mines de la rive gauche dont les services de la H. C. I. T. R. ne s'étaient pas occupés. Les premiers avertissements étaient prêts vers le 25 mars, soit un retard d'environ un mois pour l'exigibilité de l'impôt.

A cette même date du 25 mars, les recouvrements opérés au titre du service de l'impôt sur le charbon n'atteignaient encore que 171 millions de marks.

Il ne pouvait d'ailleurs en être autrement, tant que les Alliés n'exerceraient pas les mesures de coercition prévues à l'arrêté 18 alors que l'État allemand menaçait les contribuables qui s'acquitteraient, de peines beaucoup plus lourdes (20 ans de travaux forcés et saisie de biens) L'arrêté 18 prévoyait les sanctions suivantes :

1° Le 5 mars, les expéditions de charbon vers la Suisse et la Hollande devaient être arrêtées si le K. S. afférent aux expéditions de janvier n'était pas payé ; le délai avait tout d'abord été prorogé jusqu'au 10 mars. Puis cette mesure de pression avait été complètement abandonnée sur l'ordre du Ministère des Affaires Etrangères français.

2° Le 15 mars, l'impôt étant exigible aucune licence ni dérogation ne devait plus être accordée aux propriétaires ou exploitants des mines. Le Président de la M. I. C. U. M. avait en conséquence demandé le 16 au Comité directeur des licences à Coblençe *de refuser* toutes licences ou dérogations aux propriétaires ou exploitants de mines, notamment la BADISCHE ANILIN, BAYERS UND SOHN, KRUPP et THYSEN. Aucune réponse précise n'avait été faite à cette lettre. Aucune circulaire du Comité directeur des licences à Coblençe n'avait prescrit de subordonner la délivrance des licences et dérogations au paiement du K. S. malgré les prescriptions formelles de l'arrêté 18 et de l'ordonnance 148 (§ 7).

3° Pour exercer une pression plus efficace, le service de l'impôt sur le charbon avait obtenu qu'aucune expédition de charbon ne pût quitter les ports ou les gares des T.O. sans un laissez-passer de la M. I. C. U. M. constatant le paiement de l'impôt (instruction du S. A. T. du 14 mars). Mais à la conférence de Bonn du 20 mars, le Haut-Commissaire belge avait réclamé et obtenu que du charbon n'ayant pas payé l'impôt fût envoyé en Rhénanie pour les services publics (100.000 tonnes par mois).

A chaque date où les contribuables allemands devaient s'attendre à des sanctions, ils pouvaient constater que nous en différions l'application. On pouvait craindre que leur résistance n'en fût accrue. Il fallait de toute évidence appliquer les moyens de pression prévus par l'arrêté 18 et rendre notre pression plus efficace en essayant d'atteindre la matière imposable non seulement à la production, mais également à la circulation.

Remarquons d'ailleurs que l'arrêté 18 prévoyait comme sanctions dernières, les suivantes :

Au 1^{er} avril il pouvait être adressé aux contribuables une sommation pour les impôts exigibles au 15 mars, entraînant saisie de leurs meubles au 5 avril et vente le 15 avril.

Au 15 avril les propriétaires ou exploitants de mines pouvaient être arrêtés et déférés au Conseil de Guerre.

Ces sanctions ne furent jamais bien rigoureusement appliquées sauf peut être celle qui concernait les saisies du combustible qui fut développée plus tard.

CHAPITRE III

LA LOI ALLEMANDE DU 20 MARS 1923 RELATIVE AU KOHLENSTEUER

Ici se place un fait assez important. Le 20 mars 1923 le Reichstag adoptait une nouvelle loi d'impôt sur le charbon, abrogeant celle du 8 avril 1922 et applicable dans tout l'empire.

Les principaux changements apportés au régime antérieur concernaient :

a) L'assiette de l'impôt (§ 3). La loi en soumettant à l'impôt celui qui soustrait à un tiers sans son assentiment du charbon extrait à l'intérieur, visait de toute évidence les enlèvements de stocks de coke et de charbon auxquels nous procédions pour remplacer les livraisons au titre des réparations qui ne nous avaient pas été fournies.

b) Les délais de paiement. La loi supprimait définitivement les délais de paiement (§ 8). Toutefois des sursis de paiement (Stundungen) pouvaient encore être accordés.

c) Le tarif de l'impôt pour les lignites des provinces rhénanes était ramené à 100 0/0 de 40 0/0 au lieu de 111,5 0/0 (§ 10).

D'autre part, la faculté était donnée au Gouvernement allemand de modifier par décret le *taux* général de l'impôt et les *pourcentages* à percevoir de ce taux, sur l'avis du Reichskohlenrat et avec l'assentiment du Reichsrat (§ 10). La loi du 8 avril 1922 ne permettait qu'une modification du taux général de 40 0/0. Désormais le ministre jouissait d'une plus grande liberté vis-à-vis du législateur.

On apprenait presque aussitôt à Dusseldorf que le Reichskohlenverband et le Reichskohlenrat venaient de décider une faible diminution des prix de vente sur le carreau dans les mines des territoires non occupés de la Ruhr, (de 7 à 15 0/0) et que le Reichsrat avait autorisé le Ministre des finances à réduire le taux général de l'impôt de 40 0/0 à 30 0/0 *ad valorem*.

Le 6 avril, le Ministre des finances du Reich publiait une ordon-

nance confirmant l'autorisation du Reichsrat (réduction du taux général de l'impôt d'un quart à dater du 1^{er} avril 1923).

Cette ordonnance était applicable aux combustibles extraits dans les territoires occupés pour lesquels le prix de vente impôt non compris n'avait pas été abaissé. C'était donc une mesure de caractère purement politique, destinée à neutraliser nos efforts.

Quant à la loi du 20 mars 1923, son application dans les territoires occupés paraissait incompatible avec la politique franco-belge suivie jusqu'alors puisqu'elle permettait au Gouvernement allemand de réduire à son gré la valeur des gages saisis dans la Ruhr, de supprimer même un des principaux, le Kohlensteuer.

En outre l'allusion indirecte du § 3 de la loi constituait une atteinte à la dignité des troupes d'occupation.

Les articles 3 et 10 de la loi pour finir, étaient contraires à l'arrêté 18 et à l'ordonnance 148 et de ce fait inapplicables aux territoires anciennement et nouvellement occupés.

Aussi ne fut-il tenu aucun compte dans les territoires occupés de la Ruhr et de la Rhénanie, d'un commun accord entre l'armée et la Haute Commission, ni de la loi du 20 mars 1923 ni du décret du 6 avril pris en application de cette loi.

CHAPITRE IV

LES OPÉRATIONS SUR LA RIVE GAUCHE DU RHIN L'ORDONNANCE 167 (17 avril)

Pendant que l'on bataillait âprement sur le front de la Ruhr, que se passait-il sur la rive gauche?

Il y avait eu d'abord l'ordonnance 132 du 18 janvier qui saisisait le gage de l'impôt sur le charbon.

Puis l'ordonnance 135 du 20 janvier 1923 y avait créé un comité spécial du charbon et des mines, chargé de contrôler entre autres attributions l'exact établissement de l'assiette du K. S. Le 25 janvier l'article 4 de l'ordonnance 138 relative à la production en charbon et à l'exploitation des mines dans les T. O. avait précisé que le délégué de la M. I. C. U. M. auprès de la H. C. I. T. R. recevrait et ferait exécuter *les ordres du Comité spécial des charbons et des mines* en ce qui concerne la production en combustibles et l'exploitation des mines, ainsi que l'assiette du K. S. dans les T. O. Le 1^{er} mars l'ordonnance 148, semblable à l'arrêté 18 pris dans la Ruhr et réglementant la perception du K. S. dans les T. O. portait que le K. S. devait être perçu par *les soins de la M. I. C. U. M.*, et ne faisait aucune mention du Comité spécial des charbons et des mines. Devant cette contradiction des textes, on s'était abstenu d'agir.

Le service de contrôle de la production dépendant des services interalliés du contrôle des charbons avait simplement étudié l'organisation matérielle à adopter ainsi que les bases statistiques de l'établissement de l'impôt pour les différentes mines de la rive gauche. Pas plus que sur la rive droite, aucune mine n'avait fait de déclaration. Il fallait donc taxer d'office. Mais était-ce la M. I. C. U. M. ou le Comité spécial des charbons et des mines qui devait donner les ordres de détail?

Le 17 avril seulement l'ordonnance 163 résolut la contradiction

et habilita la M. I. C. U. M. sous l'autorité de la H. C. I. T. R. pour agir directement au titre du K. S.

Dès la promulgation de cette ordonnance, le service de l'impôt sur le charbon prenait les dispositions nécessaires pour que les mesures qui avaient été appliquées aux mines de la Ruhr le fussent également aux mines de la rive gauche.

Les 19, 20 et 21 avril, des avis étaient envoyés aux différentes mines les invitant à faire leurs déclarations conformément à l'ordonnance 148, avant le 1^{er} mai.

Le 1^{er} mai, par suite de l'absence de déclaration, les taxations d'office suivirent.

Dans le bassin de Mörs la formule d'imposition fut la même que dans la Ruhr.

$$P \times 1.06 \times 0.85 \times 1.14 \times 0.2856 = P \times 0.29477.$$

La valeur marchande imposable du combustible multipliée par le coefficient représentait la valeur de l'impôt.

Pour le bassin de lignite de Cologne et le bassin d'Aix-la-Chapelle on utilisa des formules analogues, mais on substitua aux chiffres exprimant la production en 1921 ceux de 1922 qui étaient connus.

La M. I. C. U. M. eut encore plus tard des difficultés pour agir en même temps sur les deux rives du Rhin, notamment au sujet de la réglementation de la circulation des combustibles.

CHAPITRE V

RÈGLEMENTATION
DE LA CIRCULATION DES COMBUSTIBLES
DANS LES TERRITOIRES OCCUPÉS

L'ARRÊTÉ 31 (31 MARS)

A la fin de mars, on pouvait dire que notre tentative pour percevoir le Kohlensteuer à la façon allemande c'est-à-dire à la sortie de la mine, avait échoué. Il fallait imaginer autre chose. Sans abandonner les taxations d'office de l'arrêté 18, on généralisa les dispositions de l'instruction provisoire du S. A. T. du 14 mars, en percevant l'impôt à la circulation au moyen d'un système de laissez-passer. Le 31 mars 1923 paraissait l'arrêté 31 applicable aux territoires occupés de la Ruhr.

ARTICLE PREMIER. — Les mines situées dans les T. O. de la Ruhr ne s'étant pas acquittées du K. S. exigible au 15 mars, la réglementation suivante sera désormais appliquée dans ces territoires aux transports de *charbon et de coke*.

ARTICLE 2. — Aucun véhicule transportant du charbon ne pourra circuler sans un laissez-passer délivré par la M. I. C. U. M. ou exceptionnellement en ce qui concerne le Deputatkohle, par le Général commandant la D. I. sur le territoire de laquelle se trouve la mine intéressée.

ARTICLE 3. — Les laissez-passer seront jusqu'à nouvel ordre délivrés :

- a) A Dusseldorf par le service de l'impôt sur le charbon.
- b) A Essen par la M. I. C. U. M.
- c) A Ruhrort par les représentants de la M. I. C. U. M.

ARTICLE 4. — Tout chargement de charbon circulant sans laissez-passer sera saisi ainsi que le véhicule servant au transport.

ARTICLE 5. — Toute personne ayant acquitté le K. S. au lieu et place de la mine livrancièrè devient créancière de cette mine pour le montant de l'impôt acquitté.

ARTICLE 6. — Les auteurs d'infractions aux dispositions du présent arrêté et aux ordres données en exécution de celui-ci notamment les personnes qui falsifieraient les laissez-passer, donneraient des renseignements inexacts aux services chargés de l'exécution du dit arrêté ou tenteraient d'utiliser les laissez-passer pour des transports autres que ceux en vue desquels ceux-ci ont été délivrés, ainsi que leurs complices seront passibles d'une amende pouvant aller jusqu'à 100 millions de marks ou d'un emprisonnement pouvant atteindre 5 ans ou de l'une de ces peines seulement.

*ARTICLE 7. — Le présent arrêté entrera en vigueur immédiatement.

Cet arrêté marque le point de départ d'une politique de pression très efficace vis-à-vis des grands industriels allemands. Politique d'immobilisation des produits du sous-sol et des produits fabriqués, limitée, par la nécessité de pourvoir aux besoins des ouvriers, des chemins de fer et des Alliés; nous la retrouverons dans les arrêtés 37, 47 et 61.

L'arrêté 31 fut l'objet d'une instruction générale d'application dont voici les principales dispositions.

I. — *Mesures de contrôle.* — Tous les chefs de postes, de contrôle ou de garde, les agents du service de la sûreté de l'armée, la prévôté de l'armée, les services de la D. G. C. R. A. (direction générale des communications et de ravitaillement de l'armée) et des douanes doivent s'assurer que tout véhicule transportant du charbon est accompagné d'un laissez-passer (modèle A ou modèle B).

Pour faciliter le contrôle des laissez-passer modèle A, la M. I. C. U. M. fournira à la D. G. C. R. A., à la prévôté, à la douane et au service de la sûreté de l'armée la liste des mines utilisant ces laissez-passer.

II. — *Charbon provenant des mines ayant acquitté le K. S. exigible.* — La M. I. C. U. M. fournit aux mines ayant acquitté le K. S. exigible des carnets de laissez-passer modèle A utilisables jusqu'à la fin du mois suivant.

Ces laissez-passer ne sont pas valables pour franchir le cordon douanier vers l'Allemagne non occupée.

Les carnets de laissez-passer modèle A sont délivrés en blanc aux mines qui doivent immédiatement apposer leur cachet sur la souche et le volant et leur donner des numéros d'ordre se suivant.

La mine se délivre elle-même les laissez-passer modèle A nécessaires. Elle doit toujours tenir à la disposition de la M. I. C. U. M.

les souches des laissez-passer non utilisés qu'elle lui renvoie dans la quinzaine de chaque mois pour obtenir un nouveau carnet de laissez-passer.

Dans le cas où exceptionnellement les mines seraient autorisées à expédier du charbon au-delà du cordon douanier vers l'Allemagne non occupée, il leur sera délivré dans les conditions prévues ci-après des laissez-passer exceptionnels *modèle B* (avec indication spéciale : valable pour franchir le cordon douanier). Ces laissez-passer établis par le M. I. C. U. M. pourront être remis aux mines livrancières en prévision, celles-ci indiquant le mode de transport et le jour où les laissez-passer ont été délivrés.

III. — *Charbon provenant des mines n'ayant pas acquitté le K. S. exigible.* — Le charbon provenant des mines n'ayant pas acquitté le K. S. exigible ne peut être autorisé à circuler que dans les cas suivants

a) Charbon envoyé aux mineurs comme Deputatkohle.

b) Charbon pour les besoins domestiques et les services publics.

c) Charbon pour les besoins industriels pressants.

a) *Deputatkohle.* — Le Conseil d'usine (Betriebsrat) de la mine où les ouvriers travaillent établit une demande de laissez-passer adressée au Général commandant la D. I., qui le fait examiner par les ingénieurs de la M. I. C. U. M. et délivre le cas échéant des laissez-passer *modèle B* pour les quantités autorisées à circuler.

En cas de transport sur route, les véhicules chargés de Deputat kohle ne pourront circuler qu'entre 8 heures du matin et 5 heures du soir et seulement si les conducteurs sont munis des bulletins de pesage délivrés par la mine et des laissez-passer *modèle B*.

En cas de transport par fer ou par eau, les laissez-passer *modèle B* devront être annexés aux lettres de voiture et aux manifestes.

b) *Charbon pour les besoins domestiques et les services publics.* — le bourgmestre ou le Landrat de chaque commune centralise les demandes et adresse le 15 de chaque mois une demande globale pour le mois suivant au général de D. I. commandant le territoire. Cette demande globale est accompagnée de toutes pièces justificatives nécessaires (nombre de ménages, nombre de malades des hôpitaux, consommation quotidienne des usines, moulins et petites usines consommant moins de 5 tonnes par mois).

Le général de D. I. instruit la demande qu'il réduit le cas échéant et la transmet à la M. I. C. U. M. qui avise le bourgmestre des quantités de charbon qui lui sont accordées. Celui-ci fait alors connaître

les mines livrancières chargées de la fourniture et les destinataires. Les expéditeurs ou les destinataires peuvent obtenir dans la limite des quantités accordées des laissez-passer *modèle B* contre paiement de l'impôt afférent aux quantités expédiées.

Mêmes mesures que pour le Deputatkohle en ce qui concerne le transport par véhicules, par fer ou par eau de ces charbons.

c) *Charbon pour les besoins industriels*. — Des laissez-passer *modèle B* peuvent être délivrés pour la circulation du charbon destiné à des usines auxquelles le M. I. C. U. M. juge utile d'accorder le bénéfice d'un régime de faveur.

Dans ce cas, une demande indiquant le nom et l'adresse de la mine livrancièrè, la destination, la quantité de charbon demandée, la qualité demandée, le moyen de transport utilisé et l'itinéraire proposé est établie en 2 exemplaires, signée par l'industriel qui désire obtenir du charbon et adressée directement à la mine livrancièrè. La mine en saisit la M. I. C. U. M. qui instruit la demande et notifie sa décision à la mine livrancièrè en lui délivrant un laissez-passer *modèle B*, contre paiement par l'expéditeur ou le destinataire de l'impôt afférent aux quantités de charbon livrées.

IV. — *Charbon de réparations*. — exempt d'impôt.

Charbons destinés à la Hollande, la Suisse et l'Italie : exempts d'impôts.

Charbons destinés aux chemins de fer et aux armées: laissez-passer délivrés gratuitement ou contre le seul prix de l'imprimé.

En possession de cette réglementation, le service de l'impôt sur le charbon s'organisa, tout au moins dans la Ruhr, puisque pendant près de deux mois encore, la circulation du combustible resta libre sur la rive gauche.

1 bureau d'impôt fut créé à Dusseldorf à côté du service central de l'impôt.

1 bureau d'impôt fut créé à Duisbourg.

1 bureau d'impôt fut créé à Essen.

1 autre projeté à Castrop fut installé plus tard à Dortmund.

Les secteurs de ces bureaux furent délimités.

Les agents des bureaux étaient chargés :

1^o de délivrer des laissez-passer exceptionnels B.

2^o De liquider le K. S. afférent à ces laissez-passer.

3^o De régler les saisies de véhicules (sauf chemin de fer et péniches).

4^o De percevoir le K. S. et les amendes et de les verser à la caisse de la M. I. C. U. M.

5° De vérifier le contrôle de la circulation.

6° De réunir toute documentation utile à l'imposition des mines de leur ressort.

Le bureau de Dusseldorf avait compétence, avec l'autorisation du chef du S. I. C. pour :

a) remettre aux usines ayant payé l'impôt des laissez-passer *modèle A*.

b) statuer sur les saisies de péniches et de wagons.

1. DÉLIVRANCE DES LAISSEZ-PASSER EXCEPTIONNELS. — La réglementation précédente ne devait pas être envisagée comme un moyen de perception du K. S. sur les consommateurs, mais comme un moyen de pression sur les mines. Il ne devait donc être délivré de laissez-passer *modèle B* que dans les cas de nécessité absolue.

Trois de ces cas étaient prévus, dont deux seulement intéressaient les bureaux d'impôt sur le charbon :

Charbon destiné aux besoins domestiques et aux services publics.

Charbon destiné à des besoins industriels pressants.

a) *Charbon destiné aux besoins domestiques et aux services publics*. — L'autorisation est donnée par le général commandant la D. I. après avis des ingénieurs de la M. I. C. U. M. Sur cette autorisation sont indiquées les quantités et les catégories de charbon accordées à chaque commune.

L'agent de l'impôt sur le charbon, peut, sous sa responsabilité accorder dans les limites de l'autorisation ci-dessus des laissez-passer exceptionnels B contre paiement de l'impôt sur le charbon aux marchands ou aux particuliers qui lui seront indiqués par le bourgmestre. Afin de rester dans les limites des quantités accordées, il tient au dos de chaque autorisation le compte des laissez-passer B délivrés sur cette autorisation. En outre le numéro d'ordre de cette autorisation est indiqué sur la souche du laissez-passer.

Quand ces formalités peuvent être remplies immédiatement, le bureau délivre des laissez-passer B pour les besoins domestiques et services publics après avis favorable de l'ingénieur chef de groupe des usines de leur bureau (voir plus loin); il en tient un compte pour chaque commune.

b) *Charbon pour les besoins industriels pressants*. — Des laissez-passer B ne peuvent être accordés dans ce cas contre paiement de l'impôt qu'après autorisation du service des usines, auquel les demandeurs devront être adressés en premier lieu.

Ces autorisations peuvent soit être accordées pour un seul trans-

port auquel cas elles seront jointes à la souche du laissez-passer, soit pour un certain contingent: dans ce cas il sera tenu au dos de l'autorisation le compte des laissez-passer délivrés; en outre à la souche du laissez-passer sera indiqué le numéro d'ordre de l'autorisation.⁶

En outre le règlement intérieur du service de l'impôt sur le charbon, prévoyait la délivrance de laissez-passer exceptionnels B sans paiement du K. S. aux marchands de charbon fournissant les troupes, au vu d'une autorisation du chef de corps, certifiant que ce charbon était destiné aux troupes.

2. LIQUIDATION DU KOHLENSTEUER. — A. Les laissez-passer exceptionnels B ne doivent être accordés que contre paiement du K. S. sur les quantités transportées; afin de simplifier les calculs, celui-ci est fixé à 30 0/0 des prix indiqués sur le barème officiel du 1^{er} avril 1923. La catégorie du charbon doit par conséquent être établie d'une façon précise. La valeur des quantités transportées est toujours arrondie aux 1.000 marks supérieurs.

B. Deux exceptions à cette règle :

1^o Le charbon destiné à la troupe (voir plus haut). Dans ce cas il sera seulement exigé une taxe fixe de 1.000 marks représentant le prix du laissez-passer;

2^o Le charbon destiné aux services publics de la rive gauche et éventuellement à la Suisse et à la Hollande. Il sera seulement exigé par tonne de charbon à titre de K. S. la différence entre les prix du 9 février 1923 et ceux du barème du 1^{er} avril.

Une autorisation spéciale de l'ingénieur chef des usines de groupe sera toujours nécessaire dans ce cas. Il lui appartiendra de fixer les autres pièces justificatives de cette réduction d'impôt.

3. RÈGLEMENT DES SAISIES DE VÉHICULES. — A. Les bureaux d'Essen et de Duisbourg sont compétents pour régler les saisies des voitures, autos, tramways.

Les transporteurs ou propriétaires de véhicules saisis doivent se rendre au bureau de l'impôt sur le charbon munis d'un procès-verbal de saisie. L'agent du service de l'impôt les interroge pour savoir si le véhicule appartient à un redevable de l'impôt sur le charbon ou à un particulier quelconque.

Si le véhicule saisi appartient à un redevable de l'impôt sur le charbon, la restitution pourra être accordée contre paiement de :

20.000.000 marks pour un camion auto;

1.000.000 marks pour son chargement;

5.000.000 marks pour une remorque de tramway.

1.000.000 marks pour le chargement de cette remorque.

500.000 marks pour une voiture;

500.000 marks par cheval;

500.000 marks pour le chargement d'une voiture.

Si le véhicule saisi n'appartient pas à un redevable du K. S., amende égale au double du K. S. dû ou évalué forfaitairement à 100.000 marks par tonne de charbon saisi. Dans le cas où on ignorerait les quantités saisies, le chargement d'un tramway sera évalué à 15 tonnes, celui d'un auto-camion à 10 tonnes, celui d'une voiture à 5 tonnes.

Au cas où le redevable proposerait des transactions plus faibles, le bureau en réfère au chef du S. I. C.

B. Une fois ces transactions acceptées et payées, l'agent du service de l'impôt délivre un avis de restitution et un laissez-passer modèle B contre paiement de l'impôt évalué au besoin d'après les données forfaitaires précédemment indiquées :

50.000 marks par tonne.

15 tonnes une remorque de tramway.

10 tonnes un camion.

5 tonnes une voiture.

Il envoie le contribuable rechercher ses véhicules à la fourrière.

Au cas où les D. I. demanderaient des instructions pour les saisies de tramways, les prier de maintenir la saisie même obstruant la voie à moins qu'il ne soit de suite versé au payeur de la division 7 millions de marks.

Demander alors à la division d'envoyer pour ordre au bureau d'impôt un procès-verbal de saisie de ce tramway en indiquant la mine expéditrice du charbon si possible.

4. PERCEPTION DU KOHLENSTEUER. MESURES DE COMPTABILITÉ. — a) Les fonds versés à des payeurs pour saisie de tramways devaient être versés au compte de la M. I. C. U. M. à la Rheinische Diskonto Bank, succursale de Dusseldorf, par l'intermédiaire du secteur postal.

Ce payeur devait en outre envoyer au bureau d'impôt un duplicatum du récépissé.

Le bureau prenait alors la somme en recettes au registre à souches.

b) En général pour tout versement, le bureau devait délivrer une quittance du registre à souches en classant les recettes dans les trois catégories suivantes :

Kohlensteuer (impôt afférent aux quantités transportées).

Amendes du Kohlensteuer (amende du double de l'impôt ou égale à la valeur forfaitaire des produits saisis).

Divers (1.000 marks pour laissez-passer de charbon destiné aux troupes).

c) Le bureau envoyait chaque soir avec un bordereau en double exemplaire les fonds perçus, au payeur du secteur postal en lui demandant de verser ces fonds au compte de la M. I. C. U. M.

La déclaration de versement parvenait au caissier de la M. I. C. U. M. à Essen qui prenait la somme en recettes et renvoyait au renvoyait au bureau d'impôt la quittance qui servait de pièce de dépenses.

d) Pour les recettes du Kohlensteuer, le bureau faisait une fiche par mine expéditrice, opérait la conversion en dollars au cours de Berlin de la veille, adressait cette fiche à Essen pour que le caissier de la M. I. C. U. M. la revête de son cachet « payé »; celui-ci renvoyait cette fiche au service de l'impôt à Dusseldorf qui créditait la mine du versement effectué pour son compte.

e) Il devait y avoir référence entre la quittance, la souche du laissez-passer et la fiche.

f) Tous les mois, chaque bureau envoyait au chef de service l'état des recettes effectuées par catégories de recettes, le numéro du dernier laissez-passer et de la dernière quittance délivrée.

5. CONTROLE DES LAISSEZ-PASSER. — Il était à craindre que de faux laissez-passer ne fussent mis en circulation.

Les agents du service de l'impôt devaient donc opérer un contrôle.

Il leur était ordonné de se rendre entre leurs heures de bureau à certains postes de contrôle, accompagnés d'un gendarme et d'effectuer sur les routes une vérification plus minutieuse que celle que pouvaient opérer les troupes, en regardant notamment :

1° Tous les détails de l'imprimé, les signatures;

2° Si les numéros correspondaient à ceux que les bureaux ou les divisions devraient délivrer à cette date;

3° Si les calculs de prix correspondaient à ceux effectués par les bureaux (arrondis aux 1.000 marks supérieurs);

4° En cas de soupçon de fraude, prendre le nom du transporteur, son adresse, lui retirer son laissez-passer que l'on enverra pour rapprochement au bureau émetteur et lui en délivrer un autre pour

lui permettre de continuer sa route. Noter sur la souche le motif de délivrance de ce laissez-passer gratuit;

5° Si l'on a la certitude de la fraude ou des soupçons graves, faire arrêter le chargement et le transporteur, envoyer d'urgence le laissez-passer au bureau émetteur et aviser par téléphone le chef du secteur;

6° Afin de permettre le contrôle, les différents bureaux s'envoyaient réciproquement chaque jour les numéros des premiers et des derniers laissez-passer délivrés.

Il était demandé aux généraux de D. I. de bien vouloir en faire de même pour les laissez-passer de Deputatkohle.

Attributions spéciales au bureau d'impôt de Dusseldorf. — Délivrer aux mines s'étant acquittées du K. S. des laissez-passer modèle A. Transiger pour les saisies de trains et de chalands.

D'ailleurs à partir du 17 avril le charbon saisi sur route fut affecté d'office aux besoins des armées, le charbon saisi sur voie ferrée aux réparations, de sorte que ni dans un cas ni dans l'autre, il n'y avait plus lieu de transiger pour la restitution du chargement ni de délivrer des laissez-passer modèle B.

Mais des transactions restaient possibles pour les saisies de chalands; elles étaient réglées directement par le chef du S. I. C.

Le ravitaillement par chalands était du reste le principal moyen de ravitaillement des gros industriels que l'on se proposait d'atteindre.

Une instruction spéciale parut à ce sujet le 26 avril.

Elle prescrivait d'entendre l'article 2 de l'arrêté 31 dans son sens le plus large : devait donc être muni d'un laissez-passer délivré par le service de l'impôt sur le charbon non seulement tout chaland, quelle que soit sa nationalité, chargé de combustible, en mouvement sur les fleuves, dans les canaux ou à l'intérieur des ports, mais aussi tout chaland à quai en cours de chargement ou de déchargement de combustible.

Le contrôle devait être assuré par les vedettes de la C. I. C. N. (commission interalliée de campagne de la navigation) accostant les chalands immobilisés dans les ports pour leur réclamer leur laissez-passer. Si celui-ci ne pouvait être présenté ou ne s'appliquait pas au chargement du navire, la saisie était effectuée et la péniche conduite dans la darse où était constituée la fourrière.

Les ports charbonniers étaient gardés militairement et pouvaient être bloqués.

L'ouverture du feu était prévue, après deux coups d'avertissement à blanc, contre les chalands ou remorqueurs battant pavillon allemand et ne s'arrêtant pas aux sommations faites.

Les chalands ou remorqueurs n'arborant pas leur pavillon étaient invités à hisser leurs couleurs, sous peine d'être traités comme des chalands ou remorqueurs allemands.

Cette instruction qui réglementait en quelque sorte la navigation sur une partie du Rhin pouvait paraître contraire à certains articles de la convention de Mannheim, signée le 17 octobre 1868, entre les délégués de la Prusse, du Grand-Duché de Bade, de la Bavière, de la France, du Grand-Duché de Hesse et des Pays-Bas, et instituant une *commission centrale pour la navigation du Rhin*. Cette convention révisée successivement en 1895, 1898 et en 1919 par le Traité de Versailles qui étendait la commission, stipulait notamment :

ARTICLE PREMIER. — Pas d'obstacle à la navigation, en dehors des stipulations de la convention et des mesures de sécurité générale.

ART. 3. — Aucun droit basé sur la navigation ne pourra être prélevé sur les bateaux ou leur chargement naviguant sur le Rhin et ses affluents.

ART. 5. — Nulle part sur les voies navigables mentionnées à l'article 3, les bateliers ne pourront être contraints à décharger soit en tout soit en partie ou à transborder leur chargement.

ART. 8. — Maintien des ports francs actuellement ouverts. Aucun droit d'entrée ou de sortie sur les marchandises entreposées.

Il paraissait possible toutefois de présenter une défense juridique de l'instruction; la convention de Mannheim n'avait considéré que des droits de douane et non des droits et règlements intérieurs des Etats riverains.

D'autre part :

1^o L'arrêt des bateaux par la force ne pouvait avoir lieu que dans les ports pour lesquels aucun article ne prévoyait la liberté complète de navigation. Dans tout port, en effet, même dans un port franc, il existe des règlements intérieurs auxquels les bateaux de toute nationalité doivent se soumettre;

2^o Le K. S. prélevé ne rentrait pas dans les droits basés uniquement sur le fait de la navigation visés à l'article 3 ;

3^o L'article 5 ne visait que les voies navigables de l'article 3 (Rhin et ses affluents) et non les ports (argument assez spécieux);

4° Le K. S. n'étant ni un droit d'entrée, ni un droit de sortie, mais une taxe intérieure, ne tombait pas sous le coup de l'article 8 qui prévoyait d'ailleurs formellement l'imposition des marchandises livrées à la consommation intérieure, ce qui était le cas des charbons transportés en Allemagne par chalands hollandais ;

5° L'article 12 de la convention donnait enfin le droit absolu de saisir les marchandises en contrebande, ce qui était le cas du charbon circulant sans laissez-passer et d'arrêter les bateliers ayant tenté la contrebande.

La seule puissance dont il y avait lieu d'attendre des réclamations — et les réclamations eurent lieu en effet assez vives — était la Hollande. Toute la flotte des grands industriels allemands (Thyssen, Krupp) avait été mise sous pavillon hollandais : c'étaient par conséquent des péniches hollandaises qu'il nous faudrait arrêter dans les ports du Rhin, notamment dans le port franc de Ruhrort, c'étaient des chargements de charbon hollandais suivant les fictions du droit international, bien que provenant des mines allemandes et destinées à des industriels allemands qui seraient saisis au titre du K. S. et transbordés sur les bateaux alliés. Mais nous ne pouvions opérer autrement sans compromettre notre tentative de recouvrer le K. S., et même nos livraisons de réparations. D'ailleurs la Hollande bénéficiait d'un envoi mensuel de 90.000 tonnes de charbon n'ayant pas acquitté le K. S. l'application du paragraphe 7 de l'arrêté 18 ayant été suspendue jusqu'à nouvel ordre.

L'application de l'arrêté 31 ne fut pas sans provoquer d'autres résistances, notamment de la part du haut commissaire belge, qui faisait les objections suivantes :

1. La perception du K. S. sur les envois de charbon destinés à la Rhénanie risquait d'entraver ces envois, de priver la population du combustible nécessaire et de créer des désordres.

2. Le paiement du K. S. par les consommateurs entraînait pour ceux-ci une double imposition puisque la mine incorpore déjà dans les prix qu'elle leur facture le K. S.

3. Il était injuste de ne pas accorder aux Rhénans le même régime qu'aux Suisses et aux Hollandais, pour qui l'octroi de laissez-passer ne correspondait à aucun paiement d'impôt, en vertu d'accords antérieurement signés entre l'Allemagne d'une part, la Suisse et la Hollande d'autre part.

Il était facile de réfuter ces objections.

1. Le consommateur pouvant effectuer la demande de laissez-passer au lieu et place de la mine, les habitants de la R. G. n'avaient à craindre de manquer de charbon que s'ils refusaient de se soumettre aux formalités et de payer les impôts exigés par les alliés. Il était impolitique d'encourager leur résistance en les en exemptant. D'ailleurs un contingent de 100.000 tonnes destiné aux services publics de Rhénanie était expédié mensuellement sans paiement du K. S.

2. La mine étant créditée du K. S. payé par l'acheteur pour son compte, le consommateur ayant payé l'impôt ne devait plus à la mine que le prix du charbon (impôt non compris) il n'y avait donc pas double imposition. Le consommateur rhénan pouvait se trouver pris dans le conflit de volonté entre le gouvernement allemand et les alliés; la mine pouvait essayer outre l'impôt versé aux alliés, de lui faire payer le K. S. réclamé par le gouvernement allemand en incorporant celui-ci dans le prix du charbon. Mais il était impossible de voir dans ce fait une double imposition sans reconnaître la validité des paiements faits à l'Etat allemand et abandonner toute politique de saisie de gages.

3. Des raisons de politique générale avaient pu nécessiter l'institution d'un régime d'exception pour la Suisse et la Hollande au risque de diminuer nos moyens d'action. Mais ce fait même exigeait qu'il ne fût pas apporté d'affaiblissement nouveau à notre pression et que le régime de faveur concédé aux étrangers ne fût pas étendu aux Allemands.

L'accord fut long à obtenir et retarda d'autant l'efficacité de notre pression sur la rive gauche. Le 5 avril la M. I. C. U. M. n'avait pas encore reçu du haut commissariat l'autorisation d'assurer le contrôle des charbons et la perception du K. S. dans les bassins d'Aix-la-Chapelle, Cologne et Mörs. Mais le 17 l'ordonnance 163 habilitait la M. I. C. U. M. sous l'autorité de la H. C. I. T. R. pour agir directement au titre du K.S. dans les territoires anciennement occupés. Les taxations d'office prévues par l'ordonnance 148 y furent aussitôt envoyées par ses soins.

Il restait à obtenir la réglementation de circulation du charbon; l'ordonnance semblable à l'arrêté 31, l'ordonnance 177, ne parut que le 24 mai. Il y avait de légères différences entre ces deux textes.

L'ordonnance 177 régissait la circulation du charbon, du coke et du lignite, dans les cercles d'Aix-la-Chapelle, campagne et ville,

Rheinbach, Bonncamp et ville, Siegburg et territoires au nord de ces cercles.

L'article 2 prescrivait que le contrôle s'étendait à la navigation (instruction pour l'application de l'arrêté 31 aux ports et voies fluviales du 26 avril).

Les laissez-passer pour le Deputatkohle étaient délivrés par le délégué de la H. C. I. T. R. du cercle après avis du délégué technique du comité des charbons intéressés (général commandant le D. I. sur le R. D.) article 3 de l'ordonnance.

Quatre bureaux d'impôt sur le charbon étaient créés :

A Aix-la-Chapelle;

A Dusseldorf (bureau commun avec celui de la R. D.);

A Ruhrort (bureau commun avec celui de la R. D.);

A Bonn.

Chacun de ces bureaux était compétent *ratione loci*.

Plus tard, le bureau de Ruhrort fut transféré à Krefeld.

Mêmes catégories de laissez-passer que sur la rive droite où on venait d'en introduire deux nouvelles : modèle C, ordinaires destinés aux marchands de charbon et modèle C Deputatkohle. Il existait donc à ce moment, dans tous les territoires occupés :

1° *Pour les mines ayant acquitté le K. S. exigible des laissez-passer modèle A.*

Les mines ayant acquitté le K. S. pouvaient être exceptionnellement autorisées par le Comité des licences, à expédier du charbon au delà du cordon douanier; la M. I. C. U. M. leur délivrait alors des laissez-passer modèle B avec indication spéciale : valable pour franchir le cordon douanier.

2° *Pour les mines n'ayant pas acquitté le K. S. exigible.*

A. *Deputatkohle.* — Des laissez-passer modèle B délivrés sur demande du Betriebsrat intéressé sur la R. D. par le général commandant la D. I. d'occupation, sur la R. G. par le délégué de la H. C. I. T. R. dans le cercle.

Toutefois le Betriebsrat pouvait recevoir des carnets de laissez-passer modèle C, portant l'estampille spéciale Deputatkohle, et se délivrer à lui-même des laissez-passer dans la limite de l'autorisation accordée. Toute fraude (laissez-passer délivrés pour des quantités inférieures au contingent accordé, laissez-passer délivrés pour d'autres charbons que le Deputatkohle) entraînait le retrait immédiat des carnets de laissez-passer modèle C, sans préjudice

ues sanctions pécuniaires ou pénales prévues à l'arrêté 31 et à l'ordonnance 177.

B. *Charbon pour les services publics et les besoins domestiques et industriels.* — Laissez-passer modèle B délivrés par la M. I. C. U. M. contre paiement préalable de l'impôt afférent à la quantité transportée. Exceptionnellement ce paiement préalable n'était pas exigé pour le combustible destiné aux services publics de la rive gauche du Rhin.

3. *Pour le charbon expédié par les marchands de charbon.*

Des laissez-passer modèle C pouvant être obtenus dans les conditions suivantes :

1^o Déclarer au bureau d'impôt le stock de charbon détenu en magasin (catégories, quantités et si possible mines livrancières);

2^o Payer l'impôt sur le stock;

3^o Prendre l'engagement écrit.

a) De ne livrer du charbon que pour les usages domestiques ou à des industries consommant moins de 10 tonnes par mois.

b) De donner connaissance, à toute requête des expéditions et ventes faites

c) De ne mettre en circulation que du charbon ayant acquitté le K. S. entre les mains des autorités alliées.

Le bureau de l'impôt sur le charbon contrôlant le cercle où était domicilié le marchand de charbon lui remettait alors des carnets de laissez-passer modèle C en blanc, à chiffres latéraux, utilisables jusqu'à la fin du mois suivant.

Le marchand de charbon se délivrait à lui-même les laissez-passer.

Les laissez-passer n'étaient valables que pour accompagner dans le cercle et les communes limitrophes les chargements de moins de 10 tonnes circulant sur route. Ils n'étaient jamais valables pour franchir le cordon douanier vers l'Allemagne non occupée.

Toutefois le commerçant ne pouvait obtenir un nouveau carnet de laissez-passer que si les quantités expédiées par lui précédemment ne dépassaient pas celles de son stock en magasin, sur lequel il avait acquitté le K. S., augmenté des quantités qu'il avait reçues accompagnées de laissez-passer A et B.

A cet effet, il devait adresser ces laissez-passer au bureau de l'impôt. En outre il devait pouvoir à tout moment présenter dans son magasin un stock de charbon correspondant à la différence de son stock primitif augmenté des quantités reçues sous couvert

de laissez-passer A et B, diminué de celles qu'il avait expédiées sous le couvert de laissez-passer modèle C.

Toute infraction aux dispositions précédentes entraînait le retrait des carnets de laissez-passer au contrevenant sans préjudice des sanctions habituelles.

4. *Le charbon de réparations*, le charbon destiné à la Hollande, la Suisse et l'Italie pouvait circuler librement par voie de fer, provisoirement.

5. Le charbon destiné aux chemins de fer d'intérêt général des territoires occupés pouvait circuler par voie de fer sans laissez-passer. Il en était de même pour le charbon destiné à la consommation des armées, circulant par voie de fer ou par voie d'eau.

Le charbon destiné à la consommation des armées d'occupation et des services civils interalliés circulait sous laissez-passer délivré sans paiement de l'impôt.

6. Des difficultés pouvaient naître pour les charbons *étrangers* ou en provenance de l'Allemagne non occupée, couverts jusqu'à leur premier destinataire par la licence d'importation ou la lettre de voiture.

Pour faciliter le transport de ces charbons à partir de leur premier destinataire à l'intérieur des territoires occupés soumis à la réglementation ci-dessus, l'expéditeur ou le destinataire pouvait demander un laissez-passer spécial modèle B à la M. I. C. U. M.

Les marchands de charbon pouvaient aussi recevoir dans ce but des carnets *modèle C* aux conditions suivantes :

- 1^o Déclarer au bureau d'impôt le stock de charbon en magasin;
- 2^o Prendre l'engagement écrit prévu plus haut.

Les souches des laissez-passer utilisés devaient porter en travers à l'encre rouge, de façon apparente la mention « origine ... exempt de K. S. ».

Les marchands de charbon devaient en tout temps pouvoir fournir la preuve que le stock correspondant était égal à la différence des arrivages des charbons étrangers (ou provenant des territoires non occupés) reçus par eux et de ceux qu'ils avaient expédiés sous le couvert des laissez-passer modèle C ci-dessus.

Pour faciliter le contrôle des laissez-passer modèle A et C, la M. I. C. U. M. fournissait à la D. G. C. R. A., à la prévôté, à la douane et au service de la sûreté la liste des personnes utilisant ces laissez-passer.

A quoi correspondait cette nouvelle institution des laissez-passer modèle C délivrés en blanc aux marchands de charbon et aux conseils d'usine?

Le but des alliés était de contraindre les gros industriels allemands à verser entre leurs mains le Kohlensteuer. Ces gros industriels avaient des besoins de combustible se chiffrant par des centaines de tonnes : pour eux il leur fallait obtenir des laissez-passer modèle B par l'intermédiaire des bureaux d'impôt sur le charbon. Ils passaient d'ailleurs directement leurs commandes aux mines.

Mais les petits commerçants s'adressaient aux marchands de charbon, intermédiaires nécessaires. S'il avait fallu que le service de l'impôt leur délivrât pour chaque demande un laissez-passer modèle B contre paiement de l'impôt, les délais de livraison de charbon eussent été considérablement étendus, le travail des bureaux eût été écrasant. Les besoins domestiques ne se trouvant plus satisfaits, c'était le mécontentement général contre les autorités d'occupation rendues responsables de cet état de choses; tel n'était pas le but à atteindre.

Un résultat important était obtenu : l'unification de la réglementation concernant la perception du Kohlensteuer et la circulation du charbon dans tout le bassin minier du Rhin. A la législation allemande organisant un impôt au départ de la mine, les autorités alliées avaient substitué devant la résistance passive des grands industriels, un impôt à la circulation, comparable à certains de nos impôts indirects (impôt sur l'alcool).

Le système ne tarda pas à prouver son efficacité. Dès le mois de mai des saisies de véhicules furent opérées. Les Betriebsräte de certaines mines se soumirent aux formalités nécessaires pour obtenir des laissez-passer de Deputatkohle. Quelques mines de la rive gauche — la plus importante fut la mine ESCHWEILER — consentirent à payer le K. S. au S. I. C. et reçurent des carnets de laissez-passer modèle A. La caisse obtint dès lors des rentrées appréciables.

Mais la grande majorité des exploitations restaient hostiles; pour elles les droits constatés furent calculés d'office et après sommation inefficace, majorés de 50 0/0 d'après les dispositions de l'arrêté 18.

CHAPITRE VI

LA VENTE DES PRODUITS SAISIS LA COMMISSION D'EXPERTISE ET DE VENTE (Arrêté 37 du 4 mai 1923)

D'après l'article 8 de l'arrêté 18 les biens meubles des redevables du K. S. pouvaient être saisis et vendus; d'après l'article 4 de l'arrêté 31, les véhicules transportant du charbon sans être munis de laissez-passer étaient saisis et confisqués avec leur chargement.

Les saisies commençaient dès le mois de mai et portèrent d'abord sur des produits métallurgiques et des chargements de péniches.

Il fallait effectuer la liquidation de ces produits. Plusieurs solutions furent envisagées :

1° On pouvait passer des marchés de gré à gré : mais il était difficile de trouver l'organisme interallié joignant l'autorité et la compétence voulues pour effectuer cette vente dans des conditions inattaquables et favorables;

2° On pouvait opérer la vente par l'intermédiaire d'offices nationaux tels que l'office des houillères sinistrées (O. H. S.) pour la France, le comptoir français de l'azote, etc...

Mais le contrôle difficile de ces organismes n'accordait que des garanties insuffisantes pour la bonne exécution des ventes.

3° Restait la vente par adjudication. Mais en l'absence d'un organisme pouvant avancer les frais de chargement, de transport et de douane, cette adjudication devait être faite sur place. Des difficultés de garde et d'emmagasiner obligeaient à effectuer cette adjudication très rapidement et sans publicité suffisante. Les acheteurs ne pouvant être que des firmes importantes (métallurgie, navigation) il n'y aurait que très peu de concurrence, ce qui risquait de donner un produit inférieur à celui d'un marché de gré à gré.

L'arrêté 37 en date du 4 mai 1923, qui créait la commission

d'expertise et de vente chargée d'assister le S. I. C. dans la vente des produits et des véhicules saisis, le laissait libre de décider entre ces trois solutions.

En cas de vente par adjudication, elle fixait le lieu, les conditions et les prix minima des adjudications.

En cas de vente par l'intermédiaire de l'un des offices autorisés par les Gouvernements alliés, elle désignait l'office français, belge ou interallié chargé de la vente des produits saisis et ratifiait les contrats passés par cet office.

En cas de marché de gré à gré, elle autorisait les marchés de gré à gré qui étaient ensuite passés par le Chef du S. I. C. et ratifiés par le président de la M. I. C. U. M. (art. 3 de l'arrêté).

Les décisions de la commission étaient en principe, prises à la majorité des voix, toutefois l'unanimité était nécessaire pour que la commission pût autoriser un marché de gré à gré.

Si l'unanimité ne pouvait être réunie dans ce cas, les produits saisis étaient vendus par adjudication et le prix minimum de cette adjudication était obligatoirement le prix offert pour le marché de gré à gré non accepté (art. 4).

La commission se composait :

1^o Du chef de la délégation française de la M. I. C. U. M. ou de son représentant;

2^o Du chef de la délégation belge de la M. I. C. U. M. ou de son représentant;

3^o Du chef de la mission financière de la Ruhr ou de son représentant.

Le chef du S. I. C. était rapporteur de la commission.

La première opération de saisie au titre du K. S. impayé eut lieu le 5 mai aux Rheinische Stahlwerke et porta sur 5.800 kilos de produits métallurgiques et 2.700 kilos de matières premières. La vente de ces produits donna lieu à une adjudication.

Les ventes de produits saisis s'échelonnèrent sur plus d'un an. Elles s'effectuèrent toutes, à l'exception de la première, par l'intermédiaire des offices autorisés par les Gouvernements alliés, comptoir belge de répartition du charbon allemand, office des houillères sinistrées, comptoir français de l'azote, ou par des marchés de gré à gré avec des sociétés de métallurgie. Elles furent naturellement toutes entérinées par la commission.

En règle générale, les produits saisis étaient vendus franco frontière française ou belge dédouanement compris.

L'exécution des opérations de déstockage, expédition et passage en frontière était laissée dans la majorité des cas aux acheteurs, à charge par eux d'en avancer les frais dont le montant devait venir en déduction des sommes dues.

Les acheteurs étaient tenus par une clause de chaque contrat de justifier leurs dépenses par la production des lettres de voitures, factures, quittances, etc...

Dans certains cas, la M. I. C. U. M. dut se charger des travaux de déstockage, de chargement, d'expédition et de passage en frontière; ces différentes opérations furent confiées par elle à l'O. H. S. ou à des entrepreneurs particuliers.

En règle générale, les tonnages vendus n'étaient pas garantis pour leur intégralité, une clause jointe à chaque contrat spécifiait que la M. I. C. U. M. demeurait libre de diminuer les tonnages prévus.

Les produits métallurgiques furent vendus en France sous la réserve de l'application à la douane du tarif minimum et un décret accordant cette exception fut pris à ce sujet par le Gouvernement français à la date du 20 décembre 1923.

Il fut saisi au titre du K. S. impayé et procédé à la vente des produits métallurgiques variés, des combustibles, des scories Thomas, des sous-produits de la distillation de la houille, etc...

Le service de l'impôt sur le charbon était chargé du recouvrement des sommes dues. Il fonctionnait en d'autres termes comme organisme commercial de vente. Un bureau de vente des produits saisis, situé à Dusseldorf au service central fonctionnait sous son autorité.

Les 48 contrats approuvés par la commission d'expertise et de vente lui furent remis pour exécution. Les opérations d'ordre technique du choix des marchandises, de leur détermination et de leur analyse, celles de déstockage ou de surveillance et de contrôle des déstockages et des expéditions étaient de la compétence du service des usines.

Au fur et à mesure de la réception des avis de déstockage, le S. I. C. calculait les sommes dues, rédigeait les factures et réclamait les paiements aux échéances prévues par les contrats; le S. I. C. vérifiait dans la suite les documents justificatifs fournis comme pièces de dépenses et de calcul de ces dépenses, en prenait copie et constituait pour chaque vente un dossier complet portant un numéro d'ordre. Les acheteurs, en retard dans leurs paie-

ments étaient mis en demeure de faire face à leurs échéances sous peine d'inscription à leur débit d'intérêts moratoires ou dans certains cas d'indemnités compensatoires de perte au change.

Il est à noter que pour plusieurs contrats, ceux pour lesquels l'O. H. S. était entrepreneur de déstockage choisi par les acheteurs, les documents justificatifs des dépenses avancées par les acheteurs ne furent pas présentés au S. I. C. malgré ses lettres de rappel. Le S. I. C. n'eut que la ressource de demander directement à l'O. H. S. le montant des frais ainsi exposés "sans pouvoir en vérifier l'exactitude.

Le S. I. C. tenait comptabilité en partie double des recettes ou paiements effectués. Il était en compte d'une part avec les acheteurs, d'autre part avec les mines.

Au fur et à mesure des déstockages, le prix des marchandises déstockées était inscrit au crédit des mines et au débit des acheteurs; les paiements inscrits au crédit des acheteurs et au débit du compte impôt sur le charbon d'une part, au débit du compte frais de déstockage d'autre part.

Le décompte frais de déstockage jouant comme compte d'ordre, les frais de cette nature étaient à nouveau inscrits au crédit du dit compte et au débit des mines intéressées.

L'impôt étant converti en dollars, il était nécessaire de convertir les francs belges et français reçus en dollars. Le cours de transformation établi était celui du jour de l'échéance prévue par les contrats ou conventions, ou à défaut celui du jour du versement.

On verra plus tard quel fut le produit de ces ventes. Il vint naturellement pour chaque mine en déduction du K. S. arriéré non payé, d'après les accords du 23 novembre 1923.

CHAPITRE VII

RENFORCEMENT DES MESURES DE PRESSION SUR LES GRANDS INDUSTRIELS

En dépit de toutes les mesures prises par les autorités alliées, interdiction de sortie des combustibles et des produits métallurgiques (arrêté 10), saisie des stocks des redevables récalcitrants (arrêté 18), réglementation de la circulation des combustibles (arrêté 31), la fraude restait encore active. On signalait notamment des détassements de coke au profit des grosses usines métallurgiques. Des transferts de combustibles suivaient, rendus possibles du fait que toutes les sorties des cokeries n'étaient pas gardées. Des mesures de blocage s'imposaient. On fut conduit à prendre successivement les mesures suivantes :

1. — BLOQUAGE DES STOCKS DE COKE ET DE SOUS-PRODUITS DE LA HOUILLE

Le 23 avril, l'arrêté 35 bloquait à partir de cette date *tous les stocks de coke et de sous-produits de la houille* constitués dans les territoires occupés de la Ruhr, à l'exception des stocks de coke et de sous-produits constitués pour les usines à gaz d'éclairage. En cas d'enlèvement total ou partiel de ces stocks, ou en cas d'altération volontaire de leurs qualités, les directeurs étaient passibles d'une amende égale au double de la valeur de la totalité des stocks et d'un emprisonnement pouvant atteindre cinq ans.

Tout enlèvement ou tentative d'enlèvement des stocks entraînait de plus pour leurs auteurs et leurs complices, la condamnation à une forte amende ou à un emprisonnement pouvant atteindre cinq ans.

Il était interdit d'utiliser le coke métallurgique pour les besoins domestiques sans avoir obtenu l'autorisation spéciale de la M. I. C. U. M.

Le 12 mai, l'ordonnance 172 rendait ces dispositions applicables aux territoires anciennement occupés.

2. — BLOQUAGE DES STOCKS DE PRODUITS MÉTALLURGIQUES

Le 8 juin 1923, l'arrêté 47 bloquait à partir de cette date, *les produits bruts, demi-produits, produits finis et usinés*, fabriqués par les usines appartenant à des sociétés ou à des Konzerns dont les mines situées dans les territoires occupés n'avaient pas complètement acquitté le K. S. exigible (c'est-à-dire presque toutes).

Aucun des produits ci-dessus ne pouvait sortir sans un laissez-passer délivré par la M. I. C. U. M. (groupe des usines).

Des amendes (allant jusqu'à 100 millions de marks) et des peines d'emprisonnement (jusqu'à 5 ans) étaient prévues pour les auteurs d'infractions aux dispositions précédentes (directeurs d'usines ayant laissé circuler leurs stocks sans laissez-passer, personnes ayant falsifié des laissez-passer ou donné des renseignements faux aux services chargés de l'exécution de l'arrêté).

Ces deux arrêtés nous permettaient de surveiller très étroitement les cokeries et les usines en y plaçant des agents et des postes de garde.

3. — RÉGLEMENTATION DE LA CIRCULATION DES SOUS-PRODUITS

Le 14 août 1923 l'arrêté 35 trop brutal était abrogé et remplacé par l'arrêté 61.

Dans toutes les mines et leurs annexes qui n'avaient pas payé le K. S. et n'effectuaient pas les livraisons dues au titre des réparations, le charbon extrait, le coke et les sous-produits fabriqués autres que ceux qui seraient immédiatement consommés pour les besoins de l'extraction ou dont la sortie serait exceptionnellement autorisée, en vertu de l'article 31, étaient bloqués dès leur mise en stock au profit des puissances alliées.

Cette mesure s'appliquait aux stocks constitués au 14 août, ainsi qu'aux stocks à venir.

Aucun prélèvement, aucune modification autres que des additions de produits de même nature et de même qualité ne pouvaient être effectués sur les stocks et aucun remaniement ne pouvait y être apporté sauf en cas d'autorisation spéciale.

Ces autorisations spéciales étaient accordées exceptionnelle-

ment par le président de la M. I. C. U. M. Les demandes d'autorisation devaient être adressées en deux exemplaires, par le directeur de l'entreprise intéressée à l'ingénieur, chef de groupe, détaché auprès de la division, sur le territoire de laquelle se trouvait l'entreprise. L'autorisation écrite spécifiait le tonnage du charbon, coke ou sous-produits, dont l'enlèvement ou le déplacement était autorisé ainsi que les conditions dans lesquelles ce travail devait être effectué.

La M. I. C. U. M. avait pouvoir pour visiter les stocks, en constater le tonnage, la quantité et la disposition et vérifier l'observation de l'arrêté.

En cas d'enlèvement total ou partiel non autorisé des stocks, en cas de ravitaillement non autorisé, en cas d'entrave volontaire apportée à l'utilisation au profit des puissances d'occupation des moyens de chargement et d'expédition, il était prévu des amendes et des peines d'emprisonnement.

L'utilisation du coke métallurgique restait interdite pour les besoins domestiques.

L'arrêté était suivi d'une *réglementation de la circulation des sous-produits* dans les territoires occupés de la Ruhr, qui resta appliquée jusqu'au 29 février 1924.

La circulation des sous-produits de la houille ne pouvait avoir lieu que si chaque véhicule transportant ces sous-produits, était accompagné d'un laissez-passer délivré aux producteurs ou aux marchands par les soins des chefs de groupes de la M. I. C. U. M.

Tous les postes de contrôle ou de garde, la prévôté de l'armée, les agents de la D. G. C. R. A. et des douanes devaient s'assurer que tout transport de sous-produits était accompagné d'un laissez-passer.

Tout chargement de sous-produits circulant sans laissez-passer devait être saisi ainsi, que le véhicule ayant servi au transport.

Les laissez-passer ne pouvaient être délivrés que si les producteurs ou les marchands apportaient la preuve que les sous-produits en question provenaient de la production normale d'une usine et non d'un stock.

Dans le cas où cette usine appartiendrait à une mine, il devait en outre être prouvé que cette mine avait acquitté le K. S. exigible.

Des laissez-passer pouvaient être délivrés dans ces conditions aux industriels ou commerçants qui en feraient la demande moyen-

nant le paiement d'une taxe égale à 20/0 de la valeur des produits.

Les laissez-passer pouvaient être délivrés à l'avance aux producteurs et aux marchands pour les quantités qu'ils indiquaient, mais la date et l'heure du transport devaient être indiqués à l'encre au moment où le transport aurait lieu, sous peine de saisie.

Le service de l'impôt sur le charbon était chargé d'appliquer cette réglementation, sur les deux rives du Rhin, la H. C. I. T. R. ayant adopté pour la rive gauche une réglementation semblable, faisant suite à l'ordonnance 172.

Délivrance des laissez-passer. — Les autorisations de délivrer des laissez-passer pour les sous-produits (laissez-passer modèle D) étaient transmises avec l'indication du tonnage autorisé à circuler et de la somme à percevoir, par les ingénieurs chefs de groupe de la M. I. C. U. M. aux bureaux du S. I. C.

Le bénéficiaire des laissez-passer acquittait à la caisse du S. I. C. la somme indiquée sur l'autorisation, plus le prix des imprimés.

Le S. I. C. délivrait alors les laissez-passer modèle D contre remise de la quittance délivrée par la caisse, conformément aux indications portées sur l'autorisation de délivrer les laissez-passer.

Exceptionnellement des carnets de laissez-passer modèle D pouvaient être délivrés aux marchands ou producteurs contre paiement d'un acompte fixé par l'ingénieur compétent.

Mesures de contrôle. — Les carnets une fois épuisés étaient rapportés avec les laissez-passer correspondants au S. I. C. qui les communiquait, accompagnés d'un bordereau, à l'ingénieur compétent, qui en contrôlait l'emploi et fixait la somme à percevoir pour les laissez-passer établis.

Le contrôle de la circulation était effectué par l'armée et le personnel du S. I. C. Des primes étaient accordées pour les saisies.

Pour les véhicules saisis, le S. I. C. avait droit de transaction ou de vente. Les produits saisis étaient soit employés pour les besoins de la M. I. C. U. M. ou de l'armée, soit vendus par les soins de la commission d'expertise et de vente.

La comptabilité des ventes réelles ou des ventes d'ordre à l'armée ou à la M. I. C. U. M. était tenue par le S. I. C.

A mois de novembre 1923, presque toutes les firmes avaient reçu l'autorisation préalable de l'ingénieur des mines compétent de transporter une quantité déterminée de sous-produits. Dans un but de simplification, les firmes recevaient des carnets de laissez-passer modèle D et étaient autorisées par le S. I. C. à se délivrer ces

permis de circulation sans acquitter immédiatement la taxe, qui était perçue dans les conditions suivantes :

Le 15 et le 30 de chaque mois, les demandeurs remettaient au bureau d'impôts une déclaration des quantités transportées et des prix de vente. Le chef de bureau procédait alors immédiatement au calcul de la taxe, d'après les indications des ingénieurs chefs de groupe et après vérification des prix de vente déclarés. La taxe était égale à 2 0/0 de la valeur des sous-produits.

Le montant ainsi calculé était exigible dans un délai de quinze jours à partir de la déclaration; la somme due était augmentée d'un intérêt bancaire de 8 0/0 à partir du premier jour de la quinzaine dans laquelle avaient été délivrés les laissez-passer.

Les firmes demandant à bénéficier de ces mesures plus libérales devaient préalablement remettre au chef de bureau une déclaration par laquelle elles s'engageaient à souscrire dans les délais indiqués les déclarations prévues, à payer le droit fixe et l'impôt dans la quinzaine suivante et à se soumettre strictement aux formalités ci-dessous indiquées.

Dès réception du carnet de laissez-passer, la firme devait apposer son cachet sur tous les laissez-passer (volant et souche). Elle devait indiquer sur chaque laissez-passer rédigé le numéro du véhicule la quantité et la valeur du produit et inscrire *à l'encre* le jour et l'heure du départ.

En outre avant l'usage, les laissez-passer devaient être présentés au chef du bureau d'impôt pour visa et apposition du cachet. Il devait profiter de cette formalité pour inscrire sur le compte de la mine le numéro du laissez-passer, la nature, le poids du sous-produit et son prix de vente. Il pouvait ainsi s'assurer de la concordance rigoureuse des déclarations avec les indications des laissez-passer.

Les chefs de bureau d'impôt devaient tenir une comptabilité précise des carnets de laissez-passer modèle D reçus et délivrés, des sommes dues et recouvrées à ce titre.

Le 1^{er} et le 15 de chaque mois, les chefs de bureau devaient adresser au chef du S. I. C :

1^o La copie des autorisations délivrées par les ingénieurs et des déclarations des contribuables.

2^o Un état de situation présentant par firme le nombre des laissez-passer, délivrés, la valeur des sous-produits, l'impôt du et payé au titre de la quinzaine précédente.

Dans l'application de ce règlement une difficulté se présenta : des produits bruts sortaient d'une usine non susceptibles d'être livrés au commerce : ils acquittaient pour pouvoir circuler une première taxe de 20/0 de leur valeur ; les produits étaient envoyés dans une usine de transformation appartenant à la firme expéditrice ; à la sortie de cette usine, nouvelle taxe de 20/0 *ad valorem*. La taxe de circulation était payée deux fois par la même firme. Cet état de choses était dans une certaine mesure contraire aux intentions du législateur de l'arrêté 61. De nouvelles dispositions, prévues dans l'article 4 du Mantelvertrag furent appliquées à partir du 29 décembre 1923.

Délivrance des licences et des dérogations. — Les sous-produits destinés à l'étranger ou à l'Allemagne non occupée devaient être munis non seulement d'un laissez-passer de circulation, mais d'une licence ou d'une dérogation d'exportation.

La délivrance de ces licences ou dérogations appartenait également au S. I. C.

Ces licences dans la période allant jusqu'au 29 février 1924, étaient délivrées aux seules firmes soumises, conformément aux règlements et tarifs de la H. C. I. T. R. Elles étaient délivrées contre paiement des droits.

CHAPITRE VIII

LA QUESTION DES CHARBONS D'EXPORTATION LA REDEVANCE DES EXPORTATEURS

D'après l'article 7 de l'ordonnance 148, aucune licence d'exportation ni aucune dérogation de sortie ne pouvaient être accordées aux propriétaires ou exploitants de mines qui ne justifieraient pas avoir acquitté entièrement le montant de l'impôt dont ils étaient redevables.

Par exception, les charbons dont l'exportation à l'étranger était autorisée en vertu d'accords internationaux spéciaux en vigueur, pouvaient être expédiés moyennant le paiement par les exploitations livrancières au 15 de chaque mois de l'impôt afférent aux envois effectués au cours du mois précédent.

De tels accords avaient été conclus avant l'occupation avec la Hollande, la Suisse et le Luxembourg. Un impôt de 40 0/0 de la valeur du charbon vendu, valeur déterminée d'après la facture, déduction faite du montant de l'impôt, était perçu à l'exploitation par le Gouvernement allemand, en devises étrangères.

Aucune des prescriptions de l'ordonnance 148 n'avait été observée par les industriels allemands; il avait donc été décidé de suspendre les exportations de charbon au 5 mars puis au 10 mars. Mais des complications internationales avaient surgi et la mesure avait du être ajournée.

Le règlement de la circulation du charbon faisant suite à l'ordonnance 177 portait que provisoirement, aucune modification n'était apportée au régime de circulation et de passage par voie de fer du charbon de réparations et du charbon destiné à la Hollande, à la Suisse ou à l'Italie. En conséquence, les exportations de charbon continuaient à destination de la Hollande et de la Suisse en vertu des accords antérieurs et le K. S. correspondant était versé non pas dans les caisses de la M. I. C. U. M. mais dans celles du Gouvernement allemand par l'intermédiaire du Kohlensyndicat

de Hambourg. Des laissez-passer gratuits étaient délivrés à cette occasion par la M. I. C. U. M. Les Gouvernements alliés mirent fin à cet état de choses en décidant à partir du 1^{er} juin l'application de l'article 7 de l'ordonnance 148.

En conséquence les exportations en Hollande ou en Suisse provenant de mines des pays occupés n'ayant pas payé le K. S., ne pouvaient plus avoir lieu après le 15 juillet que si l'impôt afférent aux quantités exportées en juin était acquitté avant cette date par les mines livrancières, ou à défaut par les acheteurs étrangers. Les mines livrancières n'étant pas encore disposées à acquitter le K. S. entre les mains des autorités alliées, c'était aux acheteurs étrangers à faire l'avance de l'impôt, quitte à le déduire des sommes à verser aux mines en paiement du charbon livré (ordonnance 177, art. 6).

Le Gouvernement néerlandais protesta en présentant les deux points suivants :

1^o Il est peu probable que les importateurs puissent modifier les contrats avec les producteurs; comme il est à prévoir que les importateurs se refuseront à payer le K. S. deux fois, la mesure prise par les Gouvernements alliés n'aura pas d'autre effet que de mettre fin aux exportations de charbon vers les Pays-Bas, sans apporter le moindre avantage aux autorités d'occupation;

2. En ce qui concerne plus spécialement les livraisons qui se font en vertu du traité conclu le 11 mai 1920 entre les Pays-Bas et l'Allemagne, le prix à payer par les Pays-Bas comprend le K. S. Or ce traité a été approuvé par la C. D. R. et il semble qu'il ne puisse être porté atteinte à ses dispositions.

Ces protestations ne furent pas entendues.

Des négociations furent entamées au début de juillet entre le directeur de la Steinkohlenhandelsvereniging à Utrecht et les représentants de la M. I. C. U. M.

Le 16 juillet la M. I. C. U. M. recevait un chèque de 121.612 florins pour les exportations de la Ruhr en Hollande (76.000 tonnes de houille) réalisées pendant le mois de juin par le comptoir d'Utrecht. Une autre société hollandaise, la Bruinkohlenund Brikettshandel à Amsterdam, versait à cette date un acompte de 24.000 florins représentant le K. S. sur 16.000 tonnes de lignite et acceptait par avance la décision de la commission des remises (créée par l'arrêté 54; Voir plus loin) en ce qui concerne les paiements ultérieurs. Ces deux sociétés recevaient des carnets de laissez-passez modèle A

leur permettant de continuer leurs exportations jusqu'au 1^{er} août.

Les Suisses, n'ayant ni répondu à la lettre d'avertissement ni payé, l'arrêt de leurs exportations était demandé pour le 22 juillet et avait lieu effectivement. D'après les calculs du S. I. C. le montant de l'impôt dû (29,60 0/0 des prix mondiaux ou 33,04 0/0 des prix intérieurs allemands notablement inférieurs) s'élevait pour l'ensemble des combustibles — houille, coke, lignite — exportés en juin à près de deux cents mille francs suisses. Au début du mois d'août, la société suisse Contag proposait de verser à la M. I. C. U. M à titre d'acompte sur les bénéfices devant revenir au Reich une somme de 50.000 francs suisses par mois; la M. I. C. U. M. accepta mais le Gouvernement fédéral suisse opposa son veto. L'arrêt des exportations suisses continuait donc : on saisissait même une partie des charbons destinés à ce pays représentant une valeur de plus de 5.000 francs suisses.

Les pourparlers avec la société Contag reprirent au début de septembre; entre temps les Allemands avec qui les Suisses avaient négocié, avaient accepté la solution suivante :

La Suisse ne serait plus redevable du K. S. envers l'Allemagne. Le produit de l'impôt suisse serait versé par la Société suisse au bénéfice des réparations dans telles banques françaises ou belges qui seraient indiquées, mais les sommes ainsi déposées resteraient bloquées jusqu'au règlement de la Ruhr.

Les représentants suisses faisaient valoir l'intérêt pour la France de la formule admise par le Gouvernement allemand, véritable acceptation de fait des mesures relatives au K. S. prises par les autorités d'occupation.

Les représentants de la M. I. C. U. M. tinrent cette formule pour satisfaisante, à condition que la société consentit à verser à la caisse des gages pendant la période de blocage des fonds des avances gagées sur ceux-ci, et sensiblement égales à leur montant, avances qui lui seraient restituées lorsque les fonds bloqués seraient libérés.

La difficulté résidait dans le paiement de l'impôt pour les mois de juin et de juillet, qui avait été fait au Reich. La société proposait de verser, par mesure de bonne volonté, une somme de 15.000 francs suisses pour les charbons exportés en juin, ce qui en tenant compte des 5.000 francs représentant la valeur des charbons saisis, se réduisait à une somme forfaitaire globale de 10.000 francs suisses. Elle demandait une remise complète d'impôt pour le mois de juillet. Elle proposait pour l'avenir de payer le 10 de chaque mois un im-

pôt fixé en marks d'après le taux de la loi allemande de 30 0/0 appliqué au prix des expéditions du mois écoulé et stabilisé en franc suisses à cette même date : le paiement serait effectué par imputation à un compte bloqué à une banque de Zurich.

La Commission des remises, dans sa séance du 2 octobre 1923 accepta ces dispositions et les exportations reprirent à destination de la Suisse.

Une autre société suisse, la Société suisse d'importation de briquettes de lignite l'UNION à Zurich, traita avec la M. I. C. U. M. sur la base d'un impôt forfaitaire de 6 francs suisses par tonne, expédiée à partir du 1^{er} octobre 1923.

Le 13 septembre, le bureau économique du Grand Duché du Luxembourg, avait conclu avec la M. I. C. U. M. un règlement analogue : l'Etat luxembourgeois effectuait pour l'exportation de briquettes de lignite des T. O. un paiement forfaitaire de 21 francs belges par tonne, sensiblement égal au précédent.

Revenons maintenant aux Hollandais.

La somme de 121.612 florins versée dans les caisses de la M. I. C. U. M. pour les exportations de juin destinées à la Steinkohlenhandelsvereniging était considérée par le S. I. C. comme un acompte et par la société hollandaise comme l'impôt total. La Société hollandaise offrait de payer 1 florin 60 par tonne exportée, le S. I. C. réclamait 2 florins 90. Le désaccord dura jusqu'au 20 septembre, mais sans arrêt des exportations. A cette date le représentant de la société hollandaise fit prévaloir ses vues dans une séance de la commission des remises ; il montra notamment que le prix de vente en Hollande des charbons de la Ruhr, après application du K. S. était supérieur pour la période 1^{er} juin-20 septembre à celui des charbons anglais de qualité équivalente rendus Rotterdam ; il demandait une modération d'impôt suffisante pour établir l'égalité.

La commission décida en conséquence de réduire le taux de l'impôt dû par la Steinkohlenhandelsvereniging à

Florins : 1,60 par tonne pour juin.

2 par tonne pour juillet et août.

3 pour la période 1^{er} septembre-31 décembre 1923.

D'une façon générale, on peut donc dire que les autorités d'occupation avaient réussi, par l'octroi de règlements forfaitaires, à faire admettre le principe du paiement de l'impôt par les consommateurs étrangers, en application des prescriptions générales de l'arrêté 31.

CHAPITRE IX

NOUVELLES MESURES PRISES RELATIVES AU KOHLENSTEUR

1. — LA COMMISSION DES REMISES

L'arrêté 18 du 27 février avait prescrit pour les redevables du K. S. une déclaration bi-mensuelle, à défaut de laquelle ils étaient taxés d'office. Les réclamations devaient être adressées à une commission mixte d'arbitrage. Le paiement de l'impôt devait être effectué dans la proportion de 30 0/0 en devises appréciées. En cas de non paiement, des saisies pouvaient avoir lieu sur une quantité de charbon équivalente au montant du K.S. exigible, majoré de 50 0/0. Les contribuables qui n'auraient pas acquitté le montant de leur imposition dans le délai d'un mois, pouvaient être déférés aux tribunaux militaires.

Cet arrêté avait été considéré comme nul et non avenu par les redevables allemands. On avait été forcé de réglementer la circulation des combustibles. Au début de juillet, seules quelques mines de la rive gauche, Sophia Jacobia, Eschweiler, Zukunft, Lucherberg, s'étaient soumises et en échange des paiements effectués avaient reçu des carnets de laissez-passer A. Les autres avaient été taxées d'office et on avait procédé à des saisies. Quant à la commission mixte d'arbitrage, elle n'avait jamais fonctionné.

La mise en application de la réglementation de la circulation des combustibles sur la rive droite (31 mars) et sur la rive gauche (24 mai) avait cependant modifié la situation en notre faveur. De même le blocus des stocks de combustibles (23 avril) et de produits métallurgiques (8 juin). Les industriels de la Ruhr étaient condamnés à arrêter le travail de leurs entreprises, à licencier leurs ouvriers.

Le Gouvernement allemand avait beau soutenir les premiers

par l'ocroi de crédits et accorder des indemnités de chômage aux ouvriers, au plus grand détriment de la réserve d'or de la Reichsbank et de la valeur du mark, on commençait à douter, même en Allemagne, de l'efficacité de la résistance passive. Les autorités alliées pouvaient prévoir dès le mois de juillet la capitulation des industriels le jour où le Gouvernement du Reich ne serait plus en mesure de les soutenir. Il y avait lieu de mettre au point pour cette date que l'on sentait proche, afin d'avoir une base solide de discussion, certaines dispositions relatives à la perception de l'impôt sur le charbon à la production. C'est dans cet esprit que fut rédigé l'arrêté 54 (7 juillet 1923) modifiant l'arrêté 18, suivi sur la rive gauche par l'ordonnance 194, modifiant l'ordonnance 148.

A l'avenir les déclarations et taxations d'office devaient être faites *pour chaque mois*. Le paiement de 30 0/0 *en devises appréciées* était toujours exigé.

Toute personne ou société possédant une exploitation minière qui n'aurait pas acquitté le montant exigible de son imposition dans un délai de quinze jours, recevrait une lettre d'avis : si elle ne s'était pas libérée dans les dix jours suivant l'envoi de cette lettre, *le montant de son imposition serait majoré de 50 0/0 à titre d'amende*. Les biens pouvaient être saisis et vendus dix jours après la saisie jusqu'à concurrence de l'impôt exigible majoré de l'amende de 50 0/0 (art. 5).

L'article 6 de l'arrêté 54 prévoyait la responsabilité solidaire de toute entreprise industrielle ou commerciale possédant une part de propriété dans l'entreprise considérée, ou dans laquelle l'entreprise considérée possédait une part de propriété. Cet article visait particulièrement les sociétés de navigation du Rhin. En conséquence les biens de ces entreprises pouvaient être saisis après envoi d'une lettre d'avis adressée à l'expiration du délai de quinze jours prévu plus haut; dix jours après la saisie ils pouvaient être vendus jusqu'à concurrence du K. S. exigible majoré de l'amende de 50 0/0.

L'article 10 abrogeant l'article 10 de l'arrêté 18 portait qu'aucune disposition d'un contrat civil ou commercial ne pourrait être invoquée par une personne ou une société possédant une exploitation minière, en vue de la soustraire au paiement du K. S.; ces personnes ou sociétés pourraient dénoncer les dispositions en cause de ces contrats, sans encourir de ce fait aucune condamnation civile ou pénale (arrêté 7).

L'article 8 ajoutait à l'arrêté 18, deux nouveaux articles, les articles 12 et 13.

L'article 12 prévoyait de nouvelles sanctions et amendes : Lorsqu'une personne ou une société possédant une exploitation minière n'aurait pas acquitté le montant exigible de son imposition dans le délai d'un mois, les propriétaires de cette exploitation ou les présidents et membres des conseils et comités d'administration, de surveillance et de direction de la société imposable ainsi que leurs fondés de pouvoir et en général toutes les personnes responsables de la gestion de ces exploitations ou sociétés pourraient à la demande du chef du S. I. C. être déférés aux tribunaux militaires. Ils seraient passibles d'un emprisonnement pouvant atteindre cinq ans, et qui ne pourrait être inférieur à un mois par vingtaine de milliers de dollars ou fraction de vingtaine de milliers de dollars d'impôt exigible.

L'article 13 organisait une *commission interalliée des remises*, ayant même composition que la commission d'expertise et de vente prévue à l'arrêté 57. Le S. I. C. ne pouvait accorder de remise d'impôt que sur autorisation de cette commission.

La première séance de la commission des remises eut lieu le 25 juillet 1923; on y examina la question de la redevance des exportateurs hollandais pour les combustibles venant des territoires occupés et des questions de remise partielle de l'impôt aux mines Eschweiler, Zukunft, Lucherberg. La commission fut également amenée à se prononcer dans la suite sur la valeur des saisies opérées dans certaines mines au titre du K. S. impayé. Cette valeur devait être portée au crédit de la mine au titre du K. S. arriéré, d'après les clauses du Mantelvertrag.

2. — LE PAIEMENT DE L'IMPÔT EN MARKS-OR

(arrêté 77 et ordonnance 216)

Les émissions de papier monnaie par lesquelles le Gouvernement allemand soutenait la résistance passive ruinaient rapidement la valeur de la monnaie allemande. Le dollar qui cotait 24.457 marks en moyenne en avril, en cotait 47.670 en mai, 109.996 en juin, 353.412 en juillet, 4.260.455 en août, 98.860.000 en septembre.

Or au mois de juillet, le S. I. C. avait encaissé 24.459.588.573 marks, 161.929 florins, 800.000 francs belges, 2.100 francs fran-

çais, 131 livres sterling, 1.033 dollars aux différents titres : Kohlens-teuer, amendes, prix des imprimés.

Il y avait donc lieu si l'on ne voulait pas laisser tarir une partie importante des recettes, de restreindre le plus possible les paiements en marks.

Mais les arrêtés prescrivaient d'évaluer le montant de l'impôt dû pour chaque mois en marks, puis de le stabiliser en dollars d'après le cours officiel de la Bourse de Berlin au 15 du mois suivant. Le contribuable devait verser une somme équivalente au jour du paiement, à la valeur des dollars dont il était débiteur; 30 0/0 du paiement devait être fait en devises appréciées. Quant au paiement de l'impôt dû sur les laissez-passer B, il s'effectuait en marks.

D'autre part on ne pouvait pas modifier ces arrêtés, tant que les prix des combustibles seraient fixés par le Reichskohlenverband en marks, puisque les alliés prétendaient appliquer les dispositions de la loi du 8 avril 1922, qui établissait un impôt de 40 0/0 *ad valorem*. Il fallait attendre que les prix des combustibles fussent fixés dans une monnaie stable, ce qui n'eut lieu que fin septembre.

Toutefois dès le 27 juillet, le chef du S. I. C. prescrivait à ses bureaux de n'accepter les paiements en marks que pour les paiements relatifs à la délivrance des laissez-passer modèle B et pour les versements des mines; et même pour les laissez-passer B, les agents du service étaient invités dans le cas de paiement par chèque, à exiger une caution les couvrant contre la dévalorisation éventuelle du mark. Pour les amendes et les ventes des produits saisis, le paiement devait avoir lieu obligatoirement en devises appréciées, francs français, francs belges, francs suisses, liras, livres sterling, dollars, couronnes scandinaves. Le minimum des amendes était fixé :

Pour une voiture hippomobile à	200 fr.
Pour un camion-auto à	2.000 fr.
Pour une remorque de camion-auto à	1.000 fr.
Pour un wagon à 1.000 francs + 1.000 francs pour le combustible.	

A partir du 5 septembre, en vertu de l'arrêté 54 et de l'ordonnance et en application des sommations adressées aux mines n'ayant pas acquitté le K. S. exigible, l'impôt dû par ces mines était majoré de 50 0/0; l'impôt dû pour la délivrance des laissez-passer modèle B était donc à partir de cette date de :

45 0/0 des prix officiels allemands pour les houilles de la Ruhr et d'Aix-la-Chapelle.

50 0/0 des prix officiels allemands pour les lignites de Cologne.

15 0/0 des prix officiels allemands pour les lignites du Westerwald.

Cette majoration n'était pas appliquée aux lignites exportées en Luxembourg, en Suisse ou en Hollande qui continuaient exceptionnellement à bénéficier de l'ancien taux de 33,33 0/0 (du prix net).

A partir du 5 septembre également, 30 0/0 au minimum des impôts dus pour les laissez-passer de plus de 10 tonnes (on ne voulait pas surcharger les petits consommateurs) et pour les laissez-passer de moins de 10 tonnes demandés par un consommateur ayant déjà bénéficié dans la semaine de laissez-passer pour plus de 10 tonnes était également exigé en devises.

Le cours de conversion des marks dus en devises était celui de la Bourse de Berlin arrondi aux 100 marks inférieurs. Les bureaux d'impôt recevaient tous les matins ces cours par téléphone de Dusseldorf.

Des mesures étaient prises afin de simplifier les écritures :

a) Le calcul du pourcentage en devises et des devises dues devait être fait seulement à la souche du laissez-passer.

b) Il ne devait pas être délivré de quittance spéciale pour les devises; quittance serait simplement donnée en marks de la somme due au total. Il devait toutefois être délivré une quittance en devises si le prix total avait été versé en devises;

c) A la fin de la journée, le chef du bureau d'impôt d'après les calculs faits à la souche des laissez-passer, devait procéder à une opération de change par catégories de devises pour l'ensemble des devises reçues. Il faisait à cet effet un bordereau de change pour devises reçues qu'il certifiait; ce bordereau joint à une quittance extraite du registre de devises, servait de pièce de dépenses au compte marks et était conservé par le bureau d'impôt comme décharge du compte marks. Le caissier principal n'avait à prendre en charge que les devises encaissées sans reprendre l'opération de change dans ses écritures.

Il était enfin rappelé aux chefs de bureau qu'ils ne devaient pas accepter en paiement des billets de ville ou de province, ainsi que des chèques libellés en marks; il ne pouvait être fait exception que pour les chèques confirmés sur la Reichsbank de leur ville de résidence; les chefs de ces bureaux devaient le soir même verser les

chèques au compte du Comité des gages à la Banque agréée de leur ville de résidence. Ils avisaient immédiatement de ce versement et de sa date le caissier principal en lui envoyant le récépissé de la banque, et envoyaient directement copie de cet avis au Comité des gages pour information. Le caissier principal prenait cette somme en recettes avec celles versées au secteur postal ou à la banque au compte de la M. I. C. U. M. et le portait en même temps en dépenses comme versement au Comité des gages en acompte sur les recettes de la dizaine.

Vers la mi-septembre, se produit dans l'économie charbonnière notable: à la suite d'un accord intervenu entre le ministre de l'Economie publique du Reich, le Conseil des houilles (Reichskohlenrat) et l'association des houillères (Reichskohlenverband), les prix des charbons sont fixés en marks or, d'après le procédé suivant, décrit dans la Bergwerks Zeitung du 16 septembre 1923.

Les prix sont calculés chaque vendredi en marks or d'après un valeur du cours du dollar qui doit être considérée comme un minimum pour la transformation de cette valeur en marks papier. Si les paiements sont effectués en marks papier, et si les sommes sont encaissées sans frais par le syndicat dans les quatre jours de l'expédition, les marks papier doivent être calculés d'après la cote officielle du dollar (moyenne entre le cours de la monnaie et de la lettre de change) à la Bourses de Berlin au lendemain de l'expédition des marchandises. Si ce délai est dépassé, il faut ajouter au prix un intérêt de 10 0/0 l'an et payer la valeur en marks or suivant le cours du dollar au jour du paiement.

L'arrêté fixant la liquidation de l'impôt sur le charbon en marks or, ne parut qu'au début d'octobre. Mais dès le 18 septembre, les bureaux d'impôt sur le charbon recevaient des instructions pour percevoir l'impôt sur les laissez-passer en marks or.

Tous les lundis matin, le service central de l'impôt sur le charbon devait calculer le prix en marks or des principales qualités de charbon et les communiquer aux bureaux.

Tous les lundis matin également le chef de la comptabilité devait faire connaître par message téléphoné ou télégraphe le cours des différentes monnaies (mark excepté) par rapport au mark or. Le cours était valable pour toute la semaine. Les prix du laissez-passer était calculé à la souche du laissez-passer d'abord en marks or, puis dans la monnaie offerte en paiement. Au volant la valeur du combustible était évaluée en marks or.

Exemple 10 tonnes à 15 marks or = 150 marks or.

Impôts 30 0/0 = 45 marks or.

Cours du franc français : 4.00 d'où impôt $4 \times 45 = 180$ francs.

La quittance ne devait porter que l'indication de la recette en devises.

Toute personne demandant des laissez-passer pour plus de 10 tonnes devait s'acquitter obligatoirement en devises. A partir du 1^{er} octobre le paiement en devises était exigé pour tous les laissez-passer.

Enfin les 10 et 11 octobre 1923 parurent l'arrêté 77 et l'ordonnance 216 relatifs à la perception de l'impôt sur le charbon en marks or.

Les déclarations que les redevables de l'impôt sur le charbon étaient tenus de faire d'après les arrêtés 18 et 54 et les ordonnances 148 et 194 devaient, pour les ventes effectuées à partir du 17 septembre 1923 indiquer les prix des charbons, coques ou lignites en marks or.

Les taxations d'office étaient établies en marks or.

L'impôt était liquidé en marks or aux taux fixés par l'arrêté 18 et l'ordonnance 148 (art. 4).

Il devait être intégralement versé en devises appréciées.

Les dispositions des textes législatifs précédents étaient abrogées en tant qu'elles étaient contraires aux termes des textes actuels.

Un exemple fera comprendre le gros intérêt des mesures prises quant aux rentrées dans la caisse des gages.

Le 11 octobre au matin, une des mines soumises de la rive gauche, la mine Zukunft, remettait sa déclaration en marks, suivant l'ordonnance 194, s'élevant à 88 milliards de marks; convertis en dollars au cours moyen du 15 octobre (art. 3 de l'ordonnance 194) ils n'auraient donné que 10 dollars ou 42 marks or. L'application de l'ordonnance 216 permettait de liquider l'impôt à 1925 marks or. La différence entre les deux paiements atteignait 1883 marks or.

3. — MODIFICATIONS APPORTÉES AU RÉGIME DES LAISSEZ-PASSER

La réglementation annexe à l'ordonnance 177 avait disposé que le charbon provenant des mines n'ayant pas payé le K. S. exigible pourrait circuler accompagné d'un laissez-passer délivré contre paiement préalable de l'impôt afférent à la quantité transportée, paie-

ment affectué par l'expéditeur ou à défaut par le consommateur. Exceptionnellement le paiement préalable n'était pas exigé pour le combustible destiné aux services publics de la rive gauche dans les limites d'un tonnage maximum établi entre le H. C. I. T. R. et la M. I. C. U. M.

Ce tonnage maximum avait été évalué initialement à 100.000 tonnes par mois; mais les demandes des services de la rive gauche avaient été tellement inconsidérées que la question était restée en suspens.

Autre point non réglé : l'exemption du paiement préalable du K. S. des *établissements de bienfaisance*, tels que hôpitaux, maisons de vieillards, orphelinats. Le H. I. C. T. R. avait demandé à la M. I. C. U. M. qui en avait accepté le principe, que cette exemption fût accordée sur la rive gauche. Mais les mesures d'application prescrites aux bureaux de la rive gauche n'étaient pas rigoureusement identiques les unes aux autres par suite d'une controverse sur la définition des établissements de bienfaisance.

Une conférence avait donc été jugée nécessaire entre les représentants de la H. C. I. T. R. et ceux de la M. I. C. U. M. pour régler ces difficultés. Elle eut lieu le 20 août à Bonn et aboutit à une réglementation modifiée de la circulation des combustibles dans les territoires de la *rive gauche* applicable à partir du 1^{er} septembre. Voici les principales modifications.

A. *Deputatkohle*. — Dans l'ancienne réglementation, les demandes de laissez-passer de Deputatkohle étaient présentées par le Betriebsrat de la mine au délégué de la H. C. I. T. R. dans le cercle de la mine intéressée. Le délégué pouvait délivrer le cas échéant des laissez-passer modèle B portant l'estampille spéciale Deputatkohle, ou bien des carnets de laissez-passer modèle C en blanc, portant aussi l'estampille spéciale Deputatkohle : le Betriebsrat pouvait alors se délivrer à lui-même ces laissez-passer dans les limites de l'autorisation accordée. Un contrôle était exercé par le délégué de la H. C. I. T. R. dans le cercle. Toute fraude entraînait entre autres le retrait immédiat des carnets de laissez-passer modèle C.

A partir du 1^{er} septembre on fait confiance aux conseils d'usine en leur délivrant uniquement des *carnets de laissez-passer modèle C* à chiffres latéraux portant l'estampille spéciale Deputatkohle.

Le délégué de H. C. I. T. R. devait donner au Betriebsrat les renseignements nécessaires pour la confection régulière des laissez-

passer. Le Betriebsrat devait remettre au délégué les volants aussitôt le transport effectué, et les talons aussitôt le carnet épuisé. Le délégué fixait un jour par semaine pour le transport du Deputatkohle; en dehors de ce jour tout transport de Deputatkohle était interdit. Le lendemain du jour de distribution les volants devaient parvenir au délégué de la H. C. I. T. R. qui procédait à toutes les vérifications nécessaires. Toute fraude entraînait le retrait immédiat des carnets de laissez-passer modèle C sans préjudice des sanctions qui pour vaient être prises contre le Betriebsrat en vertu de l'article 5 de l'ordonnance 177 (amende et emprisonnement).

En cas de transport sur route, les véhicules chargés de Deputatkohle ne pouvaient circuler qu'entre 8 heures et 18 heures et seulement si les conducteurs étaient porteurs de bulletins de pesage délivrés par la mine et des laissez-passer modèle C.

En cas de transport par fer ou par eau, les laissez-passer modèle devaient être annexé, aux lettres de voiture ou aux manifestes.

B. *Charbon pour les services publics et les besoins domestiques et industriels.* — Dans la réglementation du 24 mai une copie de la commande passée par le consommateur (gros ou détail) était établie en 4 exemplaires; la mine livrancièrè ou le destinataire pouvait alors demander un laissez-passer modèle B au bureau de l'impôt sur le charbon compétent *ratione loci*; ce laissez-passer était accordé contre paiement de l'impôt afférent. Exceptionnellement ce paiement préalable n'était pas exigé pour le combustible destiné aux services publics de la rive gauche dans les limites d'un tonnage maximum établi entre la H. C. I. T. R. et la M. I. C. U. M.

On distinguait maintenant entre les commandes passées pour les besoins des services publics et les consommations industrielles supérieures à 10 tonnes, et les commandes pour les besoins domestiques (moins de 10 tonnes).

a) Pour les premières, une demande d'autorisation devait être établie en 2 exemplaires par le consommateur; la mine livrancièrè ou le destinataire pouvait alors demander un laissez-passer modèle B au bureau du S. I. C. contre paiement de l'impôt afférent. Exceptionnellement le paiement préalable n'était pas exigé pour un certain tonnage de combustible destiné aux services publics et dont disposait le Comité des charbons de la H. C. I. T. R.

Au mois de mai ce tonnage avait été fixé à 100.000 tonnes par mois. Mais les services publics allemands avaient reçu des ordres formels du Reich de s'approvisionner en charbons anglais. Effective-

ment l'approvisionnement mensuel en charbons anglais dépassait 300.000 tonnes, soit l'approvisionnement des territoires occupés dans toute l'année 1922. Le tonnage mensuel total de charbon allemand à répartir par le Comité des charbons sur la rive gauche avec exemption du K. S. fut fixé provisoirement à 16.000 tonnes; c'était une manière de contingent de sûreté destiné à parer aux à-coups pouvant survenir dans les livraisons de charbon anglais aux services publics.

b) Pour ce qui concerne les besoins domestiques et en général les consommations ne dépassant pas 10 tonnes par mois, le délégué technique du Comité des charbons devait délivrer au bureau de l'impôt une autorisation globale maximum pour chaque cercle, et ce bureau délivrait des laissez-passer sur demande directe des intéressés dans les limites des chiffres fixés.

C. *Charbon destiné aux établissements de bienfaisance.* — Exceptionnellement les établissements dont le caractère charitable serait certifié par le délégué de la H. C. I. T. R. dans le cercle pourraient également sans paiement préalable de l'impôt s'approvisionner en combustibles au moyen d'un laissez-passer délivré par le bureau de l'impôt compétent sur demande du comité des charbons.

Le tonnage correspondant était prélevé sur le contingent mensuel maximum de 16.000 tonnes indiqué plus haut.

D. *Charbon destiné à la Suisse et à la Hollande.* — Ces charbons étaient soumis depuis le mois de juillet aux prescriptions édictées par les ordonnances 148 et 177.

E. *Charbon destiné aux chemins de fer et aux armées.* — Auparavant seul le combustible destiné à la consommation des armées d'occupation et des familles de la H. C. I. T. R. et circulant par route devait être accompagnée d'un laissez-passer. Pouvaient circuler sans laissez-passer :

Le charbon destiné aux chemins de fer d'intérêt général des T. O. transporté par voie de fer.

Le charbon destiné à la consommation des armées circulant par voie de fer ou par voie d'eau.

A dater du 1^{er} septembre, le charbon destiné aux chemins de fer d'intérêt général, ainsi que le charbon destiné aux besoins directs ou indirects des armées d'occupation devait être quel que soit le mode de transport utilisé, accompagné d'un laissez-passer spécial délivré sans paiement préalable de l'impôt, sur simple avis du Comité des charbons.

F. *Charbon étranger ou en provenance de l'Allemagne non occupée.* — Ces charbons étaient couverts jusqu'au point de déchargement de la péniche ou du wagon les transportant par la licence d'importation ou la lettre de voiture. Le destinataire définitif devait jusqu'à présent pour obtenir le transport ultérieur de ces charbons à partir du point de débarquement demander un laissez-passer spécial *modèle B* au bureau du S. I. C. compétent qui le délivrait contre preuves de l'origine du combustible.

Les marchands de charbon pouvaient aussi recevoir dans ce but des carnets de laissez-passer *modèle C* à certaines conditions (voir plus haut).

Désormais le transport de ces charbons à partir de leur point de débarquement effectué par véhicule de moindre capacité jusqu'à leur destinataire était couvert par des laissez-passer *modèle C* que l'intéressé se délivrait à lui-même.

Les marchands de charbon continuaient à bénéficier des carnets de laissez-passer *modèle C*, aux mêmes conditions qu'auparavant.

La comparaison entre les deux réglementations successives de ces catégories de charbon montre les inconvénients de la deuxième.

La réglementation du 24 mai 1923 présentait deux sortes de garanties :

1^o Garantie au moment de la délivrance de la licence d'importation : cette licence n'était délivrée que sur la preuve de l'origine du combustible (certificat de la mine, certificat du port d'embarquement, certificat de Rotterdam indiquant les noms des chalands sur lesquels les charbons étaient transbordés). On acquérait ainsi la certitude que les chalands auxquels on accordait une licence d'importation étaient vraiment chargés de charbons anglais.

2^o Garantie au moment de la délivrance des laissez-passer. Le Bureau d'impôt exigeait avant de délivrer le laissez-passer gratuit *modèle B* la preuve que le combustible provenait bien de tel chalandé chargé de charbon étranger. Il avait quatre moyens à sa disposition :

Certificat de douane;

Licence elle-même;

Connaissance;

Manifeste portant le numéro de la licence.

Aucune fraude dans ce système ne pouvait être redoutée.

Au contraire, la réglementation du 1^{er} septembre n'exige plus aucune preuve d'origine pour les charbons étrangers : les licences

sont délivrées sur simple demande des importateurs sans aucune indication de leur part; pour la délivrance des laissez-passer destinés à couvrir les transports ultérieurs, on ne peut pas non plus exiger aucune preuve d'origine.

On peut donc demander une licence d'importation sans avoir l'intention d'importer des charbons étrangers, uniquement pour faire circuler les charbons allemands sans payer le K. S. Il suffit de se présenter à un bureau d'impôt quelconque et de déclarer en montrant sa licence en réalité non utilisée, posséder en un lieu déterminé des T. O. des charbons importés qu'on désire transporter ailleurs.

L'avantage à procéder ainsi est considérable.

Droit de licence pour 1.000 tonnes : 30 shillings ou 120 franc français.

Kohlensteuer dû pour 1.000 tonnes (Förderkohle) $26.75 \times 1.000 = 26.750$ francs français.

Il en résulte des pertes très sensibles pour la caisse des gages.

Ces considérations furent exposées à la M. I. C. U. M. en octobre; mais c'était alors la période des pourparlers avec les grands industriels, et on ne put les examiner avec l'attention qu'elles méritaient. La réglementation de l'importation des charbons étrangers ne fut pas modifiée.

G. Coke domestique provenant des usines à gaz d'éclairage. — Son transport était régi avant le 1^{er} septembre par les mêmes dispositions que celles relatives aux charbons étrangers.

La réglementation du 1^{er} septembre exige pour la délivrance de laissez-passer gratuit, un avis favorable de l'ingénieur délégué de la M. I. C. U. M. compétent, attestant l'origine du combustible.

H. Mesures de contrôle. — Comme précédemment la liste des personnes utilisant les laissez-passer A et C devait être fournie par la M. I. C. U. M. à la D. G. C. R. A., à la prévôté, à la douane et au service de la sûreté.

De plus il devait être délivré un laissez-passer pour chaque véhicule et chaque voyage, sauf quand les véhicules voyageaient en un seul convoi. Dans ce dernier cas, il devait être délivré un laissez-passer pour l'ensemble des véhicules du convoi, par exemple pour une rame de wagons d'un même convoi sortant en même temps et au même point de la zone d'application de l'ordonnance. Il était délivré un laissez-passer par péniche.

La date d'utilisation était laissée en blanc lors de leur délivrance

et le bénéficiaire devait inscrire à l'encre le jour et l'heure au moment du transport.

Dans le cas où un véhicule ou une péniche couverte par un laissez-passer était destiné à être déchargé dans la zone d'application de l'ordonnance 177, au moyen de véhicules de plus faible capacité, le bureau de l'impôt devait remettre à l'intéressé un carnet de laissez-passer C en blanc à chiffres latéraux. Celui-ci se délivrait lui-même les laissez-passer nécessaires à chaque voyage et remettait ensuite le carnet au bureau de l'impôt qui vérifiait au moyen des chiffres latéraux qu'aucune fraude n'avait été commise.

Le S. I. C. en portant ces mesures de contrôle à la connaissance des intéressés, y adjoignit des dispositions complémentaires, valables aussi bien dans la Ruhr que sur la rive gauche.

La fraude la plus fréquente consistait à utiliser un même laissez-passer pour plusieurs voyages. Pour la combattre on avait imposé :

1° L'obligation pour le porteur d'inscrire lui-même et à l'encre le jour et l'heure du transport ;

2° La visite obligatoire à certains postes.

En outre on avait fixé des délais de validité des laissez-passer pour chaque catégorie de transport :

a) Transport par terre : 1 seul voyage, cinq jours au plus ; 2 voyages un jour seulement.

On ne devait pas délivrer de laissez-passer pour plus de 2 voyages.

b) Transport par chemin de fer : toujours 1 seul voyage, trois jours seulement par 50 kilomètres, minimum cinq jours ;

c) Transport par eau : 1 seul voyage, quatre jours ; deux jours de chargement ; deux jours de déchargement.

Les transports sur route étaient interdits de 5 heures du soir à 8 heures du matin pour la rive droite, de 6 heures du soir à 8 heures du matin sur la rive gauche.

Le S. I. C. rappelait ces dispositions et prescrivait aux chefs de bureau 2 nouvelles obligations :

1° Exiger le retour immédiat des volants utilisés ; en conséquence refuser tout nouveau carnet aux importateurs de charbon anglais et aux marchands de charbon titulaires du carnet C qui ne se soumettraient pas à cette exigence ;

2° Ne jamais proroger les laissez-passer plus d'une fois et seulement pour cinq jours au plus. Les prorogations devaient être signées et appuyées du cachet.

I. *Sanctions.* — Sur la rive gauche le service de l'impôt sur

le charbon obtenait droit de transaction quant aux saisies de véhicules et de combustibles opérées.

Sur sa demande, le tribunal pouvait prononcer la confiscation des véhicules et des combustibles saisis.

Ces droits avaient d'ailleurs été formellement accordés au S. I. C. par l'ordonnance 195 du 19 juillet.

4. — LA QUESTION DES CHARBONS IMPORTÉS.

LES DROITS D'ADMINISTRATION

On a vu que les charbons d'importation, assujettis par les lois des 8 avril 1917 et 8 avril 1922 aux mêmes impôts que les charbons extraits à l'intérieur, avaient été exemptés du paiement du Kohlensteuer par une ordonnance du Reich du 28 avril 1922, d'abord pour la période allant du 1^{er} mai au 1^{er} septembre 1922, puis jusqu'à nouvel avis.

Les autorités alliées n'avaient pas modifié cet état de choses après l'occupation de la Ruhr. L'importation des charbons étrangers était simplement subordonnée à l'octroi d'une licence d'importation, délivrée sur la rive droite par le S. I. C. et sur la rive gauche par la H. C. I. T. R.

La délivrance des licences d'importation des charbons étrangers était accordée contre paiement d'un droit d'administration de 30 shillings ou 20 florins par 1.000 tonnes transportées.

Au cours de la résistance passive, l'importation des charbons étrangers (anglais et sarrois) fut considérable, les industriels des pays occupés préférant acheter des charbons étrangers plutôt que de se soumettre à la réglementation sur la circulation des charbons et de payer le K. S. aux autorités alliées.

Au mois d'octobre, au moment où le Kohlensteuer fut supprimé en Allemagne, le service financier de la M. I. C. U. M. proposa d'accroître le rendement du Kohlensteuer dans les territoires occupés en imposant les charbons importés. L'économie de la proposition était la suivante :

Le relèvement du prix du charbon rendant difficile le maintien à un taux productif du Kohlensteuer si l'on conserve à cet impôt le caractère d'impôt d'inflation que lui donne depuis août 1922 le Gouvernement allemand en suspendant l'application de cette taxe aux charbons étrangers importés, il importe de restituer à cet impôt

au moins en partie son caractère d'impôt de consommation en abrogeant l'exemption dont bénéficiaient les charbons importés.

On suggérerait donc pour obtenir le rendement maximum :

1^o De réduire le K. S. sur les houilles à 30 0/0 (au lieu de 40 0/0) et celui sur les lignites à 40 0/0 (au lieu de 44,5 40 0/0).

2^o De frapper d'un K. S. de moitié les charbons importés en territoire occupé soit de l'étranger, soit de l'Allemagne inoccupée.

La taxation des charbons importés à un taux réduit présentait l'avantage de répartir le poids de cet impôt entre les mines productrices et les consommateurs, au lieu de le faire supporter comme actuellement, par les mines seules. Elle rendait ainsi possible la maintien de l'impôt à 30 0/0 pour le moment, concurremment avec la fourniture gratuite de charbon de réparation.

Mais la M. I. C. U. M. repoussa cette proposition au début de novembre pour les raisons suivantes :

1^o *Dans la période actuelle de remise en marche des mines*, l'importation des charbons anglais dans les territoires occupés n'atteint plus guère que 1/200 de l'extraction normale de la Ruhr. Dans ces conditions un petit abaissement de K. S. sur les mines de la Ruhr, 0 fr. 10 par exemple par tonne, provoquerait une diminution de recettes qui ne pourrait être compensée que par une taxe d'importation deux cents fois plus grande, de plusieurs francs, par conséquent.

Pour produire un accroissement des recettes totales, la taxe devrait donc être sensiblement égale au K. S. Encore cet accroissement serait-il faible, à supposer que le charbon anglais soit absolument indispensable à la reprise du travail dans la Ruhr, et provoquerait-il une augmentation des prix des charbons allemands, qui atteindraient rapidement les prix des charbons anglais rendus dans la Ruhr, c'est-à-dire grevés des frais de transport et de la taxe d'importation; les industriels allemands sembleraient alors fondés à prétendre que nous entravons la reprise de leurs exploitations en augmentant le prix des charbons importés.

Si le charbon anglais n'est pas indispensable à la reprise du travail dans la Ruhr, le produit de la taxe sera nul et les marchands de charbon anglais protesteront sans qu'il y ait le moindre profit pour les Alliés.

2^o *En période de production normale*, la taxe d'importation ne rapportera que des sommes négligeables, les régions occupées étant nettement exportatrices de charbon et non pas importatrices.

De plus, en ce qui concerne le charbon de la Sarre, qui doit normalement trouver d'importants débouchés en Allemagne, on doit redouter qu'en le frappant au profit de la caisse des gages d'une taxe, aussi faible soit-elle, on n'en restreigne proportionnellement la zone de vente en Allemagne et prive le Trésor français d'une partie des bénéfices qu'il retire des mines domaniales de la Sarre.

CHAPITRE X

LA FIN DE LA RÉSISTANCE PASSIVE

Au début de la période de résistance passive, les quelques chiffres cités concernant le rendement du Kohlensteuer attestent le peu de succès de nos efforts pour percevoir cet impôt à la place du gouvernement allemand. Jusqu'au mois de juillet le syndicat rhénan west-phalien des houilles, transféré à Hambourg en janvier 1923 et rendu responsable du paiement global du K. S. pour les mines situées dans les territoires occupés, encaissa davantage que la M. I. C. U. M.

Voici les chiffres mois par mois des rentrées de K. S. dans les caisses du Kohlensyndikat : (1).

Valeur en mark papier		Valeur en francs français	Valeur en dollars
Janvier 1923 ...	31.698.541.734	23.997.481	1.625.566
Février 1923	66.075.593.078	51.603.837	3.165.297
Mars 1923	65.187.685.715	49.129.630	3.082.160
Avril 1923	41.768.956.403	14.984.891	987.212
Mai 1923	35.424.048.290	4.954.103	328.914
Juin 1923	42.525.663.861	3.451.834	217.411
Juillet 1923	202.466.017.600	1.272.904	74.987
Août 1923	3.036.471.400.000	594.391	33.589
Septembre 1923 .	58.934.815.610.000	268.684	15.674

Les sommes encaissées par les autorités alliées au titre du K. S. pendant cette période n'ont pu être calculées avec précision à cause du grand nombre de devises dans lesquelles le paiement était effectué. Les rendements ont été insignifiants jusqu'en juin, mois où la réglementation de la circulation du charbon a été appliquée sur les deux rives du Rhin. En juillet, le produit de l'impôt et des amendes

1. Chiffres communiqués à la M. I. C. U. M. par la Commission des Six au cours des discussions de novembre 1923.

dépasse 4 millions de francs français. En septembre, il atteint près de 10 millions; dans le courant de ce même mois, 400.000 francs suisses et 300.000 francs belges sont déposés en garantie du K. S. dû pour les exploitations de lignite en Suisse et en Luxembourg. D'autre part la valeur des produits métallurgiques, minerais, bois de mines et charbons, saisis et vendus au titre du K. S. impayé, mais non encore payé eux-mêmes atteint environ 10 millions de francs. On attend pour le 15 octobre le versement de 300.000 florins environ au titre de la redevance à payer par les exportateurs hollandais (3 florins par tonne à dater du 1^{er} septembre).

Cependant l'état d'esprit a bien changé en Allemagne, aussi bien à Berlin que dans les territoires occupés.

A Berlin d'abord. En décrétant la résistance passive, on s'était targué de cet espoir que les Franco-Belges sous la censure de Londres et par lassitude d'un effort onéreux se contenteraient de promesses sans garanties effectives et évacueraient la Ruhr, avant l'instant fatal où la pression continue de leur présence obligerait le Reich à céder.

Pour alimenter la résistance passive, il a fallu que dans les territoires occupés, le gouvernement octroie des subsides aux ouvriers privés de travail et consente des ouvertures de crédit extraordinaires aux industriels rhénans, en mesure de produire sur place, mais que notre occupation empêche d'exporter. La charge en est autrement plus lourde que celle de payer aux propriétaires de mines les livraisons de réparations aux Alliés, suspendues depuis le début de l'occupation franco-belge. Et comme le budget du Reich est en déficit à cause de la dégringolade du mark; comme aucun emprunt n'a réussi et ne peut réussir dans les circonstances économiques actuelles, la planche aux assignats a fonctionné. Chaque semaine en avril, le total de la circulation s'est accru de 5 à 600 milliards, en septembre de 2.000 milliards.

Cette inflation a scandaleusement enrichi de peu scrupuleux industriels et d'autres profiteurs; par contre elle a accru dans une mesure effroyable le prix de toutes les choses nécessaires à la vie; d'où des scènes de pillage et des émeutes dans toutes les parties du Reich.

D'autre part, privés de la Ruhr, les Allemands ont dû acheter à l'étranger dans des conditions ruineuses les éléments principaux de leur ravitaillement : 75 millions de marks or par mois pour les charbons, 130 pour les minerais et les vivres. Comme la balance

commerciale du Reich est débitrice, on a fait donner l'encaisse or de la Reichsbank : elle a été volatilisée.

Enfin, malgré la carence des agents de chemin de fer allemands, la vie économique n'est pas complètement arrêtée dans les territoires occupés. La régie franco-belge des chemins de fer, avec un effectif six fois plus faible que l'effectif normal et dont les trois cinquièmes ne connaissent pas le réseau, réussit à assurer, dans une proportion restreinte il est vrai, le transport des voyageurs et des marchandises sur les lignes principales. Et cela a stupéfait et inquiété le Gouvernement du Reich qui n'entend favoriser à aucun prix l'esprit séparatiste.

Les populations des territoires occupés, exposées à recevoir des coups des deux côtés, se rendent compte que les Alliés sont décidés à aller jusqu'au bout et appellent la fin de la résistance allemande, dont elles sont pour la plupart les innocentes et les plus grandes victimes.

Le Gouvernement Cuno a perdu la bataille économique de la Ruhr; li n'a plus qu'à disparaître (10 août).

Le Gouvernement Stresemann qui lui succède se rend compte qu'il faut cesser immédiatement la course à l'abîme, qu'il est impossible de continuer à financer la lutte économique dans la Ruhr et dans la Rhénanie. Le 26 septembre, le Président Ebert, dans une proclamation au peuple allemand, reconnaît la nécessité de cesser la résistance. Le 28, le gouvernement du Reich abroge les ordonnances de résistance passive et autorise la reprise des prestations libres en nature, suspendues par une ordonnance du 13 janvier.

Les gros industriels de la Ruhr, n'étant plus secourus par le Reich, prennent contact avec les autorités alliées et demandent des instructions à Berlin. Voici le texte de la lettre adressée par Hugo Stinnes au chancelier du Reich le 7 octobre 1923 :

« Je me réfère à l'entretien que j'ai eu avec vous et M. von Maltzahn sur les mesures à prendre dans l'Ouest.

« Les représentants de l'industrie charbonnière rhéno-westphalienne sont désireux de connaître mardi après-midi la décision de principe du Gouvernement allemand sur le point de savoir si le Gouvernement, en ce qui concerne les négociations avec la France, veut lui-même, en entamant par exemple des pourparlers immédiats avec la C. D. R., conclure les arrangements nécessaires au sujet des territoires occupés, ou s'il veut laisser aux représentants de ces territoires, en particulier à ceux de l'industrie charbonnière rhéno-

westphalienne, le soin de conclure un *modus vivendi* avec les puissances d'occupation pour assurer dans la mesure du possible l'alimentation de la population et l'existence des entreprises.

« Ceci posé, une réponse aux questions suivantes est pour nous nécessaire :

« 1. Le Gouvernement allemand est-il prêt à payer les charbons et autres matériaux réquisitionnés, y compris les frais de chargement et à autoriser les mines et usines à conclure à ce sujet des accords aussi favorables que possible avec les autorités d'occupation ?

« D'après les déclarations reçues, les mines, à l'exception du petit nombre qui ont été prises en régie, seraient en ce cas libérées par l'occupation.

« 2. Le Gouvernement est-il prêt à rembourser aux mines les versements en acompte demandés par les Français pour les impôts sur le charbon et à autoriser les mines à conclure pour le paiement des reliquats, des accords aussi favorables que possible ?

« 3. Le gouvernement est-il en outre prêt à supprimer, avec effet rétroactif ou tout au moins avec application immédiate, le K. S. d'une façon générale et en particulier dans les territoires occupés afin de créer pour les négociations avec les autorités d'occupation une base qui ne rende pas absolument impossible la reprise de l'exploitation charbonnière et de l'activité économique en général dans l'Allemagne occupée et non occupée ?

« 4. — Le Gouvernement est-il prêt à rembourser aux mines les charbons livrés au titre des réparations, dans toute la proportion des prestations que les mines seront obligées de convenir avec la C. D. R. ?

« 5. Le Gouvernement accepte-t-il la priorité des livraisons aux territoires occupés conformément aux dispositions des autorités d'occupation.

« 6. Le Gouvernement accepte-t-il la suppression du Commissariat du Reich pour les charbons et de la loi sur le régime des charbons d'une façon générale et pour les territoires occupés, de sorte que les représentants des mines puissent conclure des accords avec les autorités d'occupation indépendamment du Syndicat des charbons et du Reichskohlenkommissar ?

« 7. Le Gouvernement accepte-t-il que la commission élue à l'unanimité par l'industrie du charbon, composée de MM. Janus, Klöckner, Lübsen, von Velsen, Vögler, H. Stinnes, éventuellement complétée pour le bassin de lignite rhénan par M. le Dr Silverberg, en-

gage avec les autorités d'occupation les négociations qui pourront être nécessaires?

« 8. Le Gouvernement accepte-t-il que cette commission ou certains de ses membres mandatés entrent immédiatement en contact avec M. Tirard et de nouveau avec M. le Général Degoutte afin de préciser les autorités et les conceptions qui peuvent être considérées actuellement en France comme ayant un caractère officiel?

« 9. Quelle attitude doit observer l'industrie charbonnière rhénanesphalienne vis-à-vis de la régie des chemins de fer? Dans quelle mesure est-il désirable qu'elle favorise la transformation rapide de la régie en une gérance et cherche à obtenir sur celle-ci de l'influence, soit pour le Reich, soit pour la Prusse, ou pour la Rhénanie et la Westphalie?

« 10. Pouvons-nous compter sur le bienveillant appui du Gouvernement pour :

a) Réaliser la prolongation jusqu'à 8 h. 1/2 de la durée du travail dans les territoires occupés et non occupés?

b) Supprimer immédiatement les ordonnances de démobilisation et les dispositions qui ont été prises à l'occasion de l'occupation de la Ruhr en ce qui concerne le congédiement d'ouvriers et d'employés?

« Je prends la liberté d'attirer votre attention sur le fait que la situation monétaire des entreprises est en partie extrêmement critique. »

Le Chancelier du Reich répond le 12 octobre :

« A votre lettre du 7 octobre je réponds en mon nom et en celui du Gouvernement ce qui suit :

« Comme vous le savez, le motif déterminant qui a fait cesser la résistance passive a été *la détresse financière du Reich* qui lui rendait impossible de continuer, même pour peu de temps, à financer cette résistance. Cette situation financière nous impose encore actuellement l'orientation à donner à nos décisions. Dans le pressant désir d'alléger pour la vie économique des pays occupés le poids des difficultés qui ont résulté pour elle de la lutte soutenue par l'Allemagne tout entière, le Gouvernement a encore mis au compte du Reich, pour une période de transition, la charge des crédits et des allocations que vous connaissez et qui ont reçu une limitation définitive. Il a pris cette mesure bien qu'elle soit de nature à compromettre la situation financière du Reich. Malheureusement il est impossible de faire plus. Nous luttons actuellement pour l'exis-

tence même du peuple allemand : tout doit être subordonné à cette tâche.

« C'est pourquoi il ne nous est pas possible de financer comme précédemment les livraisons pour les réparations. Le paiement ne peut se faire par le moyen jusqu'ici employé de l'émission de papier monnaie. L'Allemagne pourra-t-elle recevoir un emprunt international? La question n'est pas encore élucidée. La dépréciation du mark ne poursuit à une allure folle. Nous avons rapporté l'ordonnance du 13 janvier qui interdisait les livraisons au titre des réparations et nous avons montré par là que nous étions prêts en principe à reprendre les livraisons en nature quand la situation financière du Reich le permettrait. Pour l'instant, on ne saurait envisager cette possibilité. Le Gouvernement du Reich ne peut donc assurer vis-à-vis de vous et de vos amis aucune garantie, ni pour le paiement du charbon livré au titre des réparations, ni pour le charbon réquisitionné, ni pour le remplacement des sommes versées pour le Kohlensteuer. »

« Par contre, le Gouvernement avant même l'abandon de la résistance passive, s'est occupé de savoir si la situation économique générale n'exigeait pas la suppression du K. S. Les prix du charbon sont la base même de toute la vie économique. Il est nécessaire de les faire diminuer aussi bien pour le charbon industriel que pour le charbon domestique. *Aussi le Gouvernement du Reich est-il résolu à supprimer le K. S., mais il met comme condition à sa décision l'abaissement des prix du charbon dans la mesure et sous la forme que vous savez.*

« La situation créée aux mines des territoires occupés par le nouvel état de choses détermine le Gouvernement du Reich à admettre une très grande liberté aux entreprises. Pour permettre aux mines de conclure des contrats de livraison pour toutes les quantités de charbon demandées par les puissances occupantes, le Gouvernement allemand autorise le Syndicat des charbons à disposer des quantités nécessaires à cet effet. Le Reichskohlenkommissar n'interviendra pas dans ces livraisons. Dans la question de savoir quelles quantités de charbon reviendront aux territoires occupés et quelles quantités pourront être expédiées en territoire non occupé, il faut éviter de conclure des arrangements qui lieraient le Gouvernement. Cette question doit être un sujet à débattre ultérieurement entre Gouvernements. On ne peut attendre du Gouvernement qu'il déclare accepter d'avance des stipulations des autorités d'occupation sans qu'il y

ait lui-même collaboré. Comme il n'y a pas actuellement de négociations entre Gouvernements sur ces questions, *le Gouvernement du Reich ne fait aucune objection à ce que les organisations économiques négocient de leur côté au sujet de l'activité économique et mandent pour cela leurs hommes de confiance*. Toutefois le Gouvernement de son côté tient absolument à ce que ces négociations ou ces arrangements ne portent pas sur des questions qui intéressent les droits de l'Etat, en particulier les droits de souveraineté. Il est naturel qu'après la cessation de la résistance passive, l'industrie puisse se servir des chemins de fer de la régie, mais également évident que les représentants des organisations économiques ne doivent faire aucune déclaration pouvant laisser croire que l'économie s'associe à une opération enlevant au Reich les chemins de fer qui sont sa propriété.

« Enfin pour le règlement de la journée de travail, les dispositions légales du Reich sont seules valables. On n'ignore sans doute pas qu'une nouvelle réglementation de la journée de travail est envisagée dans un avenir proche. »

Maintenant les grands industriels sont fixés; le Gouvernement les laisse s'arranger avec les autorités alliées, toutefois il supprime le K. S. par ordonnance du président du Reich du 13 octobre sur l'économie charbonnière.

Le premier article de cette ordonnance autorise le Ministre de l'économie publique du Reich à abaisser sans formalité préalable les prix des combustibles au-dessous des taux fixés par la Reichskohlenverband. Cette formalité consistait d'après le paragraphe 112 du règlement d'administration publique en date du 21 août 1919 sur l'économie charbonnière, à consulter le Reichskohlenrat et le Reichskohlenverband. L'article répond à la sixième question de la lettre d'Hugo Stinnes au chancelier.

Le deuxième et dernier article supprime le K. S. à dater du 15 octobre 1923, en abrogeant la loi du 20 mars 1923.

Cette suppression était nécessaire, prétendaient les Allemands, pour permettre aux industriels de la Ruhr de discuter avec les autorités d'occupation; elle ne s'imposait pas moins du jour où les prix des charbons allemands, impôt compris, avaient dépassé les prix mondiaux. Au 1^{er} octobre en effet les prix de vente (impôt compris) avaient atteint pour les charbons du bassin rhénan-westphalien, 38 marks or par tonne de tout venant gras, 51 marks or par tonne de charbon gras en morceaux, entre 55 et 67 marks-or par tonne

de coke. Des prix aussi élevés constituaient une charge intolérable non seulement pour les industriels exportateurs mais pour la vie économique allemande tout entière.

D'ailleurs, le K. S. au moment où il fut supprimé, n'occupait plus dans l'ensemble des recettes fiscales du Reich le rang qu'il possédait autrefois, le fait étant dû en partie à l'efficacité de nos mesures de pression dans la Ruhr. Le rendement mensuel était tombé de 15 millions de marks or (moyenne 1922-1923), à 3 millions en juin 1923, 2 millions en juillet et 600.000 marks or en août. Le pourcentage que représentait ce rendement par rapport à l'ensemble des recettes fiscales du Reich tombait ainsi de 12 0/0, moyenne de l'exercice 1922-1923, à 1 0/0, moyenne des cinq premiers mois de l'exercice 1923-1924, et à 0,5 0/0 si l'on considérait le seul mois d'août 1923.

Par contre la suppression du Kohlensteuer sur tout le territoire allemand allait rendre plus difficile la reprise de la vie économique dans la Ruhr, où l'impôt subsistait par la volonté des Alliés (1). Le Gouvernement du Reich espérait peut-être par là nous forcer à diminuer nos prétentions et nous déconsidérer aux yeux des populations des T. O. Il semble qu'il aurait pu concilier son intérêt et le nôtre en abaissant notablement le taux de perception de l'impôt sans le supprimer tout à fait, tout au moins dans les premiers mois.

L'ordonnance de suppression du K. S. avait suivi de neuf jours l'abrogation de l'ordonnance du 24 février 1923, constituant le syndicat rhénan-wesphalien des houilles débiteur principal du K. S. pour la production de son district. Pour les versements à faire au Reich du 1^{er} au 15 octobre, l'impôt était donc dû directement par les mines.

C'est dans ces conditions que les industriels allemands du charbon entrèrent en négociations avec la M. I. C. U. M. au sujet de la reprise de l'activité économique. Le Bergbauverein délégua une commission de six membres, représentant environ 80 0/0 de la production charbonnière de la Ruhr, qui reçut pendant les cinq semaines que durèrent les négociations des directives de Berlin. Dans l'intervalle d'autres industriels (Wolf, Carp) entrèrent directement en relations avec la M. I. C. U. M. et signèrent avec elle, en octobre,

1. La mise en application dans les territoires occupés de l'ordonnance allemande supprimant le Kohlensteuer fut autorisée le jour même où la M. I. C. U. M. cessa ses perceptions (15 septembre 1924).

des accords particuliers, sans en référer au préalable au Gouvernement du Reich. Ces accords concernaient 23 mines, appartenant aux Konzerns Becker, Krupp, Phoenix et Rheinische Stahlwerke. On appela les mines qui avaient fait leur accord avec la M. I. C. U. M. avant le 2 novembre, *mines anciennement soumises*, par opposition aux mines représentées par la commission des six, baptisées *mines du Mantelvertrag*.

Dans chacun de ces accords particuliers avec les mines anciennement soumises, trois points étaient envisagés au sujet du Kohlensteuer.

1. *Acompte sur le K. S. arriéré.* — Etait exigé en principe le montant de la taxation d'office pour les Konzerns, à la rigueur la moitié pour les mines pures. Cet acompte payable en devises, devait être versé de suite avant la remise de tout carnet de laissez-passer : à la rigueur, la moitié de suite, l'autre moitié huit jours après.

2. *Montant du K. S. arriéré.* — A fixer définitivement par la commission des remises, qui pouvait dégrever de la majoration de 50 0/0 prévue par l'arrêté 54. On ne devait pas descendre au-dessous du 1/4 des taxations d'office pour les Konzerns, du 1/5 pour les mines pures. Sursis de paiement accordé.

3. *Kohlensteuer futur.* — En principe impôt de 40 0/0 des prix à la mine soit 2/7 des prix de vente, payable en devises, fixé en marks or d'après déclaration. A la rigueur impôt de 30 0/0 pour les mines pures, de 25 0/0 pour les lignites, sur décision de la commission des remises.

Une note du président de la M. I. C. U. M. en date du 6 novembre décida d'appliquer aux mines soumises le taux d'impôt de 10 francs par tonne de charbon ou de briquettes de lignite, de 3 francs par tonne de lignite cru à partir du 1^{er} octobre.

Les mines s'engageaient en outre à reprendre immédiatement leurs livraisons de réparations. Elles devaient accepter le contrôle de la M. I. C. U. M. Elles pouvaient vendre librement leur production fraîche de sous-produits, moyennant le versement des 2 0/0 nécessaires pour l'obtention des laissez-passer.

Quant aux mines du bassin d'Aix-la-Chapelle, Eschweiler Sophia-Jacobia, etc... et du bassin de Düren : Lücherberg, Zukunft, elles étaient en règle depuis plusieurs mois avec la M. I. C. U. M. et avaient alors reçu des carnets de laissez-passer A.

TROISIÈME PARTIE

LA PÉRIODE DES ACCORDS

(23 novembre 1923 - 1^{er} septembre 1924)

CHAPITRE PREMIER

LES DISCUSSIONS DE NOVEMBRE ENTRE LA M. I. C. U. M. ET LA COMMISSION DES SIX

Deux périodes sont à considérer dans ces discussions : jusqu'au 12 novembre, il n'est question que des clauses techniques de l'accord à intervenir, et les points de vue d'abord fort divergents arrivent à se concilier. Du 12 au 23 novembre, on se bat à propos de l'article 17; il s'agit de l'inscription au crédit de l'Allemagne dans le compte des réparations des paiements et prestations résultant des saisies faites par les Alliés dans la Ruhr. L'insertion de cette clause politique dans un accord avant tout économique faillit faire échouer les négociations.

1^{re} PÉRIODE

Séance du 17 octobre. — La commission des six se présente avec le point de vue suivant: il est impossible de livrer gratuitement du charbon de réparations (puisque le Reich ne peut plus financer les livraisons) et de payer le K.S. Elle propose de donner à l'Entente 16 0/0 de la production de la Ruhr, mais se déclare dans l'impossibilité absolue de payer le K. S. arriéré ou futur.

Les représentants de la M. I. C. U. M. refusent de discuter ces propositions et exposent les vues des autorités d'occupation, à savoir qu'il est parfaitement possible aux mines de la Ruhr d'assurer à la fois la livraison gratuite des charbons de réparations et le paiement d'un Kohlensteuer.

Séance du 26 octobre. — Propositions allemandes. — 1. K. S. arriéré. — La commission des six remet à la M. I. C. U. M. les documents du Kohlensyndikat de Hambourg contenant les chiffres comptables relatifs aux stocks des mines de la Ruhr occupées et au K. S. versé au Reich. Elle fait remarquer que le K. S. de la M. I. C. U. M. n'est pas établi conformément aux lois et règlements du Reich. Il lui est répondu que cet impôt a été en effet évalué forfaitairement, mais seulement après constatation du refus opposé par les mines d'effectuer les déclarations prévues par les lois allemandes comme par les arrêtés français. La commission des six demande que l'on établisse le K. S. arriéré en partant des chiffres qu'elle a fournis.

2. Charbon de réparations. — Les Allemands proposent de livrer gratuitement 16 0/0 du tonnage extrait.

3. K. S. futur. — Les industriels proposent de payer la redevance suivante : les mines établiront le prix de revient effectif du charbon, y ajouteront 20 0/0 pour l'amortissement du matériel et les travaux neufs. Le prix total ainsi déterminé sera comparé au prix du charbon anglais départ mine (environ 94 francs belges). Si le charbon allemand est moins cher, les alliés recevront $\frac{1}{5}$ de la différence pour les mines pures, $\frac{1}{4}$ pour les mines, cokeries et les mines usines.

Contre-propositions de la M. I. C. U. M. — 1. K. S. arriéré. — La M. I. C. U. M. est disposée à déterminer la valeur définitive de cet impôt en partant des chiffres forfaitaires, mais en tenant compte de ceux qui ont été fournis par la commission des six et des possibilités financières des entreprises. Le paiement en sera effectué en devises.

2. Charbon de réparations. — La M. I. C. U. M. demande un tonnage ferme et non pas un pourcentage de la production. Stinnes répond que si l'accord est conclu, les ouvriers consentiront à travailler 8 h. $\frac{1}{2}$, la production de la Ruhr augmentera de 20 0/0 et les 16 0/0 indiqués atteindront largement le programme de la C. D. R. fixé en tonnage.

3. K. S. futur. — Le taux de 40 0/0 est fixé provisoirement ; mais on envisage une réduction provisoire pour la durée de l'accord et des sursis de paiement.

Séance du 30 octobre. — 1. K. S. arriéré. — Les Allemands soutiennent que les sommes versées dans la caisse du Reich au titre du K. S. du 11 janvier au 30 septembre 1923 sont celles qui auraient

été effectivement touchées par les Alliés, s'il n'y avait pas eu de résistance passive. Il paraît donc légitime de prendre cette somme pour base de discussion. Ils offrent en conséquence de verser aux Alliés 9,5 millions de dollars.

La M. I. C. U. M. évalue les taxations forfaitaires y compris les 50 0/0 d'amende à une somme de 82 millions de dollars. Pour elle, une somme de 25 millions de dollars constitue un minimum légitimement exigible, ce total comprenant l'impôt réclamé aux Konzerns ayant déjà signé un accord. Des sursis de paiement pourraient être accordés. D'ailleurs sur le total demandé, 2 millions de dollars seront payés par la réalisation des saisies effectuées au titre du K. S., 2 autres millions seront fournis par les Konzerns ayant signé un accord avec les Alliés (Phoenix et Rheinische Stahwerke).

2. Charbon de réparations. — Le programme de la C. D. R. est de 1.350.000 tonnes par mois. En calculant suivant des procédés différents, les Allemands estiment que ce chiffre correspond à 16 0/0 de l'extraction, les Alliés trouvent 18,5 0/0. On se met d'accord sur l'idée de la création d'un office de compensation entre les mines.

3. K. S. futur. — Les Allemands insistent sur leur dernière proposition (pourcentage de l'écart). La M. I. C. U. M. demande une redevance fixe par tonne extraite.

Après une suspension de séance de deux heures, M. Vögler au nom de la commission des six, expose les conditions extrêmes que les Allemands pourraient accepter.

1. K. S. arriéré. — Les mines pures verseront 20 0/0 du total réclamé par la M. I. C. U. M., amende de 50 0/0 comprise. Cette fraction est portée à 25 0/0 pour les mines usines. Un acompte de 10 0/0 sera versé le jour de la signature du contrat; le solde sera payé au moyen d'une traite à six mois.

Des sommes à payer seront déduites la valeur des stocks enlevés et vendus au titre du K. S. et celle du charbon fourni à la régie.

Le paiement en coupures or du Reich et en charbon sera mis à l'étude.

Le total à payer atteint 15 millions de dollars.

2. Réparations. — Le pourcentage prélevé à ce titre varie de 16 à 18 0/0, suivant des modalités à déterminer par une commission de techniciens.

Les livraisons à l'Italie ne sont pas comprises dans le pourcen-

tage à condition que le Reich continue à payer aux mines le charbon qui lui est destiné.

3. K. S. futur. — Les Allemands proposent de verser 10 francs français par tonne vendue, les modalités de paiement restent à déterminer et notamment le paiement en nature ou en coupures-or allemandes.

Les délégués de la M. I. C. U. M. acceptent le principe de ces propositions; ils acceptent également dans le but de faciliter la reprise du travail :

1° Que les usines puissent disposer des stocks de charbon actuellement saisis à condition de restituer une quantité égale de charbon frais, et de payer le K. S. courant sur ces stocks.

2° Que les stocks métallurgiques saisis au titre du K. S. soient libérés dès que le paiement du K. S. arriéré aura été effectué.

Dans des séances postérieures on règle encore un certain nombre de points; au sujet des taxes de licences et dérogations, dont les Allemands voudraient la suppression, on décide d'abaisser ces taxes au huitième de leur valeur tant que la production restera inférieure à la moitié de la production normale. La M. I. C. U. M. s'engage à renoncer aux saisies aussitôt la signature du contrat. Le chiffre de 12 0/0 est fixé comme représentant la consommation propre des mines (exempté par conséquent de K. S.). Le coke est taxé au même chiffre que le charbon (auparavant le rapport de taxation était de 4/3). Les sous-produits enlevés depuis le 11 janvier sont tous comptés au titre réparations.

Le 12 novembre à 20 h. 30 un communiqué de presse annonce que l'accord est réalisé sur les points essentiels, et que l'on espère arriver à un accord définitif le surlendemain.

2^e PÉRIODE DES NÉGOCIATIONS

Dans cette séance du surlendemain 14 novembre, tout est remis en question à propos de l'article 17 de l'accord, pour lequel la M. I. C. U. M. propose la rédaction suivante :

« Les mines pourront s'adresser au Reich pour les indemnités
« auxquelles elles peuvent prétendre en raison des saisies opérées
« au titre des réparations, livraisons à l'armée ou prestations en
« nature. La M. I. C. U. M. remettra les reçus correspondants
« avec l'indication du titre auquel les produits auront été saisis
« ou seront ultérieurement livrés. »

Le comité des six, qui avait reçu la veille des instructions de Berlin, s'oppose à la rédaction de cet article et demande à la M. I. C. U. M. d'accepter sans réserves que les paiements et prestations effectuées par les industriels de la Ruhr soient portés au crédit de l'Allemagne dans le compte des réparations, le Reich se refusant à rembourser aux industriels des prestations effectuées à d'autres titres (K. S. arriéré ou futur, livraisons à l'armée, etc...).

La modification de l'article lui donnait un caractère politique engageant la commission des réparations et susceptible de remettre en question toute la politique de saisie de gages suivie par les alliés depuis le mois de janvier.

Il était inadmissible que les dépenses de l'occupation ne nous fussent pas remboursées, et que les Alliés fissent de la sorte les frais de la résistance passive, voulue et ordonnée par le Reich.

Les pourparlers furent rompus. Entre temps les industriels menaçaient de licencier les ouvriers. Ils annonçaient faussement que les autorités alliées exigeaient le rétablissement de la journée de dix heures. Ils parlaient de prononcer le lock-out pour le 30 novembre. Ils cherchaient ainsi à dresser les ouvriers contre les autorités alliées et à exercer sur elles une pression par la menace de désordres qui auraient entraîné un chômage général. La réponse fut prompte : démenti au sujet de la journée de dix heures ; saisie de trois nouvelles mines ; interdiction du lock-out.

Le 21 novembre, sous cette énergique pression et devant l'attitude de leurs ouvriers qui demandaient la prise en régie de toutes les mines, les industriels demandèrent la reprise des négociations et se mirent d'accord avec la M. I. C. U. M. sur le texte définitif de l'article 17. Ce texte correspondait à une transaction.

La C. D. R. inscrivait au crédit de l'Allemagne au compte réparations dans les conditions fixées par le traité de paix la valeur de tous les produits enlevés ou fournis au titre des *réparations*, c'est-à-dire que les Gouvernements français, belge et italien communiqueraient à la C. D. R. les fournitures faites conformément au programme établi par la C. D. R. ou conformément aux accords de réparations tels que l'accord de Wiesbaden homologués par elle.

Conformément au traité de paix, la C. D. R. inscrirait la valeur de ces prestations au crédit de l'Allemagne, en se conformant aux stipulations de l'article 251 du dit traité, qui donne priorité au coût des armées d'occupation sur les réparations.

Quant aux taxes perçues ou à percevoir par les Gouvernements français et belge dans les territoires occupés *en dehors des produits de réparations*, elles seraient versées à la caisse des gages. Ces taxes serviraient à rembourser les dépenses d'exploitation des gages et le solde net de la caisse serait versé à la C. D. R., conformément aux dispositions du traité.

Plus rien ne s'opposant désormais à la conclusion de l'accord, les industriels donnaient leur signature le 23 novembre au bas du Mantelvertrag. Il était valable jusqu'au 15 avril sous les réserves de l'article 1^{er} et ne préjugait en rien du règlement final des réparations.

CHAPITRE II

LES ACCORDS AVEC LES INDUSTRIELS

1. — LE MANTELVERTRAG (23 novembre)

Il comprend 21 articles et 5 annexes. Les articles règlent les questions du K. S. arriéré, de la redevance future sur les charbons, des livraisons au titre des réparations.

L'annexe 1 renferme la liste des mines de charbon ayant fait leur accord avant le 2 novembre 1923 (*mines anciennement sou-mises*).

L'annexe 2 indique pour les livraisons de charbon le calcul du pourcentage applicable jusqu'au 15 janvier et les tonnages définitifs à livrer après le 15 janvier.

L'annexe 3 décrit les conditions générales de réception des combustibles livrés par les mines au titre des réparations.

L'annexe 4 indique les prix de vente nets approximatifs des produits saisis, c'est-à-dire les sommes qui seront versées à la caisse des gages et portées au crédit des Konzerns à leur compte de K. S. (donc déduction faite des frais de déstockage, transport et douane).

L'annexe 5 donne la liste des marchandises libres à l'entrée de l'Allemagne non occupée.

Voici les principaux articles de l'accord :

ARTICLE PREMIER. — « ... Il est convenu que les conditions du présent accord ne seraient plus valables si 80 0/0 (pourcentage calculé sur la production brute de charbon de 1921) des mines n'acceptaient pas dans un délai de *dix jours* toutes les clauses figurant dans l'accord.

« Il est entendu qu'immédiatement après la signature de ce accord des contrats particuliers interviendront avec chaque mine ou chaque Konzern, mais devront être respectées les clauses du présent accord. »

Le 6 décembre, toutes les mines de la Ruhr et de la région de Mörs représentant 95 0/0 de la production du bassin, s'étaient soumises, sauf Mont Cenis, à capital anglais, et Mansfeld qui devait céder huit jours plus tard. Elles signèrent leurs accords particuliers avec la M. I. C. U. M., représentée par des agents du S. I. C. jusqu'au milieu du mois de décembre.

ARTICLE 2 (Kohlensteuer arriéré). — « Les mines qui ont acquitté le montant du K. S. relatif aux mois d'octobre, novembre et décembre 1922 dans les caisses du Reich avant la 20 janvier 1923, seront dégagées de toutes obligations pour cette période; elles devront faire la preuve à la M. I. C. U. M. de leurs versements dans les caisses du Reich.

« Le montant exact du K.S. arriéré à payer par les mines à la M. I. C. U. M. sera déterminé par la commission des remises, et limité jusqu'au 1^{er} novembre, *au 1/5 ou au 1/4 des évaluations forfaitaires, y compris les amendes*, suivant qu'il s'agit de mines pures ou de mines affiliées à un Konzern métallurgique, le coefficient de réduction sera échelonné entre 3/4 et 4/5 pour tenir compte de l'importance relative des usines métallurgiques dans chaque Konzern, *le total des sommes à payer pour la période s'étendant jusqu'au 31 octobre sera de l'ordre de 15 millions de dollars* pour l'ensemble des mines n'ayant pas encore fait leur accord avec la M. I. C. U. M.; ce chiffre ne sera pas dépassé.

Du montant ainsi fixé pour chaque mine ou Konzern *sera déduit le produit net de la vente des objets enlevés au titre du K.S.* (produits métallurgiques, charbons livrés à la régie, sous-produits enlevés dans les mines, scories Thomas, bois de mines, etc...) à l'exclusion des produits enlevés à d'autres titres (au titre des réparations ou des prestations en nature).

« 10 0/0 du montant du K.S. arriéré seront exigibles dans les quinze jours de la signature de l'accord qui interviendra avec chaque mine ou chaque Konzern. Le reste sera payable en traites échelonnées de deux à six mois acceptées ou avalisées par des banques ou firmes agréées par la M. I. C. U. M. Le montant des traites aux différentes échéances ne sera pas obligatoirement uniforme : il sera déterminé par la commission des remises qui pourra dans certains cas reporter les paiements les plus importants sur les dernières échéances.

« Exceptionnellement pour un nombre limité de mines pures pour lesquelles il serait démontré qu'elles ne disposent pas de crédits

suffisants, il pourra être envisagé que ces traites soient remplacées par un autre mode de paiement, comme par exemple des obligations or réalisables.

«A titre tout à fait exceptionnel également, il pourra être accordé à certaines mines pures des délais de paiement supérieurs à six mois. »

Le principe de cet article avait été arrêté entre la commission des six et les représentants de la M. I. C. U. M. dès le 30 octobre.

ARTICLE 3 (redevance future sur le charbon). — « Provisoirement jusqu'au 31 décembre 1923 (échéance du 15 janvier 1924) la redevance sera fixée à 10 francs français par tonne de combustible vendue en Allemagne occupée ou vendue ou expédiée en Allemagne non occupée (étant entendu que le taux ne dépassera pas 8/3 de marks or sur la base de 1 dollar = 4,20 marks or); seront comprises dans les ventes les expéditions aux usines affiliées aux mines. Une fois cette redevance payée, ni ces combustibles, ni le gaz et l'électricité, ni les transports intérieurs des mines et des Konzerns dans les territoires occupés ne seront plus frappés d'aucune taxe quelconque. *La consommation intérieure des mines, y compris le Depulatkohle est exempte de toute redevance.*

« En ce qui concerne la consommation intérieure des mines, recevant de la vapeur ou de la force motrice d'une usine voisine ou de tiers, le tonnage de charbon qui sera considéré comme consommation intérieure de la mine et exempt par suite de toute redevance, sera évalué dans chaque cas par la M. I. C. U. M. après étude spéciale faite, d'accord avec la mine, à un taux qui d'une manière générale sera voisin de 12 0/0 de la production. La redevance sera exigible le 15 de chaque mois pour le mois précédent, en francs français ou en contre-valeur agréés par la M. I. C. U. M.

« Les modalités de paiement de la redevance future seront déterminées ultérieurement. Exceptionnellement elles pourront comporter en partie des livraisons de charbon, de goudron ou de sulfate d'ammoniaque qui ne seront pas vendus en Allemagne si, comme il est prévu, leur tonnage reste faible.

« Le taux applicable à partir du 1^{er} janvier 1924 sera déterminé dans la première quinzaine de janvier après discussion avec les mines, et en tenant compte de la situation économique de la Ruhr. *Pendant la durée de cet accord, les charbons de réparations ne seront soumis à aucune taxe. Il en sera de même des charbons destinés à l'armée et aux services alliés.*

« Eventuellement la commission des remises pourra accorder des réductions de la redevance sur les combustibles en ce qui concerne les tonnages exportés à l'étranger pour tenir compte de l'état des marchés. »

Le taux de 10 francs par tonne était applicable aux charbons extraits depuis le 1^{er} novembre.

A partir du 17 décembre 1923, le taux de la redevance fut abaissé à 8 francs par tonne, l'Allemagne s'étant refusée à continuer à payer aux mines les livraisons de charbons de réparations à l'Italie et le tonnage à livrer gratuitement par les mines au titre des réparations ayant été fixé à 27 0/0 de la production utile des mines.

Le dernier paragraphe de l'article 3 fut appliqué aux charbons exportés en Hollande pour le compte de la Steenkohlenhandels-vereeniging :

La commission des remises dans une séance du 20 septembre avait fixé le taux de la redevance à 3 florins par tonne exportée pour la période du 20 septembre au 31 décembre 1923. Au mois de janvier 1924, la société hollandaise demanda, pour le mois de décembre et pour la période comprise entre la date du contrat de mines avec la M. I. C. U. M. et le 1^{er} décembre, à ne pas payer la redevance. Dans sa séance du 2 février 1924, la commission des remises saisie de la demande, décida de ristourner au crédit des mines intéressées pour le paiement de leur K. S. courant, pour les livraisons effectuées entre le 23 novembre et le 1^{er} décembre, la différence entre la redevance de 3 florins et celle de 10 francs, prévue par l'article 3 du Mantelvertrag.

L'établissement d'une taxe forfaitaire calculée en francs était fort critiquable. En cas de baisse du franc, ce qui du reste se produisit en mars 1924, le produit à attendre de l'impôt était diminué dans la même proportion. En seconde ligne il y avait une souveraine injustice à imposer au même taux une tonne de charbon extraite par une des grandes mines du nord du bassin, exploitant des veines riches et disposant d'un outillage perfectionné, et une tonne de charbon provenant d'une des petites mines du sud, ouvertes à l'exploitation depuis fort longtemps.

D'ailleurs dès le mois de janvier 1924, le service des mines étudiait un autre mode d'assiette du Kohlensteuer. D'après le projet qui fut retenu, les mines étaient classées en quatre catégories, d'après la valeur des charbons extraits et les conditions d'exploita-

tion. A ces quatre catégories correspondaient quatre taxes d'imposition en marks or par tonne vendue, le taux le plus élevé atteignant le double du taux le plus bas. Mais le projet ne fut jamais discuté avec la commission des six.

Le seul avantage du régime de l'accord du 23 novembre était la simplicité d'assiette.

Les mines avaient à remplir chaque mois une déclaration de redevance sur le charbon, conforme à un modèle arrêté de concert entre le service de l'impôt sur le charbon et la division des mines.

Ce modèle de déclaration différait du modèle édicté par les lois allemandes des 8 avril 1917, 8 avril 1922 en plusieurs points :

1. La cokerie était comprise dans la mine et l'impôt était payé sur le coke, non pas sur le charbon servant à le fabriquer.

2. L'impôt était fixé par tonne et non plus *ad valorem*.

3. Les innombrables cas de réduction d'impôt prévus par les anciennes lois allemandes étaient supprimés (sauf décision de la commission des remises pour les exportations).

Ce modèle était établi sur quatre pages, contenant respectivement les quatre parties — A, B, C, D — de la déclaration.

La partie A mentionnait la quantité de combustible vendu par la firme.

La partie B, renfermait, évaluée en tonnes, la quantité de combustible correspondant à l'énergie livrée à l'extérieur (énergie électrique, vapeur, gaz de four à coke). Les coefficients utilisés étaient ceux du fisc allemand.

La partie C servait à l'évaluation de la quantité de combustible correspondant à l'énergie reçue au dehors (énergie électrique, vapeur, gaz de four à coke, gaz de hauts fourneaux).

Dans la partie D étaient indiquées les quantités de combustible exemptées d'impôt aux trois titres : consommation intérieure de la mine, Deputatkohle, livraisons de réparations et livraisons à l'armée.

En fin de déclaration devait être effectuée l'opération : somme de la partie A + somme de la partie B — somme de la partie C. Le résultat donnait la quantité de charbon imposable, à laquelle on appliquait le taux du Kohlensteuer, 10 francs ou à partir du 1^{er} janvier 8 francs par tonne.

La déclaration de chaque mine ou Konzern devait parvenir pour chaque mois écoulé, en trois exemplaires, avant le 10 du

mois suivant au S. I. C. qui la transmettait pour vérification technique aux groupes d'ingénieurs de la M. I. C. U. M. La redevance était exigible dès le 15 de chaque mois pour le mois précédent.

ARTICLE 4 (livraisons au titre des réparations). — « En principe, à partir de la date à laquelle les livraisons des réparations devront être intégralement fournies, chaque mine livrera une quantité de charbon et de coke proportionnelle à son chiffre d'extraction utile ou à sa production de coke de 1921. Les quantités et les qualités à livrer à partir de cette date seront celles spécifiées au programme de la C. D. R. qui sera en vigueur à cette époque. Il est entendu que les mines du bassin d'Aix-la-Chapelle et de la zone de Cologne fourniront la part qui leur revient. Les mines du bassin de Mörs et de la partie occupée de la Ruhr auront la charge des livraisons prévues au programme comme devant provenir de la Ruhr...

Les signataires du présent accord s'engagent à reconnaître les accords qui seront passés avec les différents comptoirs.

La question de la taxe sur les sous-produits sera réglée en même temps d'une manière générale, *de façon que ces sous-produits ne la supportent qu'une seule fois au cours de leurs transformations successives dans les diverses usines de distillation.*

Il est entendu qu'il n'y aura aucun paiement de la part des autorités alliées pour les livraisons de réparations.

... Les frais de transport sur les embranchements particuliers et les frais de chargement en bateau seront remboursés par la M. I. C. U. M. aux mines, dans les conditions prévues par les contrats antérieurs avec le Reich, dans les cas où celles-ci pourront faire la preuve que le Reich supportait ces frais à la date du 1^{er} janvier 1923... »

Le pourcentage à fournir par les mines de la Ruhr fut fixé à partir du 1^{er} janvier jusqu'au 1^{er} septembre 1924 à 23 0/0 de leur production utile (total du tonnage vendu et du tonnage réparations).

La question de la taxe sur les sous-produits fut réglée entre la M. I. C. U. M. et les comptoirs de vente centralisant la production des sous-produits dans la Ruhr par un accord du 29 février 1924, homologué par l'arrêté 102 et l'ordonnance 252 que nous étudierons ultérieurement.

Quant aux frais de transport dont il est question à la fin de

l'article, la M. I. C. U. M. décida en mai 1924 de les imputer au crédit du K. S. courant.

ARTICLE 5 (livraisons pour la régie et les besoins des troupes). — « Les prix des combustibles livrés à la régie seront fixés par la M. I. C. U. M. par entente avec les mines. A défaut d'entente, la M. I. C. U. M. aura le droit d'imposer aux mines des fournitures à la régie dans la limite maxima de 15 0/0 de leur production; dans ce dernier cas, les prix sur wagons mines, y compris l'impôt que la régie paiera, et les conditions de paiement, seront provisoirement à qualités équivalentes, la moyenne de ceux de la Sarre, de la Belgique et de la France. »

ARTICLE 6. — « Les mines s'engagent à livrer contre bon de réquisition et sans paiement de la part des autorités alliées les tonnages nécessaires aux besoins des armées d'occupation et des services alliés. »

ARTICLE 7. — « Les livraisons de réparations et les fournitures à la régie, à l'armée et aux services alliés, devront en principe, être assurés de priorité. »

ARTICLE 8 (contrôle de la M. I. C. U. M.). — « Le contrôle des agents de la M. I. C. U. M. aura lieu conformément aux textes réglementaires. Le contrôle aura uniquement pour but de veiller à l'exécution des livraisons de réparations. En aucun cas, les agents de la M. I. C. U. M. n'interviendront dans les questions commerciales, ou dans la conduite technique des travaux.

Ils auront le droit de se rendre dans les mines, dans les gares, etc... et de se faire fournir tous documents statistiques ou autres nécessaires à l'accomplissement de leur mission. »

ARTICLE 11 (Propriété et libération des stocks). — « Les stocks de charbon et de coke constitués avec de la production fraîche extraite depuis le 1^{er} octobre sont la propriété des mines; les stocks anciens demeurent la propriété des autorités alliées.

Il pourra être laissé à la disposition des mines une fraction des stocks anciens de coke et de charbon déterminé par la M. I. C. U. M. afin d'assurer la reprise du travail; des tonnages correspondants de production fraîche de valeur équivalente, devront être livrés dans un délai de trois mois en supplément des tonnages de réparations.

La production fraîche de sous-produits sera à la disposition des mines, à l'exception des tonnages qui devront être livrés au titre des réparations en vertu des accords qui interviendront avec les différentes mines et comptoirs. »

ARTICLE 12. — « Les stocks de produits métallurgiques et de sous-produits de la houille, actuellement bloqués, seront libérés proportionnellement au montant des versements ou des garanties bancaires données en acompte du K. S. arriéré. Toutefois seront encore enlevés :

1^o Les produits saisis au titre du K. S. et ayant fait l'objet de marchés avec la M. I. C. U. M.;

2^o Les produits métallurgiques qui seront saisis au titre des prestations en nature. L'annexe indique tous les produits métallurgiques qui ont été ou qui seront saisis.

A partir de la signature du présent accord, aucune saisie ne sera plus faite dans les mines ou dans les konzerns. »

ARTICLE 14 (Licences et dérogations). — « Pour faciliter la reprise de l'activité des usines sidérurgiques il est entendu que tant que leur production n'atteindra pas 50 0/0 du chiffre correspondant de 1922, une remise de 7/8 sur le montant des taxes actuelles des licences et des dérogations sera accordée pour les produits qu'elles expédieront hors des territoires occupés.

L'établissement de l'échelle des taxes applicables dès que l'industrie aura repris son activité normale fera l'objet d'études ultérieures.

Dès maintenant sera envisagé un système tel que les licences puissent être accordées avec le maximum de rapidité. »

Voici maintenant le fameux article 17, relatif à l'inscription au crédit de l'Allemagne au compte réparations des combustibles et produits enlevés ou fournis au titre de l'accord.

ARTICLE 17. — « Jusqu'à l'expiration du présent accord la valeur déduction faite des frais de transport jusqu'à la frontière des pays destinataires des charbons cokes et sous-produits enlevés ou fournis en vertu du présent accord sera inscrite au crédit de l'Allemagne au compte réparations dans les conditions fixées par le traité de paix.

Il en sera de même pour tous autres produits qui ont été enlevés ou fournis ou bien qui seraient enlevés ou fournis au titre des réparations; sous réserve des droits de la commission des réparations, les taxes perçues ou à percevoir sont versées dans la caisse des gages : sans préjuger de la décision que prendra la commission des réparations à cet égard, les gouvernement français et belge prélèvent et continueront à prélever sur le disponible de la

caisse des gages, les sommes nécessaires au remboursement des dépenses nécessitées par l'opération de la Ruhr. »

La signification précise de cet article a été donnée plus haut.

L'article 18 concernait la prise en régie des exploitations.

« Aucune exploitation appartenant aux mines qui auraient réalisé des accords avec la M. I. C. U. M. ne sera prise en régie dans l'avenir, tant que les clauses du présent accord seront respectées. »

En ce qui concerne les exploitations prises actuellement en régie, la question de leur remise à la disposition des mines sera réglée par l'accord définitif à intervenir sur la question des réparations et subordonnée à l'accomplissement intégral des programmes de livraison de coke et de charbon de réparations.

De réelles garanties seront données par les mines pour que les ouvriers et employés ayant travaillé pour la régie ne soient pas menacés à l'avenir. »

Ces prises en régie avaient paru nécessaires à la M. I. C. U. M. du jour où les stocks de combustibles constitués par les industriels allemands au début de la résistance passive s'étaient trouvés presque complètement acheminés par les alliés en France et en Belgique au titre des réparations. Il fallait alimenter le courant de combustibles.

On avait commencé par l'exploitation de deux gisements de lignite à Liblar et Neurath au début d'août. En septembre, on avait attaqué l'exploitation des mines VICTOR et ICKERN (Konzern Klöckner) et en octobre celle de König Ludwig. A ce moment neuf cokeries étaient aussi exploitées directement par la M. I. C. U. M.

Il était naturel puisque les industriels allemands s'engageaient à reprendre les livraisons en nature, de décider qu'aucune mine nouvellement soumise ne serait prise en régie dans l'avenir.

Le Mantelvertrag était valable jusqu'au 15 avril 1924.

II. — ACCORDS AVEC LES MINES DE CHARBON DU BASSIN D'AIX-LA-CHAPELLE

Ces mines, au nombre de six, Carl Friedrich, Eschweiler, Nordstern, Carolus Magnus, Carl Alexander, Sophia Jacobia, faisaient partie des mines les plus anciennement soumises. Elles avaient

acquitté leur Kohlensteuer depuis plusieurs mois entre les mains de la M. I. C. U. M. et obtenu en échange des carnets de laissez-passer A. La commission des remises leur avait accordé des dégrèvements d'impôt.

Après la conclusion du Mantelvertrag, elles passèrent avec la M. I. C. U. M. des arrangements séparés valables jusqu'au 15 avril 1924.

Dans la forme, ces arrangements étaient entièrement analogues à ceux des mines de la Ruhr. Les charges avaient été seulement réduites pour tenir compte de leur situation économique plus difficile.

Comme les mines étaient soumises depuis longtemps, on avait également évalué avec bienveillance le montant de leur Kohlensteuer arriéré.

L'impôt sur le charbon était fixé à 9 francs par tonne de combustibles pour les ventes à dater du 1^{er} novembre; les charbons destinés à la consommation intérieure de la mine (y compris le Deputatkohle), aux livraisons de réparations et aux besoins de l'armée, n'étaient pas taxés.

La moyenne des obligations de réparations ressortait à 16,2 0/0 de la production nette, soit en évaluant à 10 0/0 la consommation intérieure de la mine, à 18 0/0 de la production utile jusqu'au 15 avril.

L'arrangement général conclu par les mines de la Ruhr liait les mines du bassin d'Aix pour tout ce qui n'était pas expressément prévu dans les accords séparés passés avec ces dernières.

III. — MINES DE LIGNITE

Parmi ces mines, les unes étaient affiliées au Braunkohlen Syndikat (B. K. S.) de Cologne, les autres ne l'étaient pas.

Les mines de la deuxième catégorie signèrent avec la M. I. C. U. M. un accord qui portait leur obligation de réparations à 70.000 tonnes de briquettes de lignite par mois jusqu'au 15 avril, l'impôt sur le lignite et sur les briquettes respectivement à 1 fr. 50 et à 6 francs par tonne vendue également jusqu'au 15 avril.

Le B. K. S. conclut le 29 décembre avec la M. I. C. U. M. un arrangement global, valable jusqu'au 15 avril, pour toutes les

mines de lignite de la province rhénane (rive gauche du Rhin) affiliées à ce syndicat.

1. La somme forfaitaire à payer pour le *K. S. arriéré* était fixée à 1. 100.000 dollars, dont devait être déduit le produit net de la vente de tous les objets enlevés au titre du *K. S.* Les mines affiliées au *B. K. S.* qui avaient déjà signé un accord spécial avec la *M. I. C. U. M.* ne participaient pas au paiement de forfait (mines anciennement soumises : Lücherberg, Zukunft, Düren). Un sixième de montant du *K. S. arriéré* était exigible comme acompte dans les quinze jours de la signature de l'accord; le reste était payable en neuf mois par traites échelonnées acceptées ou avalisées par des banques ou des firmes agréées par la *M. I. C. U. M.*

Le *B. K. S.* se chargeait de répartir lui-même entre les mines affiliées la charge des 1.100.000 dollars.

2. Une redevance de francs 6,50 ou de francs 1,50 était prévue à partir du 1^{er} décembre par tonne de briquettes ou par tonne de lignite livrée en Allemagne occupée ou expédiée en Allemagne non occupée. Les sommes qui auraient été versées directement par les acheteurs ou par le *B. K. S.* à la *M. I. C. U. M.* après le 30 novembre au titre du *K. S.* devaient être déduites de la somme due pour le mois de décembre.

La redevance était exigible le 15 de chaque mois pour le mois précédent en francs français ou en contre-valeur agréée par la *M. I. C. U. M.*

Le *K. S.* pour les quantités mises en stock avant le 1^{er} décembre étant compris dans la somme forfaitaire de dollars : 1.100.000, une quantité égale à celle se trouvant en stock au 1^{er} décembre était exempte de *K. S.*

Le taux applicable à partir du 1^{er} février 1924 devait être déterminé dans la première quinzaine de février en tenant compte de la situation économique.

3. Les livraisons de réparations étaient fixées à 90.000 tonnes de briquettes par mois dont une partie pouvait être prélevée sur les stocks pour les trois premiers mois et à 70.000 tonnes par mois à partir du quatrième mois. Venaient en déduction sur les tonnages précédents les quantités à fournir par les mines prises en régie (Liblar et Neurath) pour la durée où elles resteraient en régie.

Des conditions analogues à celles du Mantelvertrag réglaient

la question des fournitures à faire à la régie des chemins de fer et aux autorités alliées.

Il était prévu que les mines et exploitations prises en régie seraient remises dans le délai maximum *d'un mois*, moyennant accomplissement intégral du programme de livraisons de réparations.

CHAPITRE III

REORGANISATION DU SERVICE DE L'IMPOT SUR LE CHARBON

1. — DISCUSSIONS AVEC LES MINES

A la suite de la conclusion du Mantelvertrag (23 novembre) et de la soumission des mines, le service de l'impôt eut à discuter avec chaque mine les conditions de son accord particulier dans le cadre de l'accord général.

La partie la plus délicate des discussions était relative à la fixation du montant du K. S. arriéré dû. Il fallait successivement :

1° Exiger la preuve du versement au Reich de l'impôt des trois derniers mois de 1922.

2° Fixer le pourcentage à appliquer aux taxations d'office. Il y avait lieu de déterminer si la mine était une mine pure, ou quand elle était affiliée à un Konzern, si cette affiliation était directe ou indirecte. Le pourcentage variait d'un cas à l'autre du $\frac{1}{5}$ au $\frac{1}{4}$ des taxations d'office, amende de 50 0/0 comprise.

3° Faire une évaluation provisoire des produits saisis dans la mine.

4° Décider des modalités de paiement. Le nombre des traites fut généralement fixé à 6. Pour certaines mines pures, on accorda jusqu'à neuf mois de délai. Les traites devaient être en principe tirées sur une banque et acceptées par elle; les banques ayant exigé pour cette acceptation des sommes considérables, certaines firmes furent autorisées à tirer des traites les unes sur les autres (Groupe Lothingen), mais l'aval d'une banque ou à défaut le dépôt de Kuxes fut toujours exigé.

A titre *d'exemple*, voici le texte de l'arrangement conclu le 7 décembre entre le S. I. C. et le Konzern Klöckner.

Le Konzern Klöckner déclare accepter sans restriction les clauses

de l'arrangement provisoire conclu avec la M. I. C. U. M. par la commission des six.

Les clauses particulières au Konzern Klöckner sont les suivantes:

1. — *Kohlensteuer arriéré*

a) *Fixation :*

Impôt du 1 ^{er} octobre 1922 au 31 octobre 1923.....	2.166.360 dollars
Impôt d'octobre, novembre, décembre 1922 (preuve faite du paiement au Reich)	50.319 —
Impôt du 1 ^{er} janvier au 31 octobre 1923.....	2.116.041 dollars

Les mines Victor I/II, Victor III/IV et Ickern I/II étant en régie depuis le mois d'août, il y a lieu de réduire la somme ci-dessus de l'impôt afférent à ces 3 mines pour les mois d'août, septembre et octobre.

La production des mines du Konzern sur laquelle a été basé le Kohlensteuer est la suivante :

Victor.....	1.105.000 tonnes
Ickern.....	473.000 —
General.....	200.000 —
Soit au total.....	1.778.000 tonnes

L'impôt pour l'ensemble du Konzern est de, majoration comprise :

Août..... dollars	23.055,33
Septembre	258.222,60
Octobre	390.168,30
Total..... dollars	671.446,23

Et par suite la part correspondant à la production des mines en régie s'élève à :

$$\frac{671.446,23 \times 1.578}{1778} = 595.918 \text{ dollars}$$

En conséquence, le montant du K. S. arriéré à retenir est de :

$$2.116.041 \text{ dollars} - 595.918 = 1.520.123 \text{ dollars}$$

$$N/4 = 380.031 \text{ dollars}$$

$$\text{Intérêts } 10.031 \text{ dollars}$$

Le montant du K. S. arriéré est fixé octobre compris à :

$$370.000 \text{ dollars}$$

De cette somme il y a lieu de déduire la valeur des produits saisis suivant détail ci-après :

Charbon vendu à la régie	114 dollars	
5.000 tonnes de mitraille	700.000 francs	} 108.209 dollars
575 tonnes de benzol à 1.400 fr.	805.000 —	
696 tonnes de sulfate d'ammoniaque		
à 800 francs.....	476.800 —	
150 tonnes de goudron à 300 fr....	45.000 —	
	2.026.800 francs	
Soit au cours de 18,75.....	108.095 dollars	

L'impôt définitivement dû, octobre compris et toutes déductions faites par suite fixé à :

261.791 dollars

2. — Paiement

Le Konzern ne disposant plus actuellement que de la mine General le paiement sera effectué comme suit :

Acompte de 26.882 dollars versé avant le 20 décembre 1923 et 10 traites :

15.000 dollars à l'échéance du 20 janvier	1924
20.000 — — — 20 février	—
20.000 — — — 20 mars	—
20.000 — — — 20 avril	—
25.000 — — — 20 mai	—
25.000 — — — 20 juin	—
25.000 — — — 20 juillet	—
30.000 — — — 20 août	—
30.000 — — — 20 septemb.	—
35.000 — — — 20 octobre	—

La dernière traite comprenant 24.969 dollars de K. S. et 10.031 dollars d'intérêt des traites.

Il est convenu toutefois que dès la restitution des mines en régie, le mode de paiement des traites ci-dessus sera immédiatement remplacé par le suivant :

30.000 dollars à l'échéance du 20 janvier	1924
35.000 — — — 20 février	—
35.000 — — — 20 mars	—
40.000 — — — 20 avril	—
40.000 — — — 20 mai	—
60.000 — — — 20 juin	—

Ces traites seront remises à la M. I. C. U. M. avant le 20 décembre 1923. Elles seront tirées par la firme Klöckner Werke A. G. Ber-

lin sur la Rheinische Westfälische Klöckner Werke A. G. Duisburg, acceptées par elle, avalisées par la Banque Klöckner et C^o Duisburg et transmises à la M. I. C. U. M. par voie d'endossement.

L'évaluation des produits saisis au titre du K. S. ayant été déterminée d'une façon approximative, il est entendu que si le produit net des ventes, recouvrées par la M. I. C. U. M., est supérieur à l'évaluation provisoire, la différence sera portée au crédit du Konzern; dans le cas contraire elle sera inscrite à son débit.

La régularisation sera effectuée par voie de diminution ou d'augmentation de la première traite venant à échéance après le décompte de l'évaluation définitive.

II. — La consommation propre de la mine General sera déterminée par le Groupe de Bochum.

III. — Le détail des tonnages et des qualités de combustibles à livrer au titre réparations sera indiqué au fur et à mesure à l'O. H. S.

IV. — Le Groupe de Bochum préparera un accord au sujet du chargement du stock de la mine General par les soins de la mine.

V. — Les stocks de sous-produits enlevés depuis le 11 janvier seront portés au titre K. S.

2. — NOUVELLE ORGANISATION DES SERVICES

Les mines ayant accepté les clauses de l'accord général il n'y avait plus de raison de réglementer étroitement la circulation des combustibles.

Le 30 novembre, l'ordonnance 227 supprimait à partir du 1^{er} décembre le régime des laissez-passer pour les territoires anciennement occupés et régis par l'ordonnance 177 à l'exception d'une partie du cercle d'Erkelenz et des rives du Rhin; qui restaient soumises à des restrictions.

En particulier, les combustibles transportés par la voie du Rhin devaient être couverts, à partir du point de débarquement :

Par un laissez-passer B s'ils provenaient de l'étranger; il y avait aussi dans ce cas délivrance d'une licence d'importation.

Par un laissez-passer A s'ils provenaient du bassin de la Ruhr.

Un régime analogue fut appliqué dès le début de décembre aux combustibles du bassin de la Ruhr : liberté de circulation complète à l'intérieur du bassin, sortie libre vers l'Allemagne non occupée, licence d'importation pour l'entrée des combustibles étrangers,

laissez-passer B ou A pour les combustibles déparqués dans un port du Rhin, suivant qu'ils provenaient de l'étranger ou de la rive gauche.

Une instruction de l'armée du 3 janvier 1924 délia les dernières entraves apportées à la circulation du charbon et du coke :

ARTICLE 2. — L'entrée des combustibles d'origine allemande dans les territoires de la Ruhr et de la tête du pont de Dusseldorf est désormais libre et s'accomplira sans licence d'importation ni laissez-passer.

ARTICLE 3. — La circulation des combustibles sur les fleuves, les canaux ou à l'intérieur des ports est désormais entièrement libre.

Le gros travail nécessité par la délivrance des laissez-passer était suspendu. Il fallait donc organiser le S. I. C. sur de nouvelles bases.

A. — *Les bureaux d'impôt.* — Les Bureaux d'impôt — dont 2 étaient supprimés, Bonn et Krefeld — devenaient de simples organes de liaison entre le service et les mines. On leur conservait cependant l'assiette et le contrôle de la taxe sur les sous-produits de la houille. Mais à l'exception du Bureau d'Aix-la-Chapelle, qui percevait l'impôt sur le charbon des mines qui désiraient l'acquitter à Aix même, les 4 autres Bureaux : Düsseldorf, Ruhrort, Essen, Dortmund, ne devaient plus s'occuper du recouvrement des sommes dues. En étaient chargées *les caisses annexes de licences et dérogations* de Düsseldorf, Essen, Ruhrort et Dortmund.

On peut ainsi résumer leurs attributions :

a) *Attributions d'ordre général.* — Les bureaux assurent la liaison entre le service central et les mines.

Ils servent d'intermédiaire pour les paiements entre les redevables et les caisses annexes.

Ils renseignent les imposables sur la législation en vigueur. Dans ce but ils assurent le classement dans les archives du bureau des circulaires et notes de service à eux adressés.

Ils tiennent en outre la comptabilité des dépenses sur le registre prévu, conservent les duplicata des factures et adressent le 15 de chaque mois un état de prévision des dépenses.

b) *Impôt sur le charbon.* — Ils reçoivent et transmettent au service central des déclarations des mines. Ils en délivrent un reçu provisoire.

Ils reçoivent les rôles de K. S. et un double des avertissements aux firmes. Ces avertissements sont classés par firme. Les rôles et

avertissements sont annotés des paiements effectués par leurs soins.

Ils contrôlent l'encaissement de l'impôt sur le charbon par la caisse annexe et rédigent pour chaque paiement une *fiche d'imputation* en 3 exemplaires, dont l'un va à la caisse, le deuxième au service central et le troisième reste au bureau.

Ils tiennent le livre des états journaliers des situations et adressent *chaque jour* un de ces états au service central.

Le Bureau de Dusseldorf assure en outre la délivrance des licences d'importation pour les charbons étrangers.

Le Bureau d'Aix assure la perception de l'impôt dû par les mines qui voudraient l'acquitter sur place.

c) *Taxe sur les sous-produits.* — L'article 4 du Mantelvertrag avait disposé que les sous-produits ne devaient supporter la taxe qu'une seule fois au cours de leurs transformations successives dans les diverses usines de distillation. Les bureaux d'impôt restant chargés de l'assiette de la taxe et du contrôle de la circulation des sous produits, une nouvelle réglementation leur fut communiquée le 29 décembre, pour application.

Dans les 15 premiers jours de chaque mois, les redevables remettent au bureau d'impôt une déclaration présentant par nature de sous-produits les quantités transportées pendant le mois précédent et les prix de vente. Cette déclaration était auparavant bimensuelle (arrêté 61).

Le chef de bureau procède immédiatement au calcul de la taxe de 2 0/0 *ad valorem*.

Toutefois cette taxe pouvait ne pas être exigée après avis de l'ingénieur chef du groupe dans le cas où les matières transportées étaient des produits bruts, non susceptibles d'être livrés au commerce et se rendaient dans une usine de transformation appartenant à la firme expéditrice.

La taxe ne devait être alors perçue que sur les produits sortant de l'usine de transformation.

Mais un laissez-passer que se délivrerait à elle-même la firme expéditrice était également exigé pour le transport à l'usine de transformation.

La firme expéditrice devait indiquer sur ses déclarations de fin de mois les quantités de sous-produits envoyés dans une usine de transformation sur lesquelles la perception de la taxe était provisoirement suspendue.

Les déclarations de chaque firme devaient être contrôlées par les ingénieurs de la M. I. C. U. M., notamment quant aux coefficients de transformation des produits bruts en produits rectifiés.

Les firmes devaient s'engager à respecter ces dispositions et à se soumettre aux formalités de contrôle de l'arrêté 61; sous peine de se voir retirer leurs carnets de laissez-passer modèle D et de se voir obligées de demander pour chaque transport, contre paiement de la taxe, un laissez-passer spécial au bureau d'impôt sur le charbon compétent.

Les bureaux d'impôt tenaient une comptabilité précise des carnets de laissez-passer D reçus et délivrés, ainsi que des sommes dues et recouvrées à ce titre.

Le 15 de chaque mois, ils devaient adresser au chef de service :

1° Copie des autorisations délivrées par les ingénieurs et des déclarations des contribuables.

2° Un état de situation présentant par firme le nombre de laissez-passer délivrés, la valeur des sous-produits, l'impôt dû et payé au titre du mois précédent.

La délivrance des licences d'exportation pour les sous-produits de la houille était également de leur ressort.

d) *Taxes sur la circulation automobile.* — Ils assurent l'assiette de cette taxe, la délivrance des cartes de circulation et la délivrance du paiement des droits.

Ce service, qui incombait auparavant aux divisions d'occupation avait été confié aux bureaux d'impôt par l'ordre du S. A. T. n° 7404 du 23 octobre 1923. Les taxes avaient été remaniées et unifiées par l'arrêté 95 du 9 janvier 1924 : toute personne ou société désireuse de faire circuler dans les territoires occupés un véhicule automobile devait munir le conducteur d'un permis de circulation automobile. Ce permis valable pour un an était délivré au bureau d'impôt sur le charbon compétent sur demande détaillée du propriétaire du véhicule contre paiement d'une taxe variant de 40 marks or pour un camion à 5 marks or pour une bicyclette à moteur.

e) *Vente d'imprimés.* — Ils sont chargés de la vente d'imprimés aux redevables. Ils tiennent le compte des imprimés vendus par leurs soins sur le registre prévu et adressent mensuellement l'état du mouvement des imprimés dans le mois écoulé.

La comptabilité des bureaux d'impôt consistait dans la tenue d'un *livre journal des recettes*, présentant une colonne par nature

de recettes, Kohlensteuer arriéré et courant, licences d'exportation des sous-produits de la houille, taxe sur les automobiles, taxes sur les sous-produits, vente d'imprimés; d'un *grand livre de la taxe sur les sous-produits*, présentant les recettes, non plus par jour mais par firme, et d'un livre de dépenses.

L'état de situation adressé chaque jour au service central présentait pour la journée la copie du livre journal, les totaux des recettes effectuées par l'intermédiaire des bureaux et les dépenses faites. Il mentionnait les visites de directeurs de mines et autres contribuables importants, le motif de ces visites et les réponses faites.

B. — *Organisation du service central (Dusseldorf)*. — a) *Direction, contrôle et surveillance*. — Liaison avec la direction de la M. I. C. U. M. Relation avec les mines.

Service assuré par les contrôleurs des contributions directes détachés en mission auprès de la M. I. C. U. M. (au nombre de trois). Chacun des trois contrôleurs était chargé de la surveillance active de certains bureaux : bureaux d'Essen et de Dortmund, bureau d'Aix-la-Chapelle (secteur de la rive gauche), bureaux de Dusseldorf et de Ruhrort.

Il devait effectuer dans les bureaux dont il avait le contrôle au moins une vérification par quinzaine. Dans ses tournées, il visait les différents registres des bureaux, s'assurait si les duplicata des avertissements transmis avaient été classés dans l'ordre alphabétique et si les notes de service avaient été toutes reçues et classées. Il vérifiait si les carnets de fiches de paiement et de fiches d'imputation étaient bien utilisés et si tous les renseignements concernant les paiements étaient transmis au bureau central de comptabilité. En fin de tournée il adressait un rapport détaillé au chef de service.

Il tenait à jour pour chaque Konzern ou mine pure relevant de son secteur un dossier contenant le texte de l'arrangement particulier conclu avec le S. I. C., les déclarations mensuelles des mines, les avertissements envoyés par le service, les paiements effectués et le cas échéant, toute la correspondance échangée entre le Konzer ou la mine pure et le service (réclamations, etc...).

Cette correspondance était d'ailleurs rédigée par lui, sous réserve de l'approbation du chef du S. I. C.

Il examinait les déclarations des mines et les transmettait à la division mines pour vérification technique. Il instruisait les réclamations.

b) *Secrétariat*. — 1° Expédition de la correspondance. Classement des archives.

2° Traduction et correspondance en langue allemande.

c) *Bureau central de comptabilité*. — 1° Réception, enregistrement, taxation des déclarations. Etablissement des avertissements et des rôles. Tenue des comptes des mines (K. S. arriéré et courant). Liaison avec la caisse centrale; préparation des états périodiques, statistiques du produit du Kohlensteuer.

Le Bureau central tenait : 1° une comptabilité des rôles;

2° Un grand livre avec un compte ouvert pour chaque mine;

3° Une comptabilité administrative.

Pour le Kohlensteuer arriéré, il était créé en outre des *états balance* permettant de s'assurer de l'exactitude des données des rôles; les rôles étaient additionnés et leur somme formait le total : droits acquis. Ils étaient complétés par un état des dégrèvements ou étaient annotées toutes les réductions ou remises. D'autre part était tenue la comptabilité des paiements représentés par leur contre-valeur dans la devise d'établissement de l'impôt (dollar mark or, franc français. Le rapprochement des deux comptabilités droits acquis portés au débit de la mine, dégrèvements et paiements au crédit, devait se traduire par l'égalité :

Droits acquis = recettes + dégrèvements + reste à recouvrer.

On pouvait ainsi se rendre compte de la situation de chaque mine au point de vue Kohlensteuer.

La comptabilité administrative permettait le contrôle de la comptabilité des rôles avec les données de la caisse. On a vu que chaque chef de bureau rédigeait un compte rendu journalier sur lequel il notait toutes les recettes de la journée. Ces recettes étaient centralisées par le bureau du service central sur un journal qui, à partir du 1^{er} janvier 1924 donnait jour par jour, les recettes effectuées tant au point de vue K. S. arriéré qu'au point de vue K. S. courant.

Tous les dix jours, le bureau central de comptabilité adressait à la M. I. C. U. M. une situation générale du Kohlensteuer, relatant pour la dernière décade les sommes perçues en bloc, les restes des sommes à recouvrer, puis le détail des sommes reçues sous les rubriques : impôt arriéré (mines du Mantelvertrag, mines anciennement soumises, B. K. S.) Kohlensteuer courant (en francs et en marks or) ventes de produits saisis, taxes sur les sous-produits, taxe sur les automobiles.

2^o Préparation des états périodiques de traitement et prévision des dépenses; rédaction des mandats dont l'établissement est confié au service,

3^o Classement des pièces dans les dossiers des mines sous la direction des contrôleurs intéressés,

d) *Bureau des saisies.* — Vente des produits saisis à la suite d'infractions aux arrêtés, ou saisis au titre du K. S. impayé dont la vente lui est confiée par la commission d'expertise et de vente; surveillance de la bonne exécution des contrats et correspondance avec les exécutants.

Tenue de la comptabilité des produits saisis au moyen d'un livre journal dont les écritures devaient être passées de la façon suivante : (on rappelle que les acheteurs devaient avancer les frais de déstockage dont le montant devait venir en déduction des sommes dues).

1^o Pour les contrats dont les paiements avaient été effectués :

a) porter au débit du compte : impôt sur le charbon; le produit net de la vente.

Porter au débit du compte : frais de déstockage; le montant des frais.

Porter au crédit du compte : acheteur; le montant de la facture (produit net et montant des frais).

b) Porter au débit de l'acheteur le montant de la facture.

Porter au crédit des mines intéressées le montant de la facture.

Porter au débit des mines le montant des frais.

Porter au crédit des frais de déstockage, le montant des frais.

2^o Pour les contrats en cours dont les paiements n'avaient pas encore été effectués dès réception de l'avis de déstockage venant du service des mines :

Débitier le compte de l'acheteur par le crédit des mines intéressée lors du paiement par l'acheteur.

Débitier le compte : impôt sur le charbon, par le crédit de l'acheteur si les frais étaient connus.

Débitier les mines intéressées du montant des frais par le crédit du compte : frais de déstockage;

Débitier les frais bloqués de déstockage par le crédit de l'acheteur.

Le règlement définitif des contrats de vente eut lieu au mois d'août 1924. On put alors rectifier les estimations provisoires des

accords et établir les décomptes définitifs du Kohlensteuer exigible.

Le 16 février, la centralisation du service fut encore développée par la création d'un bureau central des sous-produits.

On peut maintenant se rendre un compte exact de la façon dont avaient lieu l'assiette et le recouvrement de l'impôt.

1^o *K. S. arriéré.* — Le bureau central de comptabilité dresse d'après les accords particuliers un rôle du K. S. arriéré en 3 parties.

1^o Mines du Mantelvertrag;

2^o Mines anciennement soumises;

3^o Mines du B. K. S.

Ce rôle est communiqué aux comptables.

Les rappels relatifs au non paiement des traites, au non paiement à échéance, la correspondance relative à toute question litigieuse sont du ressort des contrôleurs.

Les chefs de bureau servent d'intermédiaires lors du paiement entre les contribuables et la caisse et rédigent les fiches d'imputation.

2^o *K. S. courant.* — Les déclarations des redevables sont reçues par le service central de l'impôt (bureau de comptabilité).

Celui-ci calcule le montant dû, adresse aux firmes un accusé de réception, et si le K. S. n'a pas été payé au moment de la déclaration, un avertissement.

Après examen par les contrôleurs, les déclarations sont transmises à la division mines pour vérification technique. Les impositions complémentaires résultant soit du contrôle comptable, soit du contrôle des ingénieurs, sont rédigées par les contrôleurs qui instruisent aussi les demandes en dégrèvement.

Toutes les impositions sont inscrites aux rôles mensuels de l'impôt sur le charbon. Un exemplaire dûment arrêté de chaque rôle est adressé à la caisse centrale et aux chefs de bureau d'impôt.

Les chefs de bureau accompagnent les contribuables à la caisse lors des paiements; ils rédigent pour chaque versement une fiche d'imputation en triple exemplaire, un exemplaire constituant le titre de recette, de la caisse, les deux autres étant destinés l'un au service central, l'autre à servir de minute.

Des rappels aux mines en retard, des sommations, les décomptes sont envoyés par les soins du service central.

CHAPITRE IV

LES ACCORDS DE FÉVRIER 1924 AVEC LES COMPTOIRS DE SOUS-PRODUITS

L'article 4 de l'accord général du 23 novembre avait disposé entre autres choses :

« ... Les livraisons de réparations des sous-produits de la houille (goudron, sulfate d'ammoniaque, Benzol, huiles diverses, créosote, etc.) feront l'objet d'accords spéciaux avec les mines et les comptoirs (comptoir du sulfate d'ammoniaque, Benzol verband et Verkaufsvereinigung für Teererzeugnisse). En principe chaque mine productrice des T. O. fournira une part du tonnage des réparations proportionnelle à sa capacité normale de production.

Les signataires du présent accord s'engagent à reconnaître les accords qui seront passés avec les différents comptoirs... »

Suivait un paragraphe déjà cité « La question de la taxe sur les sous-produits sera réglée en même temps d'une manière générale, de façon que les sous-produits ne la supportent qu'une seule fois au cours de leurs transformations successives dans les diverses usines de distillation... »

Les accords spéciaux avec les 3 comptoirs de vente indiqués plus haut furent signés au mois de février pour la période s'étendant jusqu'au 15 avril.

Ces accords concernent surtout les livraisons de sulfate d'ammoniaque, de benzol, de goudron et des dérivés du goudron à livrer au titre des réparations, dont l'étude n'est pas à faire ici, mais un paragraphe de chaque accord est réservé aux différentes taxes à acquitter par les sous-produits.

Voici par exemple pour le sulfate d'ammoniaque; § 6 de l'accord du 15 février : « Une taxe de 20/0 est à payer sur la valeur des livraisons de sulfate d'ammoniaque, aussi bien sur les quantités destinées aux territoires occupés et non occupés que pour celles destinées à l'exportation à l'étranger. En outre une taxe de déro-

gation et d'exportation de 1 0/0 de la valeur sera perçue pour les quantités expédiées dans les territoires non occupés ou exportées. Dans les deux cas les taxes sont à payer sur les prix que le D. A. V.V. (Deutsche Ammoniak-Verkaufs vereinigung G. m. b. H.) verse à ses membres pour les livraisons.

Le D. A. V. V. se chargera du décompte de ces taxes pour ses membres avec la M. I. C. U. M. et ceci à la date du 15 de chaque mois pour les quantités expédiées dans le courant du mois précédent.

Les envois d'eau ammoniacale à l'intérieur du territoire occupé ainsi que l'importation d'eau ammoniacale de territoire non occupé dans le territoire occupé seront libres de toute taxe ou impôt quelconque. De même les quantités d'engrais ammoniacaux fabriqués dans le pays occupé et provenant d'eau ammoniacale importée du territoire non occupé resteront libres de toute taxe ou impôt quelconque.

Les quantités de sulfate d'ammoniaque, livrées par les mines à leurs ouvriers et employés, pour être employés sur les terrains leur appartenant ou cultivés par eux seront libres de toute taxe ou impôt quelconque jusqu'à concurrence de 1,5 0/0 de la production annuelle. Le D. A. V. V. se chargera de faire le décompte pour ses membres sur la base de leur production annuelle totale.

Ainsi taxe de circulation proprement dite de 2 0/0 *ad valorem* : taxe de circulation exigible à l'importation de 2 0/0; taxe d'exportation de 1 0/0.

Pour le benzol et le goudron, les accords prévoyaient les mêmes taxes, avec les mêmes taux sauf pour la taxe d'exportation (3 0/0) et envisageaient l'institution d'une sorte de régime d'admission temporaire pour les sous-produits bruts importés dans les territoires occupés pour y être traités et expédiés pour la vente en dehors des territoires.

La conclusion des accords spéciaux une fois obtenue, il fallait régler *d'une façon générale* la question de la taxe sur les sous-produits. Ce fut l'objet de l'arrêté 102 auquel fait suite la réglementation de M. I. C. U. M. du 29 février, et de l'ordonnance 252 pour les territoires de la rive gauche.

I. — L'arrêté 102

L'article 1^{er} autorisait la vente et la circulation des sous-produits de la distillation de la houille dans les territoires occupés de la Ruhr, aux conditions suivantes :

1^o Les directeurs de mines, usines et comptoirs de vente tiendront une comptabilité détaillée des sous-produits fabriqués, livrés et vendus, de l'état des stocks, des entrées et sorties.

2^o Ils présenteront cette comptabilité à toute réquisition des ingénieurs délégués par la M. I. C. U. M., leur fourniront tous moyens d'exercer leur contrôle avec efficacité et répondront par écrit à toute demande de renseignement.

3^o Ils déclareront par écrit à la M. I. C. U. M. dans les quinze premiers jours de chaque mois, par nature de sous-produits, les quantités vendues pendant le mois précédent, directement ou par l'intermédiaire d'un comptoir de vente et les prix de vente ou ristournes correspondants.

4^o Ils verseront dans les quinze premiers jours de chaque mois dans les caisses de la M. I. C. U. M. (service de l'impôt sur le charbon) en devises appréciées une somme équivalente à 2 0/0 de la valeur en marks or des ventes effectuées pour leur propre compte ou celui de leurs mandats, pendant le mois précédent.

N'étaient pas soumises à la taxe :

a) Les livraisons effectuées au titre des réparations.

b) Les quantités utilisées pour l'exploitation technique des mines et des usines de distillation, à l'exception de celles employées pour les transports ou travaux extérieurs.

c) Les quantités de sulfate d'ammoniaque cédées pour l'entretien des jardins ouvriers, aux mineurs ou aux ouvriers des entreprises dont les directeurs se conformeraient aux prescriptions ci-dessus.

L'article 2 autorisait la M. I. C. U. M., sous réserve d'approbation ultérieure par la commission des remises, à signer des accords particuliers avec les 3 comptoirs de vente dont il a été question plus haut, pour le paiement des taxes dues à raison des sommes ristournées aux mines et usines dont ils centralisaient la vente de tout ou partie de la production. Ces accords étaient déjà passés avant le 27 février.

L'article 3 prévoyait différentes sanctions :

En cas de non déclaration dans le délai prévu à l'article 1^{er}, taxation d'office;

En cas d'inexactitude dans la déclaration, les droits afférents à la partie du prix de vente dissimulé étaient quintuplés;

En cas de retard dans le paiement de la taxe ou en cas de taxation d'office, la taxe était majorée de 50 0/0.

Les biens de toute nature des entreprises dont les directeurs n'auraient pas acquitté la taxe pouvaient être saisis cinq jours après l'envoi d'une lettre d'avis.

Dix jours après la saisie, ces biens pouvaient être vendus jusqu'à concurrence du montant total des droits dus.

D'après l'article 4, la M. I. C. U. M. pouvait dans le cadre de l'arrêté édicter des règlements d'application et d'interprétation relatifs à son exécution.

Elle avait également qualité pour édicter tous règlements relatifs à l'octroi des licences d'exportation et d'importation des sous-produits de la distillation de la houille ainsi *qu'à la fixation et à la perception des taxes y afférentes.*

L'article 5 punissait les auteurs d'infractions aux dispositions de l'arrêté et des règlements édictés par la M. I. C. U. M. d'après l'article 4 d'une amende de 10.000 marks or au minimum et d'une peine de prison pouvant aller jusqu'à cinq ans ou de l'une de ces deux peines seulement.

Les dispositions de l'arrêté 61 en contradiction avec celles de l'arrêté 102 étaient abrogées (art. 6). L'arrêté 102 entrait en vigueur dès le 27 février.

II. — Le règlement d'application de la M. I. C. U. M. (29 février)

Le règlement étant très clair et très explicite, le mieux est de le reproduire en entier, malgré sa longueur et des redites inévitables.

§ I. — Les Mines et Usines affiliées ayant signé des accords avec la M. I. C. U. M., acquittant l'impôt sur le charbon et assurant les livraisons de réparations, la réglementation suivante sera appliquée dans les territoires occupés de la Ruhr pour l'assiette et la perception des taxes sur les sous-produits (circulation et exportation).

I

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

§ II. — La taxe de circulation sur les sous-produits prévue par la réglementation faisant suite à l'arrêté 61, fixée à 2 0/0 *ad valorem*, est réglée de façon à ce que les sous-produits ne la supportent qu'une seule fois au cours de leurs transformations successives dans les diverses usines de distillation.

§ III. — Ne sont pas passibles de la taxe de circulation :

1° Les livraisons effectuées au titre des réparations.

2° Les quantités utilisées pour l'exploitation technique des mines et des usines de distillation, à l'exception de celles employées pour les transports et travaux extérieurs.

3° Les quantités de sulfate d'ammoniaque cédées aux mineurs ou aux ouvriers des entreprises déclarantes, pour l'entretien des jardins ouvriers; le total de ces quantités ne devant pas dépasser pour l'ensemble 1,5 0/0 de la production totale du Bassin de la Ruhr.

4° Les quantités de produits bruts venant des territoires de l'Allemagne non occupée pour être distillés dans la Ruhr et les produits fixés en résultant, qui sont réexpédiés vers l'Allemagne.

§ IV. — La taxe de circulation est perçue mensuellement et elle est calculée d'après les chiffres des déclarations contrôlées obligatoirement présentées par les redevables.

§ V. — La taxe de circulation s'applique aux sous-produits en provenance de l'Allemagne non occupée à destination des territoires occupés. Elle est égale à 2 0/0 de la valeur en marks-or des marchandises franchissant le cordon douanier.

§ VI. — La taxe à l'exportation s'applique aux sous-produits des territoires occupés de la Ruhr expédiés à l'étranger ou en Allemagne non occupée. Elle est *ad valorem* et elle est calculée d'après le tarif joint à la présente réglementation.

§ VII. — Les sous-produits de distillation de la houille en provenance de l'Allemagne non occupée qui entrent dans les T. O. de la Ruhr pour être réexpédiés en Allemagne non occupée après transformation en sous-produits commerciaux sont exempts de la taxe à l'exportation.

§ VIII. — Les droits d'exportation et de circulation lorsqu'il s'agit d'importation sont exigibles à l'époque de la remise des licences et dérogations. Exceptionnellement, ils peuvent être perçus mensuellement, d'après les déclarations contrôlées, présentées par les redevables signataires d'accords avec la M. I. C. U. M.

§ IX. — La M. I. C. U. M. (Service de l'Impôt sur le charbon) est chargée de l'assiette et de la perception des 3 taxes en cause.

§ X. — La taxe à l'exportation et la taxe de circulation exigible à l'importation ne sont pas exclusives du droit d'administration perçu pour la délivrance des licences et dérogations et qui ont été fixées à 4 gold-mark pour chaque licence ou dérogation délivrée.

Pour les comptoirs qui sont pourvus de carnets de dérogations ce droit d'administration est réduit à 0 m. 50, mais chaque formule n'est valable que pour une expédition.

II

MESURES D'APPLICATION

Mines et Usines non affiliées aux comptoirs de vente dont désignations suivent :

Deutsche Ammoniak Verkaufsvereinigung G. m. b. H.

Benzol Verband G. m. b. H.

Verkaufsvereinigung für Teererzeugnisse G. m. b. H.

Taxe de circulation

§ XI. — Les redevables sont tenus d'adresser avant le 16 de chaque mois, à la M. I. C. U. M. (Service de l'Impôt sur le charbon), une déclaration écrite sur formulaire du modèle 1, présentant par nature de sous-produits les quantités vendues soit directement, soit par l'intermédiaire de comptoirs autres que susvisés, et celles non exemptes de taxe consommées par les redevables.

§ XII. — Ils doivent acquitter l'impôt dû d'après les chiffres déclarés en remettant leur déclaration.

Si la vérification de la déclaration établit l'insuffisance des chiffres déclarés, un supplément de droits sera exigible trois jours après l'envoi d'une lettre d'avis.

§ XIII. — Les redevables doivent en outre satisfaire aux obligations suivantes :

1° Tenir une comptabilité détaillée des sous-produits fabriqués livrés et vendus, de l'état des stocks, des entrées et sorties.

2° Présenter cette comptabilité à toute demande des ingénieurs et contrôleurs délégués par la M. I. C. U. M., leur fournir tous moyens d'exercer leur contrôle avec efficacité et répondre par écrit à toutes les demandes de renseignements.

§ XIV. — Les redevables qui n'ont pas souscrit leurs déclarations dans le délai fixé, sont taxés d'office.

Taxe à l'exportation et taxe de circulation exigible à l'importation

§ XV. — Les licences et dérogations sont délivrées par les bureaux d'impôt sur le charbon :

Düsseldorf (Luisenschule). Chambre n° 20.

Duisbourg, 79 Sonnenwall.

Essen (Handelshof). Chambre 15.

Dortmund (Stahlhaus).

Aix-la-Chapelle (Adalbert-Steinweg, n° 1).

Il est prévu deux modèles de carnets de licences et dérogations avec souches, duplicata et primata.

Modèle A : dérogations d'entrée.

Modèle B : licences d'exportation et dérogations de sortie.

§ XVI. — Exceptionnellement, des carnets de licences et de dérogations peuvent être remis aux redevables, lorsque leurs opérations d'exportation ou d'importation sont suffisamment importantes pour justifier cette mesure. Les bénéficiaires, possesseurs de carnets, se délivrent eux-mêmes les licences et dérogations.

Ils sont tenus à :

1° Déclarer mensuellement sur formulaire du modèle n° 3 leurs exportations et importations de sous-produits;

2° Présenter les carnets à toute réquisition des ingénieurs et contrôleurs délégués par la M. I. C. U. M.

3° Adresser au Service central de l'Impôt sur le charbon. Luisenschule, Düsseldorf :

a) Le duplicatum de chaque licence délivrée, aussitôt après avoir détaché le primatum;

b) Les souches de chaque carnet après utilisation de tous les volants du carnet.

III

MINES ET USINES AFFILIÉES AUX COMPTOIRS DE VENTE

dont désignations suivent :

Deutsche Ammoniak Verkaufsvereinigung G. m. b. H.

Benzol Verband G. m. b. H.

Verkaufsvereinigung für Teererzeugnisse G. m. b. H.

§ XVII. — *Cas où les opérations de vente, d'exportation et d'importation, sont directement effectuées par les mines et usines.*

Les obligations des redevables et les modalités d'applications sont du même ordre que celles prévues au chapitre précédent.

§ XVIII. — *Cas où les opérations de vente, d'exportation et d'importation sont effectuées par l'intermédiaire des 3 comptoirs sus-visés.*

Les obligations des redevables et les modalités d'applications sont déterminées dans tous leurs détails par l'arrangement entre la M. I.C.U.M. et les dits comptoirs dûment approuvé par la Commission des Remises instituée par l'arrêté 54, art. VIII.

§ XIX. — Il est délivré aux comptoirs de vente des carnets de licences et dérogations modèles A et B. Les déclarations mensuelles produites par ces comptoirs sont rédigées sur formulaire du modèle n° 2 (circulation) et du modèle n° 4 (importation et exportation).

IV

REMBOURSEMENTS PRÉVUS

POUR L'APPLICATION DES DISPOSITIONS DU § VI

§ XX. — Les mines, usines et comptoirs qui doivent bénéficier de la disposition prévue au § VII de la présente réglementation adresseront au Service Central de l'Impôt sur le charbon, une demande de remboursement, établie sur formulaire modèle n° 5.

§ XXI. — Le montant des droits dégrevés après instructions de cette demande par le Service compétent, viendra en déduction du total de taxes calculées pour toutes les exportations et importations.

§ XXII. — La correspondance existant entre sous-produits et sous-produits commerciaux est fixée par le tableau ci-joint.

Ne bénéficieront de l'exemption de la taxe à l'exportation, pour

une tonne de produit brut entrée, que les quantités de chaque nature de sous-produits transformés qui correspondent à cette tonne de produit brut. *Aucun remplacement d'un sous-produit dérivé par une quantité de prix équivalent d'un sous-produit de nature différente ne sera admis.*

D'autre part, le dégrèvement de la taxe de circulation exigible à l'importation sera proportionnel au prix de la partie des sous-produits correspondants effectivement exportés.

V

OBLIGATIONS DES POSTES DE CONTROLE DOUANIER

§ XXIII. — Les postes de contrôle douanier adressent au Service central de l'Impôt sur le charbon (Luisenschule. Dusseldorf) les primata des licences et dérogations qui leur sont remis par les exportateurs ou importateurs lors du passage des sous-produits au poste de contrôle.

VI

SOUS-PRODUITS CIRCULANT DANS LA RUHR EN TRANSIT

§ XXIV. — Les sous-produits de distillation de la houille, en provenance de l'Allemagne non occupée transitant par les territoires occupés pour se rendre dans un pays étranger à l'Allemagne, sont soumis aux règles édictées par l'article 4 de l'arrêté 5, modifié par l'arrêté 42 article 1^{er}.

VII

SANCTIONS

§ XXV. — En cas de retard dans les paiements périodiques comme en cas de taxation d'office, les droits seront majorés de 50 0/0.

§ XXVI. — Les biens de toute nature des entreprises imposables n'ayant pas acquitté les droits dont elles sont redevables aux dates prévues par la présente réglementation peuvent être saisis cinq jours après envoi d'une lettre d'avis dix jours après la saisie ces biens peuvent être vendus jusqu'à concurrence du montant total des droits dûs.

§ XXVII. — Les pénalités prévues par l'arrêté 61 sont applicables

en cas de gêne volontaire apportée aux opérations de reconnaissance de surveillance et de contrôle prévue par la présente réglementation.

§ XXVIII. — En cas de fausse déclaration pour l'établissement de la taxe, les droits afférents à la partie du prix de vente dissimulée seront quintuplés. Toutefois, si la dissimulation n'est pas due à la mauvaise foi, la pénalité sera réduite aux trois quarts.

§ XXIX. — Si la dissimulation est aggravée de manœuvres frauduleuses touchant les écritures comptables, les documents présentés aux ingénieurs ou contrôleurs, les personnes responsables seront passibles d'une amende qui ne pourra être inférieure à 10.000 marks or et d'un emprisonnement pouvant atteindre cinq ans ou de l'une de ces deux peines seulement.

VIII

CONTESTATIONS ET VOIE DE RECOURS

§ XXX. — La Commission des Remises prévue par l'arrêté 54, article VIII est compétente pour connaître des contestations soulevées par les redevables et elle est souveraine pour juger des réclamations produites par les imposés.

ANNEXE : *Tarifs de la taxe d'exportation :*

Désignation des sous-produits	Pourcentage de la taxe
Créosote	3 %
Goudron de houille	10 %
Huiles légères de la distillation de la houille.....	3 %
Huiles de créosote et huiles lourdes.....	3 %
Benzol	3 %
Produits non huileux extraits de la distillation sèche du goudron de houille.....	3 %
Naphtaline	3 %
Anthracène	3 %
Sulfate d'ammoniaque	1 %
Ammoniaque liquide	3 %
Brai	3 %

Cette réglementation étendait dans une certaine mesure à la taxe de circulation exigible à l'importation et à la taxe de l'exportation le système de la déclaration mensuelle contrôlée, appliqué

depuis le 29 décembre 1923 à la taxe de circulation proprement dite. Les trois comptoirs de vente avec lesquels la M. I. C. U. M. avait traité faisaient une déclaration globale et acquittaient toutes les taxes se rapportant aux quantités portées dans leurs déclarations, quitte à se faire rembourser par les mines et usines affiliées la valeur de ces taxes. On avait voulu favoriser l'activité des échanges sans renoncer à percevoir les anciens droits.

III. — L'Ordonnance 252 (3 avril)

Le 17 décembre 1923, l'ordonnance 233 avait abrogé l'ordonnance 172 relative au blocage des stocks de coke et de sous-produits de la houille et l'utilisation du coke métallurgique pour les besoins domestiques. Mais elle n'avait fait aucune allusion à la taxe de circulation de 20/0 instituée par la réglementation de la H. C. I. T. R. faisant suite à l'ordonnance 172; le S. I. C. l'avait donc maintenue jusqu'à nouvel ordre par raison d'analogie avec ce qui se passait sur la rive droite.

Cet état de choses ne pouvait se prolonger maintenant que la M. I. C. U. M. avait édicté pour les territoires occupés de la Ruhr une réglementation différant en de nombreux points de l'ancienne. Elle demanda à la H. C. I. T. R. de publier une ordonnance à ce sujet. Cette ordonnance parut le 3 avril et porte le n° 252. Le régime qu'elle instituait sur la rive gauche n'était pas exactement semblable à celui de la rive droite.

1° Le service de l'impôt sur le charbon ne percevait pour les firmes de la rive gauche ni taxe de circulation à l'importation ni taxe d'exportation.

2° Les mines ou usines devaient déclarer non seulement leurs ventes directes, mais celles effectuées par l'intermédiaire de comptoirs. Les comptoirs de la rive droite n'avaient donc pas à déclarer les ventes effectuées pour le compte de firmes de la rive gauche.

Les formalités à remplir par les redevables, le mode de recouvrements les pénalités étaient les mêmes que pour les firmes de la rive droite.

La mise en vigueur de tous ces textes entraîna quelques modifications dans l'organisation intérieure du S. I. C.

C'était le *bureau central des taxes sur les sous-produits*, créé le 16 février à Dusseldorf à qui incombait la plus grosse partie du travail.

Tenue d'un dossier par redevable.

Réception des déclarations et transmission des duplicata aux services de vérifications (le contrôle technique des déclarations était assuré par la division : mines).

Taxation des déclarations et rédaction des avertissements.

Rédaction des rôles et transmission d'un exemplaire à chaque bureau d'impôt.

Rédaction de l'état du montant des rôles et d'un état des dégrèvements.

Rédaction de l'état de situation décadaire.

Le bureau central tenait également une comptabilité des rôles donnant le total des droits acquis et permettant une vérification du total des recettes au moyen de l'égalité :

Droits acquis = recettes + dégrèvements + irrécouvrées.

Les bureaux d'impôt sur le charbon auparavant chargés de l'assiette et de la perception de la taxe de circulation sur les sous-produits, devenaient de simples organes de liaison entre les contribuables et le service central, leur rôle devenait analogue à celui qu'ils jouaient déjà pour le Kohlensteuer. Ils avaient pour attributions de donner des renseignements aux redevables et de leur vendre les imprimés pour déclarations; s'ils recevaient directement des déclarations, ils les transmettaient au service central. Ils conservaient cependant le droit — à l'exception du bureau d'Aix-la-Chapelle remplacé dans ce rôle par le Comité des Charbons à Coblenz — de délivrer les licences et dérogations. Ils servaient enfin d'intermédiaires pour les paiements entre les redevables et le service central, comme en matière d'impôt sur le charbon. Naturellement les carnets de laissez-passer modèle D leur furent retirés.

Les inspecteurs du S. I. C. (contrôleurs des contributions directes en mission) étaient chargés du contrôle comptable et de la surveillance de toutes les opérations prévues pour l'établissement des taxes dues par les redevables des différentes circonscriptions. Ils instruisaient les réclamations et rédigeaient les rapports destinés à la Commission des Remises.

Cette organisation subsista sans modifications jusqu'à la fin de l'occupation économique.

Le taux des taxes fut abaissé le 1^{er} juillet et le 1^{er} août. Le 1^{er} juillet la taxe de circulation proprement dite et celle exigible à l'importation furent portées à 1 0/0. Le 1^{er} août cette dernière taxe fut encore réduite de moitié.

CHAPITRE V

LE RENOUVELLEMENT DES ACCORDS

(15 avril 1924)

Le Mantelvertrag et les accords particuliers similaires étaient valables jusqu'au 15 avril 1924. Dès le mois de janvier, ils étaient l'objet d'attaques violentes de la part de toute la presse allemande, qui les jugeait inexécutables malgré l'augmentation de la durée de travail des mineurs du fond, réalisée le 29 novembre (journée de 8 h. au lieu de 7 h.).

Trois griefs principaux étaient mis en avant :

1° Les difficultés de chargement des wagons avec la régie franco-belge des chemins de fer, occasionnant des retards pour le transport du charbon vendu et élevant le prix de vente déjà fort élevé;

2° La difficulté pour les mines de trouver des crédits pour payer les charges de la M. I. C. U. M. : livraisons de réparations, K. S. arriéré et courant;

3° L'impossibilité pour les charbons allemands de faire concurrence, même en Allemagne, aux charbons anglais. Ceci était plus vrai pour le charbon rendu Hambourg, que pour le charbon rendu Duisbourg, à cause de l'élévation du tarif de transport des marchandises sur le réseau allemand. Le transport d'une tonne de charbon de la Ruhr à Hambourg revenait à marks : 12, 60, tandis que le fret de Newcastle à ce dernier port oscillait entre 4,8 et 5 marks par tonne. Comme le prix moyen d'une longue tonne (1016 kg.) de charbon à coke rendue sur bateau (f. o. b.) à Newcastle était alors de 26 shillings soit 23,4 marks, on voit que le prix d'une tonne de charbon à coke anglais rendu Hambourg égal à marks 28,4 environ, était inférieur de près de 8 marks à celui d'une tonne de fines à coke de la Ruhr, dont le prix de vente officiel sur le carreau de la mine, (marks 23,50) devait être augmenté du coût du transport (12,60). Pour le charbon rendu sur chaland au port de Duisbourg, on trouve marks 29,4 (fret de Newcastle à Rotterdam et de Rotter-

dam à Duisbourg évalué à 6 marks par tonne) pour le charbon anglais et marks $23,50 + 2,50 = 26$ pour le charbon de la Ruhr, ce qui renverse la proportion précédente. Il est vrai qu'au mois de février, le prix du charbon anglais diminuait de 2 shillings environ par tonne, tandis que le charbon allemand restait au même prix de vente officiel.

La difficulté pour les mines de trouver des crédits était réelle; on ne trouvait guère alors d'argent sur le marché allemand à moins de 5 0/0 par mois soit 60 0/0 l'an. Mais beaucoup de mines purent se procurer à l'étranger, en Angleterre et aux Etats-Unis, de l'argent à un taux voisin de 10 0/0 l'an. Elles reconnurent plus tard avoir emprunté au taux moyen de 18 0/0. Elles possédaient d'ailleurs des valeurs et des devises étrangères, dont elles vendirent une partie pour reconstituer leurs fonds de roulement ou combler leurs déficits.

Enfin il est certain que la régie franco-belge des chemins de fer, avec le personnel réduit dont elle disposait, ne pouvait assurer aussi bien tous les besoins du trafic que la direction des chemins de fer allemands, disposant d'employés six fois plus nombreux et rompus au trafic du bassin. D'ailleurs même avec cette dernière il se produisait toujours à cette époque de l'année, de l'aveu des Allemands eux-mêmes, quelques retards dans les transports.

Il faut remarquer du reste que la plupart des difficultés constatées à propos de la régie provinrent de rentrées insuffisantes de wagons d'Allemagne non occupée, le déficit dans les fournitures aux industriels correspondant au déficit des rentrées.

Bref, les Allemands prétendaient que l'accomplissement des accords du 23 novembre leur faisait perdre environ 8 marks par tonne (évaluations du Bergbauverein). Voici le calcul et opposé à lui le calcul du Service des Mines de la M. I. C. U. M. (Voir tableau page suivante).

A. — PRIX DE REVIENT DE LA TONNE D'EXTRACTION NETTE

	Evaluation allemande	Evaluation MICUM
Salaire moyen par poste et par ouvrier.....	5,15	5,15
Production moyenne par poste.....	850 kilos	850 kilos
Salaire moyen par tonne	6,06	6,06
Traitement des employés (13 % des salaires ouvriers	0,79	0,79
Charges sociales patronales (Knappschafts und Berufgenossenschaftsbeitrag)	1,10	1,10
Assurances accidents	0,20	0,20
Fournitures et entretien du matériel d'explo- itation	3,8	3,24
Impôts du Reich, prussiens et communaux...	0,58	0,37
Frais généraux (traitement des directeurs et des ingénieurs, intérêt des emprunts, etc...	1	0,83
Amortissement 10 %.....	13,61	12,59
Résultat.....	1,36	0
	14,97	12,59

Pour les fournitures et entretien du matériel d'exploitation, les deux évaluations partent du chiffre d'avant-guerre, 2 m. 7 par tonne; mais les Allemands estiment qu'il y a augmentation de 40 0/0 la M. I. C. U. M. se contente de 25 0/0; elle était à même de le constater puisqu'elle exploitait plusieurs mines en régie (Victor, Ickern, König Ludwig).

La différence dans le chiffre impôts vient de ce que les Allemands comptent la part des impôts d'empire (impôt sur le capital, impôt sur le chiffre d'affaires, impôt sur le revenu des sociétés) qui, à cette époque, n'était pas réclamée par le Reich aux mines de la Ruhr. La M. I. C. U. M. l'a donc déduite. Il ne reste plus que l'impôt foncier prussien et l'impôt communal sur l'industrie.

La différence dans le chiffre frais généraux vient de ce que les Allemands prétendent que les mines sont obligées d'emprunter à un taux supérieur à celui de la M. I. C. U. M. a adopté.

La M. I. C. U. M. prétend enfin que les amortissements doivent être pris sur les bénéfices et qu'en période difficile on n'en fait pas.

B. — PRIX DE REVIENT DE LA TONNE VENDUE

11,5 0/0 de l'extraction nette sont consommées par les mines (Selbstverbrauch) ou livrées gratuitement aux ouvriers (Deputatkohler). Le reste donne la production utile.

27 0/0 de 88,5 0/0, soit environ 24 0/0 de l'extraction nette sont livrées gratuitement comme charbon de réparations.

Le prix de revient de la tonne vendue revient donc :

soit à $\frac{14,97 \times 100}{64,5} = 23,21$ marks d'après l'estimation allemande.

soit à $\frac{12,59 \times 100}{64,5} = 19,51$ marks d'après celle de la M. I. C. U. M.

A ces prix il faut ajouter pour le Kohlensteuer courant 1 m. 60 (contrevaletur de 8 francs français). Le Bergbauverein y ajoute 3 marks pour le Kohlensteuer arriéré. La M. I. C. U. M. n'ajoute rien et prétend que ces paiements peuvent être prélevés sur les bénéfices faits par la mine durant la période de résistance passive, et investis en travaux préparatoires au fond et en travaux neufs au jour.

Le Bergbauverein ajoute encore 0 m. 60 pour tenir compte des livraisons de sous-produits (10 0/0 de la production) et de la taxe de 2 0/0 *ad valorem* sur la circulation. La M. I. C. U. M. n'en fait pas état, alléguant que le tiers du charbon est cokéfié et que le coke laisse un bénéfice de l'ordre de 2 marks par tonne

Finalement on arrive à un prix de revient de marks 28,41 (évaluation allemande) ou de 21,11 (évaluation M. I. C. U. M.).

C. — PRIX DE VENTE MOYEN

Le Fettförderkohle (tout venant gras) côté 20, marks 60 est de 10 à 13 0/0 au-dessous du prix moyen de vente qui ressort ainsi à 23 marks environ.

Il faut en déduire 5 0/0 pour les frais commerciaux, soit 1 m. 15 et 1 m. 75 pour le bénéfice de syndicat (Syndikats Umlage); la M. I. C. U. M. fait remarquera que plus de la moitié de ce bénéfice retourne dans les caisses des mines et limite son évaluation à 0 m. 90. Ceci donne les chiffres de marks 20,10 et de 20,95.

D. — CONCLUSION

La perte serait d'environ 8 marks 30 au dire des Allemands; pour le M. I. C. U. M. elle serait sensiblement nulle pour 1 tonne vendue.

* * *

Les chiffres allemands reproduits dans toute la presse d'Outre-Rhin créèrent un violent mouvement d'opinion contre le renouvellement des accords. Cependant la production de charbon de la Ruhr atteignait en janvier 69 0/0 de la production correspondante de 1922 considérée comme année normale, la production de coke 46 0/0; et le Bergbauverein admettait que les chiffres de mars seraient 100 0/0 et 75 0/0.

Des conférences avaient eu lieu à Dusseldorf entre les représentants de la M. I. C. U. M. et la Commission des Six; ceux-ci avaient exposé la situation critique des mines, réclamant une amélioration des transports par chemin de fer et une diminution du Kohlensteuer. Il avait été pris acte de leur première réclamation. Mais personne n'avait ouvert la question du renouvellement des accords.

La difficulté provenait de l'incertitude au sujet du règlement général de la question des réparations. On sait qu'au mois d'octobre 1923, dans une note fameuse où il se déclarait prêt en principe à reprendre les réparations en nature interrompus par l'occupation de la Ruhr, mais incapable de les exécuter en fait, le Gouvernement allemand avait demandé que la C. D. R. voulût bien en conformité avec l'article 234 du Traité de Versailles se livrer à une étude des ressources et des capacités de l'Allemagne et donner à des représentants du Gouvernement allemand l'occasion d'exposer en détail l'état actuel des ressources et capacités et de faire connaître les mesures prises par son Gouvernement en vue d'assainir le budget et de stabiliser la monnaie.

Cette proposition appuyée par les Anglo-Américains, aboutit au mois de novembre à la constitution de deux comités d'experts où les Etats-Unis étaient représentés, chargés d'évaluer selon un plan établi par la C. D. R., et sous son contrôle, la capacité de paiement de l'Allemagne. Les comités s'étaient immédiatement mis au travail mais on ne connaissait ni la date de publication ni le contenu de leurs rapports.

Une nouvelle réunion des signataires du Mantelvertrag, fixée au 1^{er} avril par la M. I. C. U. M., ne put avoir lieu par l'absence des industriels allemands, qui s'étaient excusés au dernier moment. Du côté de la M. I. C. U. M. on avait nettement l'impression que les Allemands cherchaient à gagner du temps et attendaient la publication du rapport des experts avant de s'engager à nouveau. Aussi l'armée prit-elle toutes mesures utiles pour qu'en cas de non signature du nouvel accord avant le 15 avril, pression pût être immédiatement exercée sur les industriels de la Ruhr. Les dispositions envisagées ressortant du domaine du service de l'impôt sur le charbon étaient la remise en vigueur de l'arrêté 31 et de l'ordonnance 177 sur la réglementation de la circulation des charbons, et celle de l'arrêté 61 et de l'ordonnance 172 sur les sous-produits. Les chefs de bureau d'impôt reçurent des instructions formelles pour rétablir, dès réception de l'ordre par téléphone, l'ancien régime des laissez-passer; aux premiers jours de résistance ils devaient délivrer uniquement des carnets de laissez-passer modèle (mines en règle avec le service pour le paiement de l'impôt) et modèle D (sous-produits). La délivrance des laissez-passer modèle A, B, C ordinaires et C Deputatkohle n'était envisagée que dans la suite; cette mesure était prise spécialement contre les mines récalcitrantes. Des consignes furent préparées pour les postes de contrôle ou de garde.

Le 8 avril, la Commission des Six déclare qu'elle ne peut plus continuer à respecter ses engagements envers la M. I. C. U. M. au delà du 15 avril; elle offre de poursuivre les livraisons de réparations, si on lui en accorde les possibilités financières; elle envisage notamment le paiement par les alliés d'une partie des livraisons. La M. I. C. U. M. fait connaître aux industriels qu'aucun adoucissement ne peut être apporté aux obligations actuelles.

Les déclarations officielles des ministres du Reich affirmant que les accords de la M. I. C. U. M. étaient rigoureusement insupportables venaient encore compliquer les négociations. De tous côtés en Allemagne on répétait que les mines de la Ruhr perdaient en moyenne 8 marks or par tonne de charbon, chiffre dont la M. I. C. U. M. avait fait ressortir l'inexactitude flagrante; on s'efforça même de mêler les représentants ouvriers aux négociations. Ils se présentèrent à la M. I. C. U. M. le 10 avril; il fut répondu à leur demande qu'aucune question intéressant directement les ouvriers (salaires, durée de travail, etc...) ne serait traitée au cours des pour-

parlers et que par conséquent leur présence était considérée comme inutile.

Le 11 avril, le Comité des Six revient à la charge avec son plan de financement des livraisons de réparations, et y ajoute tout un ensemble de revendications (restitution des exploitations en régie, remboursement de l'excédent du Kohlensteuer arriéré, suppression du K. S. courant, etc...). La veille, le Gouvernement allemand, par l'organe de son ambassadeur à Paris, avait fait demander au Gouvernement français de retarder les pourparlers effectifs sur la situation créée par l'expiration des arrangements avec la M. I. C. U. M. le 15 avril jusqu'à la date où le rapport des experts serait publié. A la fin de la séance du 11 les industriels se retirent en déclarant qu'ils vont demander des instructions à Berlin.

Mais le rapport des experts paru le 9 avril et la décision de la C. D. R. du 11 avril créaient dans ce même moment une situation nouvelle permettant aux Allemands d'envisager l'avenir sous un jour plus favorable.

Le 13 avril, les délégués du Bergbauverein revinrent conférer avec les représentants de la M. I. C. U. M., animés de toutes autres dispositions. Après une discussion serrée, ils acceptent des stipulations qui maintiennent sur tous les points essentiels les avantages des accords existants.

1^o Le programme des livraisons de réparations sera celui de la C. D. R. (environ 1.800.000 tonnes par mois).

2^o Taux du Kohlensteuer courant : 1 m. 50 par tonne.

3^o Taxes d'exportation des sous-produits métallurgiques : 4/8 des tarifs théoriques.

4^o Maintien des licences et dérogations, laissez-passer et continuements.

5^o Les exploitations en régie ne seront pas restituées.

Mais ils ne veulent pas s'engager pour une durée supérieure à cinq semaines, durée pendant laquelle les moyens de financement des accords leur seront assurés par la Reichsbank, grâce à la combinaison suivante : les mines vendront fictivement leur stock de 2.200.000 tonnes au Kohlensyndikat et tireront des traites sur lui. La Reichsbank pourra escompter 70 0/0 de ces traites, ce qui fournira environ 30 millions. La M. I. C. U. M. déclare que l'acceptation d'un délai minimum de deux mois est une condition *sine qua non* de la signature du contrat. De nouvelles instructions sont demandées par les industriels à Berlin.

Le 14 avril, le Comité des Six fait connaître à la M. I. C. U. M. que les industriels désireux de témoigner leur bonne volonté à un moment où la publication du rapport des experts semble ouvrir une période nouvelle acceptent sur la base des clauses établies le 13 la prorogation des accords jusqu'au 15 juin. Le 15 avril à 16 heures la signature était donnée pour une prorogation de deux mois.

Les conditions fondamentales de cet accord sont indiquées plus haut. Sur la demande expresse des Allemands, le premier paragraphe exposait que la publication du rapport des experts et la décision de la C. D. R. du 11 avril avaient créé une situation nouvelle ouvrant une voie au règlement de la question des réparations. Les paragraphes 2 et 3 touchaient le service de l'impôt sur le charbon chargé de leur exécution.

Le paragraphe 2 se rapportait à la répartition entre les mines de l'excédent sur les 15.000.000 dollars perçus au titre du K. S. arriéré.

« Il reste entendu que le montant du K. S. arriéré fixé à 15.000.000 dollars à la date du 23 novembre ne dépassera pas ce chiffre : le supplément déjà perçu par la M. I. C. U. M. sous forme de traites sera rendu aux mines dans les conditions suivantes :

« Un million de dollars sera immédiatement déduit du montant des traites. Le reste sera rendu aussitôt que possible. »

Cet excédent provenait de l'exécution des accords particuliers conclus entre les mines et le service de l'impôt sur le charbon. D'après l'article 2 de l'accord du 23 novembre, le service avait réclamé aux mines une somme égale au quart ou au cinquième des évaluations forfaitaires, amende de 50 0/0 comprise, suivant qu'il s'agissait d'un Konzern ou d'une mine pure. Les produits saisis dans la mine venaient en déduction et avaient fait l'objet d'une évaluation provisoire. Dès le mois de février, il apparaissait que les sommes dues par les mines et konzern au titre du K. S. arriéré dépasseraient d'environ deux millions de dollars l'évaluation de 15 millions de dollars inscrits dans le paragraphe 2 du Mantelvertrag.

Une partie de cet excédent, soit 1 million de dollars, fut répartie entre les mines intéressées proportionnellement aux excédents résultant de la comparaison des sommes prévues par les accords particuliers avec celles théoriquement dues en vertu du Mantelvertrag.

La somme à déduire fit l'objet pour chaque mine d'un mandat

payable à l'une des caisses de la M. I. C. U. M. à la date de l'échéance de la dernière ou de l'avant-dernière traite suivant le cas. Ce remboursement fut naturellement affecté d'office au paiement de la partie correspondante du K. S. arriéré prévu par la dernière ou avant-dernière traite. Copie du mandat fut jointe au dossier de la mine intéressée. C'est ainsi que pour l'exemple précédemment cité du konzern Klöckner, dont le K. S. arriéré avait été fixé par l'accord particulier du 7 décembre à dollars : 261.791, l'on trouve un dégrèvement de dollars 30.978,51 à accepter en paiement de la dernière traite du 20 octobre 1924.

Le paragraphe 3 fixait le Kohlensteuer courant à 1,50 marks or par tonne vendue. La taxe ne pouvait être perçue qu'en devises appréciées. Le taux de la redevance pouvait être abaissé en cas de diminution du prix du Fetthörderkohle, mais ne pouvait par contre dépasser 1,50; la réduction s'effectuait par tranche de 5 0/0 correspondant à une diminution des prix de 5 à 10 0/0, 10 à 15 0/0, etc...

En exécution de ce paragraphe, le bureau de comptabilité du service de l'impôt sur le charbon tint un état comparatif des prix du charbon par dates, signalant au chef de service les variations de prix de plus de 5 0/0. D'ailleurs les prix varièrent très peu d'ici le 1^{er} juillet.

La redevance étant désormais perçue en marks or et non plus en francs, deux rôles d'impôt furent rédigés pour le mois d'avril : un rôle exprimant en francs français l'impôt de la première quinzaine; un rôle exprimant en marks or l'impôt de la deuxième quinzaine.

Le premier atteignait 20 millions de francs, le second 4 millions de marks or soit une somme à peu près équivalente.

L'accord général ayant été renouvelé au 15 avril pour deux mois il en fut de même pour les accords particuliers avec les mines d'Aix-la-Chapelle, les mines de lignite du B. K. S., les comptoirs de sous-produits. Le K. S. courant était abaissé à 1,35 mark or par tonne vendue pour les mines de charbon du bassin d'Aix, à 1 m. 50 par tonne de briquettes et 0,34 mark par tonne de lignite crue expédiées par les mines sociétaires du B. K. S. ou utilisées dans leurs usines annexes. Au cas où le taux du Kohlensteuer admis pour les mines de la Ruhr varierait, les taux précédents subiraient automatiquement des variations correspondantes et proportionnelles. Rien n'était changé quant aux taux des taxes atteignant les sous-produits.

CHAPITRE VI

LES ACCORDS SUCCESSIFS SUPPRESSION DU KOHLENSTEUER DE LA M. I. C. U. M.

L'accord du 15 avril était valable « jusqu'au règlement général de la question des réparations et jusqu'au 15 juin 1924 au plus tard ». Mais le règlement général de la question des réparations exigeait le vote préalable de tout un ensemble de lois par le Reichstag; il était donc évident que de nouveaux accords seraient nécessaires avant l'évacuation économique de la Ruhr, recommandée indirectement par les experts. Partie I du 1^{er} rapport, titre II : « ... nous avons été contraints d'admettre que l'unité fiscale et économique du Reich était rétablie et notre rapport tout entier est basé sur cette hypothèse. »

L'activité économique de la Ruhr fut d'ailleurs considérablement ralentie au mois de mai par une grève des mineurs, qui demandaient une augmentation de salaires. Cette grève déclenchée le 8 mai entraîna un arrêt presque complet de la production pendant deux semaines. Le 27 mai elle se termina par un arbitrage basé sur les conditions suivantes: huit heures au fond, dix heures au jour, 20 0/0 d'augmentation sur les salaires d'avril.

Cette augmentation de salaires élevait le prix de revient de la tonne d'extraction nette d'environ 1 mark. Aussi la M. I. C. U. M. était-elle disposée, dans les futures négociations, à modérer ses conditions d'accord, en faisant porter la modération sur le taux du Kohlensteuer et des taxes de licences et dérogations, les tonnages de combustible à fournir au titre des réparations restant invariables comme fixés en exécution du Traité de Paix. Elle considérait d'autre part le maintien des conditions générales de l'accord initial et la gêne en résultant comme devant inciter les industriels à faire pression sur le gouvernement du Reich pour que le rapport des experts fût adopté le plus tôt possible.

Les négociations entre le Comité des Six et la M. I. C. U. M.

s'ouvrirent le 12 juin à Dusseldorf. Les industriels exposèrent la situation difficile dans laquelle ils se trouvaient du fait des charges résultant des accords du 23 novembre et du 15 avril et des conséquences de la grève de mai.

Il demandèrent si les gouvernements français et belge étaient disposés à avancer les sommes nécessaires pour payer les livraisons de réparations directement ou par l'intermédiaire de la caisse des gages. Ils déclarèrent qu'à la rigueur ils pourraient continuer les fournitures gratuites de réparations à la condition que les autorités d'occupation reconnussent que ces prestations seraient faites avec effet rétroactif à partir du 15 avril, au titre du plan des experts remettant ainsi en cause l'accord du 15 avril 1924.

La M. I. C. U. M. ayant repoussé d'une façon absolue ces propositions les industriels déclarèrent devoir aller prendre conseil à Berlin.

Après des conversations confuses qui se déroulèrent parallèlement à Dusseldorf et à Paris, la M. I. C. U. M. afin de permettre au gouvernement français d'examiner la situation et de lui donner des instructions définitives, obtint des industriels allemands, après longue discussion, une prolongation de quinze jours des accords du 15 avril dans leur intégralité.

En attendant, les ingénieurs franco-belges entreprirent de nouvelles études sur le prix de revient de la houille dans la Ruhr et sur les charges imposées par l'accomplissement des accords.

Le prix de revient de la tonne d'extraction nette apparut à 13 m. 30; celui de la tonne d'extraction utile à 14,91. Celui de la tonne d'extraction vendable à 21,30. Les charges de la M. I. C. U. M. formant un total de 6,39 marks par tonne vendue se décomposaient en :

Livraisons de réparations.....	4,64	par tonne vendue
Kohlensteuer arriéré	0,25	—
Kohlensteuer courant	1,50	—

Ces prix s'entendaient des mines exploitées par les Allemands; pour les mines exploitées en régie, le prix de revient de la tonne vendable, en admettant que ces mines supportent les mêmes charges de réparations et d'impôt que les mines allemandes, était seulement de 20 marks.

Le prix de vente moyen de 24 marks environ par tonne, duquel il fallait décrire 1 m. 50 pour les frais de vente, laissait donc aux industriels une légère marge de bénéfices. Ce bénéfice pouvait

devenir appréciable si la M. I. C. U. M. diminuait le taux du K. S. courant et si le Reich faisait remise aux mines des impôts qui lui étaient dus. Il n'y avait donc pas lieu de prendre de nouvelles mesures à l'égard de l'industrie de la Ruhr, avant la date de la mise en application du plan des experts.

Le 26 juin, le gouvernement français, d'accord avec le gouvernement belge envoyait ses instructions à Dusseldorf : la négociation restait entièrement entre la M. I. C. U. M. et les industriels. Les délégués de la M. I. C. U. M. pouvaient, dans un but de conciliation, quoique dans la situation actuelle les producteurs de charbon ne fussent pas en perte, accepter une réduction du K. S. et des taxes de licences et dérogations; par contre ils devaient exiger la continuation des livraisons intégrales de charbon et le maintien des gages jusqu'à la mise en application du plan des experts.

La première réunion a lieu le 28 juin. Les industriels allemands exposent à nouveau la situation précaire de leurs entreprises et demandent des crédits. La M. I. C. U. M. pose ses conditions.

1° Impossibilité de réduire le programme de livraisons de combustibles de la C. D. R., sauf pour la période de grève au mois de mai (27 0/0 de la production utile de cette période);

2° Impossibilité d'accorder des crédits pour les livraisons;

3° Possibilité de discuter K. S. courant (taxes de licences et dérogations réduites de moitié, taxe de circulation des sous-produits portées de 2 0/0 à 1 0/0, K. S. courant porté à 0 m. 75 par tonne);

4° Réduction du programme de livraisons de sous produits.

Les trois premières conditions sont applicables à partir du 15 juin; les réductions de charges qui résultent de l'application de la troisième sont de l'ordre de 6 millions de marks par mois.

Les industriels demandent à prendre contact avec leurs commettants et leur Gouvernement et se retirent.

Ils apportent le 30 un nouvel élément de discussion; l'aide financière du Reich leur est accordée pour le mois de juillet. Un âpre débat s'ouvre sur la durée de l'accord; un mois, veulent les Allemands; jusqu'à la mise en application du plan des experts, maintient la M. I. C. U. M. A 11 heures du soir — la séance avait commencé à 10 heures du matin — on se met d'accord sur la formule suivante : l'arrangement sera valable à partir du 1^{er} juillet jusqu'à la mise en application du plan des experts, étant entendu que les deux parties auront la faculté de la dénoncer à dater du début de chaque mois, moyennant un préavis de dix jours. Quant

au reste, réduction du taux du Kohlensteuer courant, des taxes et des livraisons de sous-produits, la Commission des Six accepte les conditions de la M. I. C. U. M.

Les autres mines des territoires occupés (bassin d'Aix-la-Chapelle, bassin de Cologne, mines du B. K. S.), suivirent l'exemple des mines de la Ruhr et signèrent de nouveaux arrangements avec la M. I. C. U. M.; en particulier le K. S. courant fut porté à partir du 15 juin à 0 m. 75 par tonne de briquettes de lignite et à 0 m. 17 par tonne de lignite cru.

A dater du 1^{er} juillet, les prix officiels de vente des charbons allemands qui étaient restés immobiles depuis la fin du mois de décembre 1923, furent également diminués. La tonne de tout venant gras passa de 20,60 à 16,50, celles de fines à coke de 23,50 à 19, celle de coke de 36,40 à 27; cette diminution de 20 0/0 devait permettre aux charbons allemands de faire concurrence en Allemagne même, aux charbons anglais dont les prix f. o. b. décroissaient depuis deux mois et s'établissaient au 1^{er} juillet autour de :

20,2 shillings ou 18,50 marks pour le tout venant gras et les fines à coke.

27,8 shillings ou 25,5 marks pour le coke.

Le fret Tyne-Hambourg oscillant autour de 4 marks par tonne de charbon transportée, même avec la diminution des prix de vente sur le carreau des mines allemandes, le charbon anglais était encore moins cher à Hambourg que le charbon allemand, en raison du prix élevé de transport par voie ferrée depuis la mine.

Il a été dit plus haut que le Reich avait promis son aide financière aux industriels de la Ruhr pour les charges qu'ils avaient à assurer pour exécuter les accords de la M. I. C. U. M. : il prit à son compte effectivement la moitié de ces charges pour le mois de juillet; cette mesure lui était possible grâce à de notables excédents budgétaires pour les premiers mois de l'exercice 1924-25. Il s'agissait suivant les différentes évaluations d'une somme comprise entre 16 et 28 millions marks or. Mais le Reich ayant fait connaître qu'il n'était pas en mesure d'assurer à l'industrie minière de la Ruhr une aide financière pour le mois d'août, les industriels allemands, le 2 juillet, dénoncèrent à dater du 31 l'accord conclu le 1^{er} avec la M. I. C. U. M.

Il fallait donc recommencer à discuter à la fin du mois.

Le Bergbauverein fit au mois de juillet une nouvelle évaluation des pertes causées aux mines de la Ruhr par l'accomplissement

des accords; il arrive à une perte de 12,39 marks par tonne de charbon vendable, de 7,59 marks en comptant le secours financier du Reich. Ses chiffres sont intéressants à comparer avec ceux de la M. I. C. U. M.

A. — PRIX DE REVIENT DE LA TONNE D'EXTRACTION NETTE

	Evaluation allemande	Evaluation alliée
Salaire moyen par poste	6,20	6,17
Rendement par poste jour et fond.....	0,865 tonnes	0,880 tonne
Salaire par tonne	7,17	7,00
Traitement des employés.....	0,93	0,80
Charges sociales patronales	1,12	1,10
Fournitures et entretien du matériel d'explo- tation	3,60	2,00
Impôts	0,58	0,37
Frais généraux : intérêt des emprunts.....	1,20	0,23
Frais de direction	1,20	0,23
Autres frais	0,45	0,40
	15,30	12,10
Amortissement (10 %)	1,53	1,21
	16,83	13,31

Les chiffres sont comparables sauf 2; celui qui concerne les fournitures et entretien du matériel d'exploitation et celui des intérêts des emprunts.

1^o Pour le premier, la M. I. C. U. M. avait comme terme de comparaison le coût des fournitures et de l'entretien du matériel de la régie des mines, égal à 1 mark 83 par tonne nette. D'autre part, en partant du chiffre de 1913, pour les mines de Gelsenkirchen, 1 m. 72, par tonne *nette* et admettant que les fournitures des mines aient augmenté de 120 0/0, elle arrivait à 2,07 marks par tonne utile ou 1,92 mark par tonne nette, soit sensiblement le chiffre trouvé pour les mines en régie. Elle fixa le chiffre à 2 marks pour combler une légère part d'optimisme.

Le Bergbauverein majeure de 33 0/0 le chiffre de 1913, qu'il prend égal à 2 m. 70 par tonne nette.

2^o Chiffre des intérêts des emprunts :

Les Allemands prétendent que les mines sont obligées d'emprunter 6 marks par tonne extraite et ne trouvent à emprunter qu'à un taux de 20 0/0 par an.

En admettant que les intérêts soient payables annuellement, ils présentent donc une charge de 1,20 mark par tonne.

Ces chiffres sont nettement exagérés.

En effet jusqu'à la fin de l'année 1923, les mines n'avaient pas subi de crise de trésorerie. En cas de gêne les grandes sociétés émettaient du papier monnaie, que la baisse constante du mark dévalorisait très vite. Les sociétés se créaient donc des ressources abondantes et gratuites. Par ailleurs, le Reich payait les livraisons de réparations ou bien versait des sommes importantes (Ruhrhilfe) pour soutenir la résistance passive.

Au moment de l'entrée en vigueur des contrats avec la M. I. C. U. M., les mines avaient été imposées, au titre du K. S. arriéré, de 15 millions de dollars. Elles avaient eu en outre à payer l'impôt courant et à assurer les livraisons de réparations.

Le Bergbauverein prétendait que dès le mois de février les mines perdaient plus de 8 marks par tonne vendue; les calculs précédents de la M. I. C. U. M. ont montré que la plupart des mines pouvaient alors boucler leur budget sans qu'il soit tenu compte des bénéfices procurés par la cokéfaction.

D'ailleurs la majorité des mines appartenaient à des Konzerns propriétaires d'usines métallurgiques, qui travaillaient dans des conditions plus rémunératrices que les mines, et dont les stocks de produits bruts, demi-finis ou finis existant en décembre 1923 avaient été restitués à leurs propriétaires; la vente d'une partie de ces stocks avait permis aux usines de procurer des ressources aux mines affiliées en leur évitant de recourir à l'emprunt.

Enfin les mines possédaient des valeurs et des devises étrangères, et en avaient vendu une partie pour reconstituer leurs fonds de roulement ou combler leurs déficits.

La M. I. C. U. M. admettait que depuis décembre 1923, les mines de la Ruhr avaient emprunté 140 millions de marks or, soit :

Totalité du K. S. arriéré : 17 millions de dollars = 60 millions marks or.

Reconstitution d'une partie du fonds de roulement anéanti par la baisse du mark et déficits d'exploitation de certaines mines = 80 millions marks or.

Au sujet du taux d'intérêt de l'argent, la M. I. C. U. M. admettait celui de 15 0/0 l'an, au lieu du chiffre allemand de 20 0/0, le taux d'intérêt de l'argent ayant constamment diminué depuis le 1^{er} mai

Donc les intérêts dont les mines étaient redevables, s'élevaient

à 15×140 millions = 21 millions de marks par an ou 1 million 75 par mois.

L'extraction nette étant d'environ 7.400.000 tonnes par mois, chaque tonne nette supportait au titre intérêt des emprunts : $\frac{1,75}{7,40}$ 0 m. 23.

B. — PRIX DE REVIENT DE LA TONNE D'EXTRACTION UTILE

Le Selbstverbrauch et le Deputatkohle sont évalués par la Bergbauverein à 11 0/0 de la production nette. La M. I. C. U. M. évalue leur somme à 9 0/0 seulement, la fraction du Deputatkohle délivrée aux Arbeiter étant payée par ceux-ci à raison de 8 marks or la tonne, soit environ la moitié de sa valeur.

On obtient ainsi les chiffres de 18,91 et de 14,62 makrs.

C. — PRIX DE REVIENT DE LA TONNE D'EXTRACTION VENDABLE

Prix de revient de la tonne utile	18,91	14,62
Prix de revient en tenant compte des livraisons de réparations	25,27	19,55
KS arriéré	3,11	» (1)
KS courant	0,75	0,75
	29,13	20,30

D. — PRIX DE VENTE MOYEN DE LA TONNE DE HOUILLE

Prix de vente d'une tonne de tout venant gras....	16,50	16,50
Frais commerciaux 5 %	0,83	0,83
	15,67	15,67
Majoration moyenne perçue sur la vente de qualités autres que le tout venant gras.....	2,82	2,82
Prix de vente moyen par tonne.....	18,49	18,49
A déduire au titre du Syndicats Umlage (part du syndicat)	1,75	1,50
Prix de revient	16,74	16,99

D'où une perte de marks : 12,39 par tonne vendue d'après le Bergbauverein, et seulement de 3,31 marks d'après la M. I. C. U. M.

Les charges de la M. I. C. U. M. ressortent respectivement à 10,22 et 5,68 marks par tonne vendue ; la moitié des charges (part

1. Chiffres compris dans celui des intérêts des emprunts.

du Reich) apparaît dans les 2 cas à 5,11 et 2,84 marks, ce qui donne 28 millions ou 16 millions par mois avec une production vendable de 5.600.000 tonnes.

La perte réelle des mines est donc tantôt de 7 m. 28 tantôt de 0 m.47 suivant que l'on prend l'estimation allemande ou celle de la M. I. C. U. M.

Encore celle-ci n'a-t-elle pas tenu compte du bénéfice important procuré par la cokéfaction et la vente des sous-produits le bénéfice est la somme de 2 termes :

1° Vente du gaz et des sous-produits : 1 mark par tonne environ.

2° Différence entre le prix de vente du coke (27 marks) et la valeur des fines enfournées (19 marks par tonne).

$$\text{Soit } 27 - \frac{4}{3} 19 = 2 \text{ marks.}$$

Total : 3 marks par tonne de coke, ce qui, étant donné la quantité de charbon cokéfié, représente un bénéfice moyen de mark 1,33 par tonne vendable. Dans ces conditions les mines gagnent près d'un mark par tonne vendue, au lieu d'en perdre plus de 7, tout en mettant en réserve pour amortissement et travaux neufs 10 0/0 de la valeur des charbons.

En admettant une part d'optimisme dans les évaluations de la M. I. C. U. M., intéressée dans la question, il semble toutefois qu'elles soient plus près de la vérité que celles du Bergbauverein.

Les recettes opérées par le service de l'impôt sur le charbon au titre du K. S. courant furent de l'ordre de 2,5 millions de marks or pour le mois de juillet.

* * *

Le 28 juillet, l'Allemagne n'étant pas encore considérée comme ayant exécuté en ce qui la concernait le plan des experts, c'est-à-dire n'ayant pas encore rempli les cinq conditions fixées le 15 juillet par la Commission des Réparations et homologuées par la deuxième commission de la Conférence de Londres, le mécanisme de la Ruhr continuait.

Les industriels au cours d'une réunion avec la M. I. C. U. M. se montraient d'accord dès le début sur la nécessité de prolonger les arrangements en vigueur pendant une courte durée. Après avoir attiré son attention sur la situation défavorable de l'industrie allemande, ils offraient les conditions suivantes :

Livraisons de réparations gratuites prolongées jusqu'au 15 août.

Suppression des taxes de licences et dérogations à partir du 1^{er} août.

Suppression du Kohlensteuer avec effet rétroactif à partir du 15 juin.

Après une longue discussion, ils finissaient par accepter que les taxes de licences et dérogations restent en vigueur après le 1^{er} août à un taux égal à la moitié du taux de juillet et que l'impôt sur le charbon soit réduit à 0 m. 40 pour le mois de juillet et à 0 m. 25 à partir du 1^{er} août.

La M. I. C. U. M. ne voulait pas descendre à moins de 0 m. 60 pour juillet et de 0 m. 50 partir à du 1^{er} août.

Elle proposait d'autre part que l'arrangement fût valable jusqu'au jour où à la suite des décisions prises par les gouvernements après la Conférence de Londres, l'agent des paiements prévu par le plan des experts commencerait à payer les livraisons en nature.

Les industriels acceptaient le principe de cette formule, moyennant l'approbation préalable de leur gouvernement.

Le 31 juillet était signé un arrangement prolongeant celui du 30 juin sous réserve des modifications suivantes :

1^o Le nouvel accord était valable jusqu'à la date qui serait déterminée pour l'entrée en action de l'agent des paiements prévu au plan des experts.

Toutefois à partir du 15 août, la Commission des Six pouvait dénoncer l'accord moyennant un préavis de cinq jours.

2^o Les taxes de licences et de dérogations en vigueur au mois de juillet étaient réduites de moitié à partir du 1^{er} août.

3^o Le taux du K. S. courant était réduit à 0 m. 25 à partir du 1^{er} août.

4^o Pour tenir compte des difficultés de vente éprouvées par les mines pendant le mois de juillet, l'impôt relatif à ce dernier mois était réduit à 0 m. 50.

Un accord analogue passé entre la M. I. C. U. M. et le Braunkohlensyndikat abaissait à 0 m. 50 et 0 m. 12 pour le mois de juillet, 0 m. 25 et 0 m. 05 à partir du 1^{er} août le taux du Kohlensteuer pour les briquettes de lignite et le lignite cru.

Le service de l'impôt sur le charbon arrêta vers le 10 août le décompte définitif du K. S. arriéré, retardé par l'évaluation exacte des produits saisis.

Les chiffres définitifs dépendaient uniquement d'après l'art. 2 du Mantelvertrag « du produit net de la vente des objets enlevés au titre du Kohlensteuer ». Il se trouva que pour l'ensemble des mines le total des évaluations provisoires du mois de novembre correspondait à moins de 3 0/0 près du total définitif.

Dès le 20 août, les chefs de bureau d'impôt recevaient l'ordre de préparer la clôture de leurs opérations et le transport de leurs archives à Dusseldorf. La M. I. C. U. M. envisageait la suppression du Kohlensteuer, des taxes de licences et dérogations ainsi que de la taxe de circulation pour le 1^{er} septembre.

Mais l'accord ne put se faire le 31 août entre la Commission des Six et la M. I. C. U. M. assistées cette fois du délégué italien, au sujet des livraisons de réparations pendant la période transitoire prévue par les accords de Londres, s'étendant depuis le jour de la première constatation de la C. D. R. jusqu'au jour de la mise en application du plan des experts.

Cette période transitoire devait normalement, suivant le pacte de Londres, durer du 2 septembre 0 heure au 21 octobre 1924 à minuit.

La M. I. C. U. M. avait envisagé que pendant cette période :

1^o Les conditions techniques de livraisons de combustibles et de sous-produits seraient celles qui étaient en vigueur jusqu'à présent.

2^o Le paiement aux mines se ferait par les soins de l'agent des paiements à une date suffisamment éloignée pour permettre à cet agent de s'installer et d'être à même de remplir ses fonctions.

3^o Il ne serait préjugé en rien du prix des combustibles que la C. D. R. serait appelée à fixer ultérieurement.

4^o Le K. S. et les taxes cesseraient d'être perçues par la M. I. C. U. M. dès le 2 septembre.

Le mode de financement des livraisons de réparations proposé par la M. I. C. U. M. n'agréa point aux Allemands; il y eut également divergences d'opinions sur la durée de l'accord, les Allemands ne voulant pas s'engager au delà du 10 septembre, alors que la M. I. C. U. M. voulait prolonger son effet jusqu'au 21 octobre à minuit, ou jusqu'à la date qui serait fixée par la C. D. R. La conciliation fut impossible entre les deux thèses en présence.

La M. I. C. U. M. ne put donc supprimer le Kohlensteuer comme elle l'avait envisagé, à la date du 1^{er} septembre. D'autre part l'accord du 31 juillet arrivait à expiration le même jour, la C. D. R. ayant décidé dans l'après-midi du 1^{er} septembre, après avoir reçu

de la Kriegslastenkommission le texte voté et promulgué, des lois nécessaires au fonctionnement du plan Dawes, que l'agent des paiements de réparations était entré en fonctions (première constatation). La M. I. C. U. M. fit donc connaître qu'elle ne pourrait que s'en tenir aux termes de l'accord de Londres.

D'après l'article 4 de l'annexe III de l'accord de Londres, elle avait vingt jours depuis la date de la première constatation, c'est-à-dire jusqu'au 20 septembre, pour atténuer les entraves apportées depuis le 11 janvier 1923 à la circulation des personnes, des marchandises et des véhicules spécialement entre les territoires occupés et les territoires non occupés, et pour appliquer la législation et les tarifs douaniers en vigueur en Allemagne non occupée aux perceptions effectuées dans les territoires occupés, ainsi qu'au régime du commerce extérieur.

Effectivement le 20 septembre 1924 paraissaient 3 arrêtés et 2 ordonnances relatifs à la suppression du Kohlensteuer et des taxes sur les sous-produits de la houille :

L'arrêté spécial n° 130 pour les territoires occupés de la Ruhr semblable à l'ordonnance spéciale n° 269 applicable aux territoires anciennement occupés, supprimait l'impôt sur le charbon pour les tonnages vendus à partir du 1^{er} septembre 1924 (article 1^{er}).

L'article 2 abrogeait les dispositions des arrêtés ou ordonnances et de toutes décisions, règlements ou instructions édictés en vue de leur exécution et qui seraient contraires à l'article 1^{er} précédemment cité, et notamment l'arrêté n° 1 et l'ordonnance 132.

L'article 2 était sans effet sur la validité des actes accomplis, les droits acquis, les responsabilités encourues, et les obligations nées en exécution ou sous l'empire de ces arrêtés ou ordonnances, décisions, règlements ou instructions (article 3).

En particulier, continuait l'article 3, l'impôt sur le charbon relatif à la période antérieure au 1^{er} septembre 1924, c'est-à-dire aussi bien le K. S. arriéré (afférent à la production antérieure au 23 novembre 1923) que le K. S. courant (afférent aux ventes effectuées pendant la période du 23 novembre 1923 au 1^{er} septembre 1924) reste dû. Le recouvrement continuerait à en être effectué par la M. I. C. U. M.

D'ailleurs toutes les recettes réalisées par les Gouvernements français et belge depuis la date de la première constatation (1^{er} septembre 1924) devaient être, en application de l'article 4 de l'annexe III au protocole de Londres, reversées, de la caisse des gages

dans celle de l'agent des paiements de réparations, y compris les bénéfices nets de la régie franco-belge des chemins de fer, sauf une retenue mensuelle de deux millions marks or, destinée à couvrir à forfait les frais de perception pendant la période de transition.

L'arrêté 131 et l'ordonnance 270 édictaient en ce qui concerne la taxe sur la vente des sous-produits de la distillation de la houille les mêmes prescriptions que l'arrêté 130 et l'ordonnance 269 pour le Kohlensteuer.

Enfin l'arrêté 132 abrogeait l'arrêté n° 31 réglementant la circulation des charbons et du coke dans les territoires occupés de la Ruhr, ainsi que l'arrêté 47 relatif au blocage des produits bruts, demi-produits, produits finis et usinés, fabriqués par les usines appartenant à des sociétés ou à des konzerns dont les mines, situées dans les territoires occupés n'avaient pas acquitté complètement l'impôt sur le charbon exigible. L'application de ces deux arrêtés avait été seulement suspendue à la suite de l'acceptation par les mines des clauses du Mantelvertrag.

La publication de ces arrêtés et ordonnances, ainsi que celle, contemporaine, d'autres textes législatifs concernant l'exploitation des autres gages, marquait la fin de l'occupation économique franco-belge de la Ruhr.

CHAPITRE VII

LE BILAN DES PERCEPTIONS EFFECTUÉES PAR LE SERVICE DE L'IMPOT SUR LE CHARBON

Le service de l'impôt sur le charbon continua à percevoir des recettes jusqu'au mois d'octobre 1924. On totalisa vers cette époque les sommes recouvrées par ses soins aux différents titres

1° De la caisse des gages :

a) Impôt sur le charbon.

b) Taxes sur les sous-produits de la distillation de la houille.

c) Droits d'administration perçus pour la délivrance des licences d'importation de charbons étrangers.

2° Du trésor de l'année d'occupation :

Taxe sur les automobiles.

3° De la caisse spéciale des réparations :

Taxe perçue en remplacement du charbon de réparations.

4° Des recettes destinées à couvrir des dépenses de service :

Ventes d'imprimés.

A. — PRODUIT DE L'IMPOT SUR LE CHARBON

1° Bilan du produit du K. S. arriéré des mines non comprises dans celles de l'accord du 23 novembre.

ACTIF

	Mines de houille	Mines de lignite
	Dollars	Dollars
Sommes recouvrées.....	1.762.346,42	1.100.000
Vente de produits saisis	1.283.789 »	»
Saisies de fonds	5.557,80	»
Dégrèvements	689.987,26	»
Perte sur produits saisis (Phoenix) ..	58.123,21	»
Reste à recouvrer	39.835 »	»
	3.839.638,69	1.100.000

PASSIF

	Mines de houille — Dollars	Mines de lignite — Dollars
Montant de l'impôt tel qu'il résulte des accords (droits acquis)	3.839.638,69	1.100.000
	<u>3.839.638,69</u>	<u>1.100.000</u>

Soit un produit net de *dollars* 4.141.693,22.

2^o Bilan du produit du Kohlensteuer arriéré des mines du Mantelvertrag.

ACTIF

	Dollars
Sommes recouvrées	10.093.807,32
Vente des produits saisis	5.277.140,69
Saisies de fonds	17.311,21
Reste à percevoir	6.696,01
	<u>15.394.955,23</u>

PASSIF

	Dollars
Montant de l'impôt tel qu'il résulte des droits acquis (15.000.000 dollars en compte et intérêts mora- toires)	15.301.614,54
Bénéfice sur forfait produits saisis fixé à 5.183.800.	93.340,69
	<u>15.394.955,23</u>

Soit un produit net à la date du 29 octobre 1924 de *dollars* 15.388.259,22.

D'après l'arrangement du 14 octobre 1924 entre la M. I. C. U. M. et la Commission des Six, les mines présentant un solde débiteur avaient encore à verser le complément dû à la M. I. C. U. M. de dollars 6.696,01. La Commission des Six avait accepté comme chiffre forfaitaire représentatif des produits saisis celui de dollars, 5.183.800

Le produit net des ventes faisait ressortir le chiffre de dollars 5.277.140,69 à la date du 29 octobre, soit un excédent de dollars 93.340,69.

Cet excédent devait constituer un bénéfice au profit de la caisse des gages. Il n'était d'ailleurs pas effectif, car il restait 6.691,01 dollars à recouvrer.

D'autre part les francs français et belges reçus en paiement des produits saisis avaient été transformés en dollars non au cours du jour des paiements effectifs, mais au cours du jour des échéances

prévues par les contrats de vente. Il s'ensuivait une différence de 129.613,63 dollars au préjudice de la caisse des gages, qui n'était pas entièrement compensée par la plus-value de 93.340,69 dollars résultant de l'évaluation définitive des produits saisis.

3^o Bilan à la date du 29 octobre 1924 du produit du Kohlensteuer courant perçu dans le cadre des accords.

ACTIF

	Francs français	Marks or
Sommes recouvrées.....	141.068.392,63	15.412.267,15
Dégrèvements	6.752.548,13	769.347,98
Reste à recouvrer	69.157,34	51.144,18
	<u>147.890.298,10</u>	<u>16.232.759,21</u>

PASSIF

	Francs français	Marks or
Total de l'état du montant des rôles (droits acquis)	147.890.298,10	16.232.759,21
	<u>147.890.298,10</u>	<u>16.232.759,21</u>

A ces chiffres il faut ajouter ceux provenant de la délivrance des laissez-passer au cours de la résistance passive et des amendes imposées à la suite d'infractions à la réglementation sur la circulation du charbon.

	Francs français
Laissez-passer et amendes	28.497.525,85
Redevances pour les laissez-passer payées par les exportateurs	16.014.255,07
	<u>44.511.780,92</u>

En résumé à la date du 29 octobre 1924, l'impôt sur le charbon établi par la M. I. C. U. M. avait produit les sommes suivantes :

Dollars	19.539.952,44 soit à francs fr. 19,40.....	379.075.077,34
Marks or	15.412.267,05 — 4,42.....	68.122.220,36
Francs fr.	{ 41.068.592,63..... } { 144.511.780,92..... }	185.580.373,55
	<u>Francs français</u>	<u>632.777.671,25</u>
	<u>Ou marks or</u>	<u>143.162.369,06</u>

B. — PRODUIT DE LA TAXE

SUR LES SOUS-PRODUITS DE LA DISTILLATION DE LA HOUILLE

1^o Période antérieure au 1^{er} mars 1924.

Circulation et exportation : marks or 82.134,96

2^o Période allant du 1^{er} mars 1924 au 29 octobre 1924.

ACTIF

Paielements	1.183.243,90
Dégrèvements	124.887,89
Reste dû	168,30
	1.308.300,09

PASSIF

Droits acquis (d'après rôles récapitulatifs)	1.308.058,70
Trop perçu	241,39
	1.308.300,09

Le produit total est de marks or 1.265.378,86

C. — DROITS D'ADMINISTRATION PERÇUS POUR LA DÉLIVRANCE
DES LICENCES D'IMPORTATION DES CHARBONS ÉTRANGERS

La quotité des droits était fixée comme il a été dit à 30 shillings ou 20 florins par 1000 tonnes importées.

Le total des droits du genre perçus par le service de l'impôt sur le charbon se montait à la date du 29 octobre 1924 à :

Livres sterling	217 7/8	ou marks or (env.)		4.142
Florins	54.913,36	—		27.456,68
Francs français	3.859,43	—		873,17
Total marks or				32.471,85

D. — PRODUIT DE LA TAXE SUR LES AUTOMOBILES

Année 1923	marks or	15.870
Période du 1 ^{er} janvier 1924 au 30 septembre 1924 ...	—	48.695
Total	—	64.565

**E. — RECETTES PERÇUES PAR LE S. I. C.
POUR LE COMITÉ DE LA CAISSE SPÉCIALE DES RÉPARATIONS**

Ces recettes proviennent des chapitres suivants :

1° Contrats de libération des stocks de combustibles. Certains stocks de combustibles saisis au titre des réparations furent laissés à la disposition des mines moyennant le paiement d'une redevance égale à la valeur de ces stocks. Les contrats de libération furent conclus par les ingénieurs des groupes de la division mines et furent remis pour exécution au S. I. C. Le total perçu sur ce chapitre est de	marks or	120.950,99
2° Ventes sur place par la M. I. C. U. M. de stocks de combustibles de peu de valeur dont le transport en France apparaissait comme trop onéreux sinon comme impossible. Ces ventes furent effectuées par adjudication devant une commission composée de représentants de la division mines, du S. I. C. et de l'O. H. S. Le produit total de ces ventes s'élève à 565.808,15 marks or.		
A la date du 5 novembre, il restait à recouvrir	marks or :	
10.633,90.		
Le produit encaissé par le S. I. C. était donc de..	marks or	555.174,25
3° Paiements reçus des mines en remplacement des livraisons de réparations.		
Le charbon de certaines mines (notamment des petites mines du sud de la Ruhr) était de trop mauvaise qualité pour être dirigé sur la France et la Belgique. La M. I. C. U. M. décida que les mines du genre verseraient mensuellement en remplacement de leurs livraisons une redevance représentative du prix des charbons refusés. Les redevances mensuelles étaient fixées d'accord avec les représentants des mines intéressées par les ingénieurs de la division mines. Elles faisaient l'objet de rôles spéciaux remis pour recouvrement au S. I. C. Le montant perçu sur ce chapitre s'élève à	marks or	26.405,92
Le montant des cotes irrécouvrées atteint 227.826,85 marks or. Les mines débitrices étaient de faible importance, financièrement épuisées et hors d'état d'acquitter les redevances en cause.		
Total marks or		702.531,16

F. — VENTES D'IMPRIMÉS

Pour couvrir les dépenses résultant des commandes d'imprimés nécessaires à l'assiette et à la perception des différents impôts et taxes dont l'administration lui fut confiée, le S. I. C. perçut sur les redevables, pour chaque imprimé mis à leur disposition, une rede-

vance représentative du prix de cet imprimé et du montant de différents frais d'administration. C'est ainsi que les carnets de laissez-passer nécessaires à la circulation des charbons, les imprimés de licences ou de dérogations, les formules des déclarations pour l'impôt sur le charbon ou les taxes sur les sous-produits de la houille furent cédés aux redevables moyennant paiement.

Les prix pratiqués furent les suivants :

Laissez-passer pour circulation du charbon	F. F. 0,70
Licence d'importation de charbon étrangers, le formulaire	M. O. 4 »
Licences et dérogations de sous-produits, le for- mulaire	M. O. 0,50
Formule de déclaration impôt sur le charbon.....	F. F. 1 »
Formule de déclaration taxe sous-produits	F. F. 0,40

Les recettes furent :

Droits d'administration (taxes sur sousproduits).....	M. O.	12.862
Vente d'imprimés... {	F. F. 69.935,30 ou	M. O. 15.822,46
	Florins 9.843,39 ou	M. O. 4.921,69
	M. O. 18.971,41.....	18.971,41
		<u>52.577,56</u>

TOTAL GENERAL: MARKS OR 145.279.893,49

CONCLUSION

Au terme de cette étude une question se pose. Avions-nous le droit en entrant dans la Ruhr, de percevoir à notre profit le Kohlens-teuer et devant l'attitude passive des Allemands, de légiférer au sujet de l'exploitation de ce gage?

C'est un principe reconnu par tous les auteurs de droit international, que « chaque partie contractante est en droit de prendre contre l'autre, — pour la contraindre à exécuter les clauses du Traité — toutes mesures propres à cette fin (1). »

La prise de gage opérée sur le territoire étranger est, parmi ces mesures, une des plus efficaces. L'occupation de la Ruhr et sa mise en valeur n'étaient autres que des voies d'exécution forcée devant permettre aux alliés de récupérer les sommes d'argent le charbon et les matériaux divers qui leur étaient dus aux termes du traité. Donc en droit commun international, la raison était pour les alliés. Ils avaient en outre pour eux les dispositions de l'article 18 de l'annexe 2 à la partie VIII du traité de Versailles :

En cas de manquement volontaire de l'Allemagne, ils pouvaient exercer « des actes de prohibition et de représailles économiques et financières, et en général prendre telles autres mesures que leurs gouvernements respectifs pouvaient estimer nécessitées par les circonstances ».

Or la C. D. R. avait constaté à deux reprises, relativement aux livraisons de bois et de charbon, le manquement volontaire de l'Allemagne à l'obligation de réparer qu'elle avait contractée aux termes du traité. Le texte précédent s'appliquait.

1. Bonfils, *Manuel de droit international public*, 1921, p. 1051.

A ces constatations, les Gouvernements français et belge avaient donné suite en réalisant une occupation au premier chef économique du bassin de la Ruhr. Il s'agissait, pour employer les termes du discours prononcé par M. Poincaré au Sénat le 11 janvier 1923 de « l'envoi dans la Ruhr d'une mission d'ingénieurs pour surveiller l'exécution des livraisons de coke et de charbon, des coupes dans les forêts domaniales pour parer aux insuffisances des livraisons de bois, des réquisitions pour les prestations en nature, des prélèvements opérés par le Comité des Licences de Bad Ems sur les devises étrangères, la perception des ressources douanières à l'ouest seulement de la Rhénanie et la perception du Kohlensteuer. »

Toutes ces mesures rentraient très nettement dans la catégorie des mesures de représailles économiques et financières prévues par le traité. Représailles non pas stériles, comme l'eût été une occupation purement militaire, mais infiniment productive, puisqu'à la Conférence de Paris du 2 janvier 1923 les recettes correspondantes étaient évaluées à un milliard de marks or par an.

Il est donc hors de contestation que les alliés avaient le droit en occupant la Ruhr, de percevoir à leur profit le Kohlensteuer.

Quant au droit de légiférer au sujet de l'exploitation de ce gage, il résulte du refus des industriels allemands d'acquitter l'impôt sur le charbon entre les mains de l'occupant et du refus des fonctionnaires allemands de le percevoir pour son compte, conformément aux ordres du Reich. Il rentre dans les autres mesures que les gouvernements respectifs pouvaient estimer nécessitées par les circonstances.

* * *

On peut s'étonner du faible rendement du Kohlensteuer de la M. I. C. U. M.

Le plan français d'exploitation du gage de la Ruhr prévoyait pour l'impôt sur le charbon un rendement annuel de 400 millions marks or dont 120 payables en devises.

D'autre part le fisc allemand dans la période antérieure à l'occupation, n'avait jamais perçu, pour tout le territoire de l'Allemagne il est vrai, moins de 175 millions marks or (année budgétaire 1922-23) au titre de l'impôt sur le charbon.

Or le S. I. C. n'avait encaissé à ce titre que 143 millions marks or pour une période de vingt mois dont près de 140 au cours de la der-

nière année (1^{er} septembre 1923-1^{er} septembre 1924), pour une production de 65 millions de tonnes, ce qui correspond à un chiffre d'environ 210 millions M. O. pour une année de production normale (100 millions de tonnes).

Faut-il donc l'accuser de s'être mal acquitté de la tâche dont il était chargé? Certainement pas.

C'est que le plan français n'avait pas prévu la résistance passive des Allemands. Pendant les huit premiers mois de l'occupation, il fallut marcher un peu à l'aventure, sans personnel spécialisé dans la question et sans autres documents que les textes législatifs allemands se rapportant à la matière. Il fallut assimiler ces textes, organiser un service interalliée de l'impôt, devant le refus des mines de produire des déclarations opérer des taxations d'office et organiser au moyen d'un système de laissez-passer une taxe à la circulation des combustibles, saisir les stocks accumulés sur le carreau des mines récalcitrantes et en réaliser la vente. Le S. I. C. disposait au début d'un personnel à peine suffisant ; d'autre part il y eut quelques tiraillements entre la rive droite et la rive gauche, bien vite apaisés d'ailleurs. D'où la faiblesse des rentrées du Kohlensteuer dans les caisses de la M. I. C. U. M. jusqu'au 1^{er} septembre 1923. On sait également que jusqu'à cette même date les propriétaires des mines de la Ruhr continuèrent à acquitter leur part d'impôt sur le charbon entre les mains du Reich par l'intermédiaire du Syndicat rhénan-westphalien des houilles, transféré à Hambourg dès le début de l'occupation.

Dans l'accord général du 23 novembre 1923 les taxes spécifiques établies sur les tonnages de charbon vendus étaient bien inférieures aux taxes *ad valorem* de la législation allemande antérieure au 15 octobre 1923. K. S. arriéré et K. S. courant représentaient en tout, d'après les évaluations de la M. I. C. U. M. présentées plus haut, une charge d'environ 1 mark 80 par tonne vendue, tandis que 30 0/0 du prix de vente du charbon font 7 marks, près de quatre fois autant.

La différence des charges était, il est vrai, compensée dans Mantelvertrag par l'insertion d'une clause d'après laquelle les mines s'engageaient à livrer gratuitement aux alliés 27 0/0 de leur production utile, ce qui élevait le prix de revient de la tonne vendue de plus de 5 marks.

Cette remarque nous fait toucher du doigt le véritable aspect du sujet : les livraisons de réparations avant tout. Dans tous les accords

passés par la M. I. C. U. M. avec la Commission des Six, la question Kohlensteuer fut constamment sacrifiée à celle des livraisons de réparations. Après avoir acquitté un impôt de 10 francs, puis de 8, puis de 1 mark 50, la tonne de charbon vendue ne supportait plus au mois d'août 1924 qu'un impôt de 0 mark 25, véritable impôt de statistique sans que le programme des livraisons de réparations dans l'intervalle diminuât d'une tonne. Bien au contraire il augmente : il passe de 27 0/0 de la production utile mensuelle des mines dans le Mantelvertrag, ce qui faisait alors environ 1.350.000 tonnes au chiffre forfaitaire de 1.800.000 tonnes par mois depuis les accords du 15 avril jusqu'à la fin de l'occupation économique. Ce point de vue était parfaitement justifié par la nécessité de fournir à l'industrie franco-belge les combustibles nécessaires au maintien de son activité. Mais comme les charges des mines de la Ruhr ne pouvaient dépasser une certaine limite, le rendement du Kohlens teuer de la M. I. C. U. M. en a naturellement souffert. Les rentrées d'impôt des derniers mois le prouvent surabondamment.

* * *

La France au moins a-t-elle tiré profit des perceptions opérées au titre du Kohlensteuer dans la Ruhr? Pas directement.

En janvier 1925, se réunit à Paris une Concérence des ministres des Finances alliés, pour opérer l'affectation des annuités du plan Dawes et le règlement des comptes du passé. Un accord fut signé le 14 janvier, l'article 12 de cet accord invitait la C. D. R. à régler les comptes de la Ruhr.

Aux termes de cet article, la commission devait « fixer, conformément aux dispositions du traité de Versailles et suivant les méthodes pratiquées jusqu'à ce jour, la valeur en marks or des recettes de toute nature obtenues de l'Allemagne par les gouvernements français belge et italien depuis le 11 janvier 1923. » Elle devait de même « déterminer les montants à déduire de ces recettes, en vue d'assurer aux puissances intéressées un crédit correspondant aux dépenses réellement faites par elles. » (art. 12 A).

Des comptes réparés devaient être établis pour les livraisons en nature et les recettes en espèce (art. 12 B).

Ces dépenses militaires faites dans la Ruhr par les Gouvernements français et belge pendant la période d'occupation, du 11 janvier 1923 au 31 août 1924 diminuées du coût normal des

roupes dans leurs garnisons à l'intérieur, devaient être portées en déduction des recettes provenant des livraisons en nature (art. 12 C).

Le compte des recettes en espèces devait comprendre les recettes en espèces de toute nature produites par les taxes ou droits, les licences, les dérogations etc, et les recettes nettes de la régie des chemins de fer, telles qu'elles devaient être déterminées par la Commission des Réparations après vérification des comptes.

[En déduction de ces recettes devaient être portées les frais civils de perception et les dépenses d'administration faites avant le 31 août 1924 et les frais de déstockage des charbons et d'exploitation des mines et cokeries jusqu'à la même date.

Le solde du compte devait, à l'exception d'une somme de 14.725.154,40 dollars (soit environ 62 millions de marks or), portée au crédit des Etats-Unis en remboursement d'une partie de ses frais d'occupation (art. 3 B. du même accord), être versé au gouvernement belge qui serait débité au titre de sa priorité, pour la période antérieure au 1^{er} septembre 1924 (art. 12 D.)

En exécution de cette décision, la C. D. R. se mettait à la tâche et dressait en décembre 1925 après de laborieux travaux le bilan financier de l'occupation de la Ruhr.

Elle fixait à 894.230.569 marks or 41 le montant total des recettes nettes de toute nature, obtenues de l'Allemagne pendant la période de vingt mois écoulée entre le début de l'occupation militaire (11 janvier 1923) et le début de l'application du plan Dawes (1^{er} septembre 1924).

Cette recette totale provenait pour 469.868.656 marks or 41 de prestations en nature et pour 424.361.913 marks or de recettes en espèces.

Ce chiffre correspondant à l'impôt sur le charbon utilisé pour le calcul des recettes en espèces avait été obtenu en déduisant du chiffre brut donné plus haut les dépenses du service de l'impôt sur le charbon, traitement des agents, indemnités de fonctions, dépenses de matériel, etc. Elles atteignaient quelques millions de marks or. Il n'en reste pas moins que près du tiers de la somme donnée par la C. D. R. comme représentant la totalité des recettes en espèces effectuées pendant l'occupation de la Ruhr a été recouvrée par le service de l'impôt sur le charbon de la M. I. C. U. M.

Cette somme ayant servi pour la plus grande part à éteindre une partie de la dette de guerre allemande envers la Belgique (art. 12 D

de l'accord du 15 janvier 1925), on peut dire que la France a tiré un profit indirect des opérations du S. I. C., qui lui permettront de toucher plus rapidement sa part de 52 0/0 des annuités du plan Dawes.

* * *

L'opinion a été émise en 1924, que dans le cas d'une occupation économique plus longue du bassin de la Ruhr, les gouvernements alliés auraient pu retirer d'importantes ressources de l'exploitation des gages saisis, supérieures à celles que pouvaient procurer justement les annuités du plan Dawes. Qu'en faut-il penser au sujet de l'impôt sur le charbon?

Ce point se trouve étroitement lié à celui du financement des livraisons de réparations, soulevé avec une insistance croissante par la Commission des Six depuis le renouvellement des accords de 1^{er} juillet. Au mois de septembre 1924 les prix mondiaux du charbon accusaient une tendance à la baisse, et bien des mines de la Ruhr, pour soutenir la concurrence des charbons anglais, faisaient jusqu'à 25 0/0 de rabais sur les prix officiels du syndicat (ils devaient baisser d'environ 10 0/0 au 1^{er} octobre). D'autre part la compression des éléments du prix de revient apparaissait difficile : on ne pouvait songer à augmenter la journée de travail de mineurs ni à diminuer leur salaire ; impossible également de réduire la part des fournitures et entretien du matériel d'exploitation ; tout au plus le Reich s'engageait-il à rembourser aux mines les dépenses faites par elles depuis l'occupation pour s'acquitter de leurs charges de réparations, mais cet engagement n'était pas encore exécuté. Si donc l'on continuait à imposer aux mines la livraison gratuite des mêmes tonnages de réparations que dans les accords précédents, il paraissait impossible, d'après les évaluations de la M. I. C. U. M. elle-même, de leur faire acquitter pour les combustibles vendus une taxe tant soit peu élevée.

Supposons maintenant que les mines reçoivent d'une quelconque façon l'équivalent de la valeur des charbons qu'elles devaient livrer au titre des réparations. La question livraison de réparations étant de ce fait écartée, la M. I. C. U. M. aurait-elle pu exiger des mines de la Ruhr en 1924, un Kohlensteuer important, analogue à celui de l'ancienne législation allemande ? Il ne le paraît pas.

C'est que les lois instituant de gros taux d'impôt sur le charbon

avaient été appliquées en Allemagne pendant deux périodes tout à fait exceptionnelles.

La première était la fin de la guerre : l'impôt de 20 0/0 *ad valorem* perçu à partir du 1^{er} juillet 1917, avait fourni des rendements élevés tant à cause de l'intense consommation de charbon nécessitée par les fabrications de guerre qu'à cause de l'état de blocus de l'Allemagne, qui l'empêchait d'aller s'approvisionner ailleurs.

De 1919 à 1922, l'impôt sur le charbon avait réussi également, quoique dans une moindre mesure à cause de l'inflation, parce que le pays où il était appliqué traversait une crise de dépréciation monétaire continue provoquant un décalage constant des prix intérieurs par rapport aux prix mondiaux. Dans la pensée du Gouvernement du Reich, qui l'avait bien mise en évidence en supprimant à partir du 28 avril 1922 la taxe sur les charbons d'importation, il était destiné à combler la différence entre les prix des charbons allemands et ceux des charbons étrangers. C'était par excellence un impôt d'inflation.

Mais en 1923 la cherté vertigineuse du mark est suivie du commencement du redressement financier de l'Allemagne; une monnaie or est créée. Une entente entre le gouvernement et les producteurs de charbon a pour résultat la fixation, à partir du 15 septembre, des prix du charbon en marks or. Dès lors c'en est fini du décalage entre l'intérieur et l'extérieur : au 1^{er} octobre, les prix allemands encore grevés de l'impôt de 30 0/0 *ad valorem* de la loi du 20 mars 1923 dépassent largement les prix mondiaux. Le Gouvernement du Reich est obligé de supprimer le Kohlensteuer à dater du 15 octobre. Cette mesure, contraire à la législation des autorités alliées, reste naturellement sans effet dans les territoires occupés.

Que la M. I. C. U. M. fasse dès lors acquitter aux mines de la Ruhr une taxe importante sur la vente du charbon, et c'est la mise en état d'infériorité de toute l'industrie rhéno-westphalienne dont les prix de revient sont trop élevés. C'est l'accumulation des stocks dans les mines et dans les usines. C'est pour les ouvriers le chômage et tous les maux qui en résultent. Les charbons anglais moins chers inondent le marché allemand. Et il ne rentre pas un pfennig de plus dans les caisses de la M. I. C. U. M.

La conclusion est donc nette : si l'occupation économique de la Ruhr s'était prolongée en date du 1^{er} septembre 1924, les alliés n'auraient pu, à moins de compromettre la stabilité économique

des territoires occupés, établir sur les charbons westphaliens qu'une légère taxe à la production donnant des rendements très modestes. A quoi bon également continuer à faire retomber tout le poids des réparations sur une partie seulement du pays vaincu?

Paris, janvier 1926.

Vu : le Président de la thèse,
EDGARD ALLIX

Vu : Le Doyen,
H. BERTHÉLEMY

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris
P. LAPIE

BIBLIOGRAPHIE

I. — DOCUMENTS OFFICIELS

- I. Lois allemandes des 8 avril 1917, 8 avril 1922 et 20 mars 1923 ainsi que les décrets d'administration publique pris en exécution de ces lois. Publications Carl Heymann. Berlin.
- II. Recueil des arrêtés du Général commandant les troupes 1923-1924. Publié par l'Etat-Major de l'armée française du Rhin.
- III. Ordonnances spéciales de la H. I. C. T. R. 1923 à 1924.
- IV. Rapports des Comités des experts, publiés par le ministère des Affaires étrangères, 1924. Imprimerie nationale.
- V. Protocole de la Conférence de Londres, publié par le ministère des Affaires étrangères, 1924. Imprimerie nationale.
- VI. Protocole de la Conférence de Paris du 14 janvier 1925 entre les ministres des Finances alliées.

II. — AUTRES DOCUMENTS

- I. Archives du service de l'impôt et de la M. I. C. U. M., conservés au ministère des Travaux publics.
- II Etudes faites par la M. I. C. U. M. sur la production des combustibles en Allemagne.
- III. Extraits des journaux et périodiques allemands de 1923-1924 : *Bergwerks Zeitung*, *Deutsche Kohlenzeitung*, *Stahl und Eisen*, *Wirtschaft und Statistik* etc.
- IV. Europe nouvelle. *Revue hebdomadaire*.
- V. Poupard. L'occupation de la Rhur et le droit des gens. Thèse Paris, 1925.
- VI. Renseignements oraux recueillis au cours d'une enquête personnelle auprès des membres de la M. I. C. U. M.

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS	Pages 5
--------------------	------------

PREMIERE PARTIE

LA LÉGISLATION ALLEMANDE DE L'IMPÔT SUR LE CHARBON AU MOMENT DE L'OCCUPATION DE LA RUHR

CHAPITRE PREMIER. — La loi du 8 avril 1917.....	7
Rendements de l'impôt de 1917 à 1922	15
CHAPITRE II. — Modifications apportées à la loi précédente par la loi du 8 avril 1922	18
CHAPITRE III. — Causes de l'insuffisance du rendement de l'impôt spéciales à l'armée budgétaire 1922-23.	21
1. L'exemption d'impôt pour les charbons d'importation.....	21
2. L'octroi de délais de paiement	23
3. L'occupation franco-belge de la Ruhr	26

DEUXIEME PARTIE

LA PÉRIODE DE RÉSISTANCE PASSIVE (11 JANVIER-23 NOVEMBRE 1923)

CHAPITRE PREMIER. — Les débuts de l'occupation	29
Le plan français d'exploitation des gages	29
La résistance passive allemande	31
Législation de l'occupant : arrêtés et ordonnances	32
L'arrêté n° 1 et l'ordonnance 132 (18 janvier)	33
CHAPITRE II. — Essai de perception du Kohlensteuer par les alliés d'après la législation allemande	36
L'arrêté 18 et l'ordonnance 148 (27 février).....	36
Création par la M. I. C. U. M. et organisation d'un bureau d'impôt sur le charbon à Dusseldorf	40
Recettes effectuées en mars 1923 au titre du Kohlensteuer	45
Réglementation du S. A. T. relative aux expéditions de char- bon par voie ferrée et par voie fluviale (14 mars).....	46
Causes de l'échec des mesures prises	46

CHAPITRE III. — La loi allemande du 20 mars 1923 relative au Kohlensteuer	48
Pourquoi elle ne fut pas appliquée dans les territoires occupés.	49
CHAPITRE IV. — Les opérations sur la rive gauche du Rhin, l'ordonnance 163 (17 avril).	50
CHAPITRE V. — Réglementation de la circulation des combustibles dans les territoires occupés	52
L'arrêté 31 (31 mars).	52
Organisation du service de l'impôt sur le charbon	55
Instruction relative au contrôle de la navigation sur le Rhin.	
Comment cette instruction se concilie avec les dispositions de la Convention de Mannheim	60
Protestations du haut commissaire belge contre l'application de l'arrêté 31	62
L'ordonnance 177 (24 mai)	63
CHAPITRE VI. — La vente des produits saisis	68
La Commission d'expertise et de vente (arrêté 37).	68
Comment les ventes de produits saisis s'effectuèrent	69
CHAPITRE VII. — Renforcement des mesures de pression sur les grands industriels	72
1. Blocage des stocks de coke et de sous-produits de la houille (arrêté 35-23 avril)	72
2. Blocage des stocks de produits métallurgiques (arrêté 47-8 juin)	73
3. Réglementation de la circulation des sous-produits (arrêté 61-14 août).	73
CHAPITRE VIII. — La question des charbons d'exportation. La redevance des exportateurs.	78
Les contrats internationaux préexistants.	78
Protestations de la Hollande contre l'application de l'article 7 de l'ordonnance 148.	79
Arrêt des exportations de charbon à destination de la Suisse. .	80
Négociations avec la Suisse	80
Négociations avec la Hollande.	81
CHAPITRE IX. — Nouvelles mesures prises se rapportant au Kohlensteuer.	82
1. L'arrêté 54 (7 juillet). Création de la Commission des Remises ..	82
2. Le paiement de l'impôt en marks or (arrêté 77, 10 octobre). ..	84
3. Modifications apportées au régime des laissez-passer.	88
Charbon destiné aux mineurs.	89
Charbon pour les services publics et les besoins domestiques et industriels	90
Charbon destiné aux établissements de bienfaisance.	91

Charbons étrangers ou en provenance de l'Allemagne inoccupée	92
Mesures de contrôle	93
4. La question des charbons importés. Les droits d'administration	95
Rejet par la M. I. C. U. M. d'une proposition tendant à taxer les charbons d'importation	96
CHAPITRE X. — La fin de la résistance passive	98
Comparaison des rentrées mensuelles de l'impôt sur le charbon dans les caisses du Kohlensyndikat et dans les caisses de la M. I. C. U. M.	98
L'état d'esprit en Allemagne. Chute du ministère Cuno. Le ministère Stresemann	99
Echange de lettres entre Hugo Stinnes et le chancelier du Reich au sujet des négociations à entamer avec la France ...	100
Suppression du Kohlensteuer en Allemagne (13 octobre). Raisons de cette suppression	104
Certains industriels de la Ruhr signent des accords particuliers avec la M. I. C. U. M.	105

TROISIEME PARTIE

LA PÉRIODE DES ACCORDS

(23 NOVEMBRE 1923-1^{er} SEPTEMBRE 1924)

CHAPITRE PREMIER. — Les discussions de novembre entre la M. I. C. U. M. et la Commission des Six	107
Elaboration des clauses techniques de l'accord général	107
La discussion au sujet de la rédaction de l'article 17	110
CHAPITRE II. — Les accords avec les industriels	113
1. Le Mantelvertrag (23 novembre)	113
2. Accords avec les mines de charbon du bassin d'Aix	121
3. L'accord avec le Braunkohlen syndikat (29 décembre) ...	122
CHAPITRE III. — Réorganisation du service de l'impôt sur le charbon	125
Le service discute les modalités des accords particuliers avec les mines dans le cadre du Mantelvertrag. Texte de l'arrangement conclu avec le Konzern Klöcker	125
La réglementation de la circulation des combustibles est suspendue	128
Nouvelles attributions des bureaux d'impôt	129
Réorganisation du service central (Düsseldorf)	132
a) direction, contrôle et surveillance	132
b) Secrétariat	133

c) Bureau central de comptabilité.....	133
d) Bureau des saisies.....	134
CHAPITRE IV. — Les accords de février 1924 avec les comptoirs de sous-produits.....	136
Accords avec les 3 comptoirs de vente de sous-produits.....	136
L'arrêté 102.	138
Le règlement d'application de la M. I. C. U. M. (29 février) ...	139
L'ordonnance 252 (3 avril)	146
Création d'un bureau central de la taxe sur les sous-produits.	146
CHAPITRE V. — Le renouvellement des accords (15 avril 1924).	148
Attaques de la presse allemande contre le Mantelvertrag	148
Calcul du prix de revient et du prix de vente de la tonne de charbon de la Ruhr en février d'après le Bergbauverein et d'après la M. I. C. U. M.	149
Les premières négociations entre la M. I. C. U. M. et la Commission des Six.....	152
La publication du rapport des experts et la décision de la C. D. R. du 11 avril décident les Allemands à accepter les conditions de la M. I. C. U. M.	154
Parties de l'accord du 15 avril se rapportant au Kohlensteuer..	155
CHAPITRE VI. — Les accords successifs. Suppression du Kohlensteuer de la M. I. C. U. M.	157
Les conversations du 12 juin. Prolongation de l'accord du 15 avril pour une période de deux semaines.....	158
Le 30 juin, les industriels allemands, à qui le gouvernement du Reich a promis son aide financière pour le mois de juillet, concluent un nouvel accord avec la M. I. C. U. M. ..	159
Evaluation du prix de revient et du prix de vente de la tonne de charbon de la Ruhr en juillet d'après le Bergbauverein et d'après la M. I. C. U. M.....	160
Discussions et accord du 1 ^{re} août.....	164
Discussions du 31 août au sujet des livraisons de réparations pendant la période transitoire.....	166
Suppression du Kohlensteuer de la M. I. C. U. M. et de la taxe sur les sous-produits. Fin de l'occupation économique ...	167
CHAPITRE VII. — Le bilan des perceptions effectuées par le service de l'impôt sur le charbon	169
a) Produit de l'impôt sur le charbon	169
b) Produit de la taxe sur les sous-produits.....	172
c) Produit des droits d'administration	172
d) Produit de la taxe sur les automobiles	172
e) Recettes perçues par le S. I. C. sous le compte de la cai se spéciale des réparations.....	173

f) Vente d'imprimés..... 173

g) Total général..... 174

CONCLUSION..... 175

Légalité de la perception du Kohlensteuer dans la Ruhr 175

Le faible rendement du Kohlensteuer pendant l'occupation
expliqué par la priorité des livraisons de réparations 176

L'affectation de la recette effectuée par la M. I. C. U. M. au titre
du Kohlensteuer..... 178

Les alliés auraient-ils pu dans l'hypothèse d'une occupation
économique plus longue de la Ruhr, instituer une taxe à
la production importante sur les charbons?..... 180

7047. — Imp. Jouve et Cie 15 rue Racine Paris. — 4-1326
